

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 -  
MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU STADE NAUTIQUE OLYMPIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	7
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	9
<a href="#">Annexe 1 - Venue Use Agreement-Stade Nautique Olympique d'Île-de-France</a>	10
<a href="#">Annexe 2 - Avenant n°3 à la convention d'objectifs Région, Solideo, Paris 2024</a>	87

## EXPOSÉ DES MOTIFS

A huit mois de l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024, la région, partie prenante de cet événement planétaire, poursuit son plein engagement pour accueillir dans les meilleures conditions les 15 000 athlètes représentant 206 nations et plus de 13 millions de visiteurs.

Membre fondateur de la candidature aux JOP, la région est pleinement investie pour participer à la réussite de cette compétition mondiale.

Parce qu'être région hôte des Jeux en 2024 doit être une chance pour l'ensemble des Franciliens, la région Île-de-France est attentive à ce que les opportunités offertes par leur organisation bénéficient au plus grand nombre.

C'est pourquoi, la région déploie plusieurs dispositifs en lien avec ses politiques régionales dans différents secteurs tels que les sports, la culture avec l'olympiade culturelle, le handicap et l'inclusion avec un soutien fort à l'organisation des Jeux Paralympiques, la formation professionnelle et l'emploi ou encore les transports.

Cet engagement s'illustre aussi par les actions menées auprès de la jeunesse, la Génération 2024, à l'image du dispositif des « 1000 Stages de découverte des JOP », destiné aux collégiens de troisième et aux jeunes scolarisés dans des structures éducatives accueillant des Personnes en Situation de Handicap (PSH). Ce dispositif a ainsi permis à près de 3 000 jeunes de vivre une semaine de stage sur des sites iconiques tels que le château de Versailles, le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines ou le Stade Nautique Olympique d'Île-de-France, autour des métiers liés au tourisme, au sport et aux Jeux.

La pleine mobilisation de la région, véritable « DRH des Jeux », s'illustre également par l'intensification de sa politique de formations professionnelles qualifiantes, notamment dans les secteurs en tension nécessaires à l'organisation des grands événements, tels que la sécurité ou la restauration. Par son action au quotidien, la région se positionne comme un accélérateur d'accès à l'emploi, facteur de lutte contre les discriminations et levier pour l'insertion des PSH, avec l'objectif de favoriser le développement et l'implication des TPE, des PME et des entreprises de l'économie sociale et solidaires locales.

Fil rouge de la stratégie d'accompagnement à l'organisation des JOP, une attention particulière est portée à l'inclusion et la prise en compte des PSH et du parasport dans l'ensemble des dispositifs. Cela se traduit concrètement par l'engagement de près de 16 millions d'euros de la région Île-de-France pour soutenir l'organisation des Jeux Paralympiques et permettre de changer durablement le regard des Français sur le handicap.

Enfin, la région Ile-de-France s'est engagée dès la phase de candidature pour que les Jeux constituent un héritage pour l'ensemble des Franciliens. C'est pourquoi, en tant que région hôte des Jeux, elle est l'un des principaux contributeurs de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO) avec un investissement de près de 170 millions d'euros. A la suite de l'organisation des JOP, c'est par exemple un quartier neuf, innovant, accessible et écologique qui sera laissé en héritage aux habitants de la Seine-Saint-Denis à l'emplacement du Village des Athlètes ; ou encore un équipement unique dédié à la pratique universelle du sport dédié aux sportifs en situation de handicap de haut niveau au travers du PRISME à Bobigny qui permettra aussi la pratique amateur.

Cet engagement financier fait de la région le **premier financeur public des Jeux après l'Etat**.

La région a ainsi mobilisé 174 millions d'euros pour mettre à niveau 217 centres de préparation sélectionnés en Ile-de-France pour les JOP et rénover plus de 2 000 équipements sportifs. A cette enveloppe, s'ajoutent 141 millions d'euros pour aménager d'autres lieux, propriétés régionales, dédiés à la pratique sportive : 100 millions d'euros pour l'île de loisirs de Vaires-Torcy, incluant l'aménagement du Stade Nautique Olympique, 1 million d'euros pour celle de Jablines-Annet et 45 millions d'euros pour le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (projet de « grand CREPS »).

Tous ces investissements ont permis de créer un maillage d'espaces et d'équipements sportifs au niveau du standard international, répartis sur l'ensemble du territoire francilien. Ils contribueront à l'héritage dédié à la pratique sportive de haut niveau comme amateur en Île-de-France.

Parmi l'ensemble des sites retenus par Paris 2024 pour le déroulement des épreuves olympiques et paralympiques, figure le **Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France** situé sur la « partie Vaires » de l'île de loisirs de Vaires-Torcy, propriété régionale.

Avec la signature de la lettre de garantie adressée le 30 septembre 2016 au CIO, la Région a pris l'engagement de mettre à disposition de Paris 2024 son Stade Nautique Olympique.

La mise à disposition de cet équipement en tant que site olympique et paralympique est encadré par un **Venue Use Agreement (VUA)** tripartite entre la Région, Paris 2024 et le gestionnaire du site (la Société Vaires-Torcy-Loisirs – SVTL -).

Le site de Torcy n'est pas inclus en tant qu'ouvrage olympique dans ce VUA. Il a cependant vocation à devenir une base arrière de l'organisation des JOP générant des répercussions sur l'équilibre économique du fonctionnement de l'île de loisirs.

Ce site fera l'objet d'une négociation entre l'Etat et le délégataire afin de prévoir le versement d'une indemnité compensatoire.

Deux options sont envisagées **dans la continuité des échanges avec l'Etat** :

- soit de conclure un accord transactionnel en amont, une fois l'arrêté de restriction de la circulation pris, dont le montant serait calculé à partir du chiffre d'affaires réalisé en 2022 et 2023 sur les périodes concernées par l'arrêté ; les pertes de revenus seraient déduites en appliquant à ces chiffres passés les hypothèses de baisse de fréquentation, auxquelles s'ajouteraient **d'autres** éléments de l'équation (dépenses supplémentaires, baisses de charges et recettes de l'aire de camping-cars) ;
- soit de conclure **un** accord après les Jeux, sur le fondement du constat des pertes de revenus nets lors de la période concernée par l'arrêté en 2024, par comparaison avec ses prédécesseuses en 2022 et 2023.

L'objet du présent rapport est de présenter l'ensemble des conditions de mise à disposition de cette île de loisirs :

- proposer à l'adoption le « Venue Use Agreement » (VUA) du Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France ;
- proposer à l'adoption l'avenant n°3 à la convention d'objectifs régissant les rapports entre la Région, la Solideo et Paris 2024 relative aux aménagements du Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France et à l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

## **1 - LES CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DU STADE NAUTIQUE OLYMPIQUE D'ILE-DE-FRANCE (Vaires-sur-Marne)**

## 11 – Présentation du site

Premier site olympique et paralympique livré pour les JOP de 2024, le Stade Nautique Olympique d'Île-de-France est dédié à la pratique de l'aviron et du canoë-kayak avec des aménagements adaptés aux standards des compétitions internationales.

Théâtre d'entraînements et de compétitions de haut niveau, ce site accueille également le mouvement sportif, en lien avec le CREPS, qui trouve ici les meilleures conditions de formation et de pratique sportive.

Avec plus de 100 millions d'euros investis pour l'île de loisirs de Vaires-Torcy, la région Île-de-France prouve son ambition en matière d'excellence sportive et d'engagement environnemental. Dans ce site préservé en pleine nature, se combinent en effet le sport de haut niveau et la pratique amateur ainsi que les sports de plein air.

Un nouveau projet a été porté dans le cadre de la candidature aux Jeux de Paris 2024. Ainsi, la région Île-de France a déployé un programme d'aménagement ambitieux de l'île de loisirs avec des espaces de loisirs en intérieur, des pôles sportifs, un pôle d'hébergement/formation et un stade d'eau vive artificiel, permettant à la fois la pratique sportive compétitive et une pratique de loisirs ouverte à tous.

Ce programme a été mené dans le strict respect des obligations environnementales en veillant à ne pas porter atteinte aux espèces protégées présentes sur le site.

Au regard des autorisations existantes, une analyse réglementaire a été menée pour chacun de ces aménagements.

Le site se décompose en 4 espaces principaux :

- l'espace d'eau vive avec deux parcours en circuits fermés, une rivière paysagère et les espaces de circulation périphériques ;
- l'espace d'eau plate avec sa berge nord pour le suivi des activités sportives, sa berge sud-est pour l'accueil des activités de loisirs et sa berge sud-ouest préservée ;
- l'espace de parking situé au nord est du site ;
- les bâtiments avec le pôle fitness/raquette, le pôle sportif, le pôle hébergement et le pôle nautique qui traversent le site du nord au sud.

## 12 – Le Venue Use Agreement (VUA)

Par une lettre adressée au CIO le 30 septembre 2016, et en tant que collectivité hôte, la Région s'est engagée à garantir l'utilisation du Stade Nautique Olympique d'Île-de-France aux fins de préparation et de tenue des JOP 2024, y compris des épreuves tests, à prendre toutes les mesures et à donner toutes les autorisations nécessaires relevant de sa compétence pour satisfaire cette garantie.

Sur le fondement de cette lettre de garantie, Paris 2024, la Région et la Société Vaires-Torcy-Loisirs (SVTL) ont engagé les discussions sur les modalités opérationnelles de mise à disposition de ce site.

Ce VUA tripartite prévoit les conditions d'occupation du site durant la période exclusive sur l'entièreté du site (période 1 du 12 juillet au 16 septembre ainsi que lors de certaines dates de compétitions à valeur de tests) et durant la période non exclusive pour l'accès à des « parties de site » : du 1<sup>er</sup> avril au 11 juillet 2024 (période 2) puis du 17 septembre au 08 octobre 2024 (période 3).

**Paris 2024 restituera le site dans sa globalité le 08 octobre 2024.**

Avec plus d'une cinquantaine d'articles et une vingtaine d'annexes, ce contrat prévoit l'ensemble des modalités d'occupation au plan technique, juridique et financier :

-mise en configuration JOP, aménagements, équipements et travaux spécifiques à vocation

temporaire ou pérenne, organisation de la maintenance et de la propreté, définition des services inclus délivrés par le délégataire (avec contreparties) et des services accrus à charge de Paris 2024 ...

-mise en sécurité du site (livraison d'un PC sécurité et organisation de l'interface avec les équipes de Paris 2024 et l'Etat),

-communication, droits aux images et propriété intellectuelle,

-couverture assurantielle, plafonds de responsabilité et pénalités en cas de manquements ou de litiges,

-contreparties financières à valeur d'indemnité d'occupation au bénéfice de la Société délégataire de la gestion du site. Durant la période exclusive des JOP, **Paris 2024 versera à la Société Vaires-Torcy-Loisirs une indemnité forfaitaire d'occupation de 1,750 millions d'euros.**

Le Venue Use Agreement est présenté en annexe 1 à la présente délibération.

L'ensemble des annexes peut être consulté sur demande.

## 2- L'AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS REGION/SOLIDEO/PARIS 2024

L'objet de cette convention est d'encadrer l'utilisation de la réserve régionale versée à la Solideo pour accompagner des aménagements structurants nécessaires à la bonne tenue des JOP.

L'avenant n°3 élargit le périmètre de cette convention d'objectifs pour prendre en compte le nouvel ouvrage olympique « Site de Torcy ».

L'intitulé de la présente convention d'objectif et ses éventuels avenants ultérieurs sera désormais le suivant : « **Stade Nautique Olympique d'Île-de-France et île de loisirs de Vaires-Torcy** ».

Outre le financement des aménagements spécifiques du site de Torcy à hauteur **de 1,6 millions d'euros**, la réserve régionale Solideo permet également de réaliser des **aménagements sur le Stade Nautique Olympique** pour un montant de **2,029 millions d'euros**.

L'ensemble des travaux éligibles à la réserve régionale Solideo est détaillé dans cet avenant, qui acte également l'avancement des travaux de relocalisation des roselières.

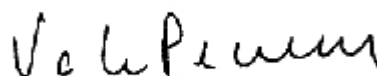
Le montant de la subvention Solideo (part de la **réserve régionale**) pour la réalisation des **travaux supplémentaires « Paris 2024 »**, validé par le conseil d'administration de la Solideo du 25 octobre 2023, est de **3,629 millions d'euros HT**.

Le coût à la charge de Paris 2024 est de 0,770 millions d'euros € HT.

L'avenant n°3 est présenté en annexe 2 à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 17 NOVEMBRE 2023

#### JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU STADE NAUTIQUE OLYMPIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2019-227 du 22 mai 2019 relative à l'approbation de la convention d'objectifs régissant les rapports entre la région Île-de-France, la Solideo et Paris 2024 relative au stade nautique olympique d'Île de France ;

**VU** la délibération n° CP 2021-209 du 1er avril 2021 relative à la délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant sur les délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant sur les délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2022-063 du 23 mars 2022 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-407 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 : Approbation du Venue Use Agreement du Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France**

Approuve le Venue Use Agreement (convention d'utilisation de site) du Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France entre la Région, Paris 2024 et la Société Vaires-Torcy-Loisirs (SVTL) tel que détaillé en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à

le signer.

**Article 2 :**

Approuve l'avenant n°3 à la convention entre la Région, la Solideo et Paris 2024, tel que détaillé en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**



## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Venue Use Agreement-Stade Nautique Olympique d'Île-de-France**



## CONVENTION D'UTILISATION DE SITE

-

## VENUE USE AGREEMENT

-

**Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France**

**ENTRE :**

**1. PARIS 2024 - COMITE D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES (COJO)**

Association déclarée de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est sis, Immeuble Pulse, 46 rue Proudhon, 93210 Saint-Denis, inscrite au répertoire SIREN sous le numéro 834 983 439, représentée par Monsieur Tony Estanguet en sa qualité de Président, domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à l'effet des Présentes,

Ci-après désigné « **Paris 2024** »

D'une part,

**ET**

**2. La Région Ile-de-France**

2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie Pécresse en sa qualité de Présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil Régional en date du [X].

Ci-après désigné le « **Propriétaire du Site** » ou la « **Région** »

De deuxième part,

**ET**

**3. La Société Vaires Torcy Loisirs**

Société Vaires Torcy Loisirs au capital de 37 000 €, dont le siège social est situé au Route de Lagny 77200 TORCY, représentée par sa Présidente (SEM Ile de France Loisirs ) représentée par Pascal Collado , domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à l'effet des Présentes,

Ci-après désigné l' « **Exploitant du Site** » ou la « **Société** »

De troisième part,

Ci-après collectivement désignés « **Parties** », ou individuellement « **Partie** ».

## Table des matières

Projet - Confidentiel

## PREAMBULE

1. Le 13 septembre 2017, les membres du Comité International Olympique (CIO), réunis à Lima au Pérou ont décidé à l'unanimité de confier l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024 à la Ville de Paris.
2. Le Contrat Ville Hôte (CVH), signé le 13 septembre 2017 entre le CIO, la Ville de Paris et le Comité National Olympique Sportif Français (CNOSF), prévoit la constitution d'un Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO), à qui est confié la planification, l'organisation, le financement et la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques, selon les termes du Contrat Ville Hôte et de la Charte Olympique.
3. L'association Paris 2024 – Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques / COJO est le dépositaire des droits dédiés du CIO et du Comité International Paralympique (International Paralympic Committee - IPC) en France dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques. Il est précisé à cet égard que, les droits y compris les droits de propriété intellectuelle indiqués comme étant la propriété de Paris 2024 dans le Contrat, sont conservés à titre fiduciaire par Paris 2024 au bénéfice ultime du CIO et de l'IPC respectivement en application du CVH.

Paris 2024 a notamment pour objet, dans le respect, du CVH et conformément à ses statuts, de :

- planifier, organiser, financer et livrer les JOP, ainsi que les événements associés ;
- conceptualiser, développer et commercialiser tous produits et services liés aux JOP ;
- protéger les marques olympiques et paralympiques en application du CVH ;
- mener des actions de promotion et de développement du sport et du Mouvement Olympique et Paralympique en France et à l'international dans le cadre des JOP et en lien avec le CNOSF et le Comité paralympique et sportif français (CPSF).

Par accord intervenu le 10 avril 2018 avec le CIO, Paris 2024 a adhéré aux stipulations du Contrat de Ville Hôte et admis que toutes les modalités desdits contrats relatives au COJO l'engagent juridiquement comme si Paris 2024 était un signataire initial du CVH.

4. La Région a conclu, avec un Groupement composé des sociétés Action Développement Loisirs, SEM Ile-De-France Loisirs et Engie Energie Services, un contrat de Délégation de service public en date du 30 avril 2021.

Ce contrat a pour objet de déléguer la gestion de l'Ile de Loisirs de Vaires-Torcy audit Groupement.

Ce Groupement a composé, conformément à l'article 7 du contrat de Délégation de service public, une société dédiée qui est devenue titulaire dudit contrat de délégation de service public par avenant en date du 06 avril 2022.

Ce contrat de Délégation de service public a une durée de quinze (15) ans et huit (8) mois à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2036.

5. Aux termes d'une Lettre de Garantie G2.20 adressée le 30 septembre 2016 par la Région au CIO (Annexe 1), la Région a garanti à Paris 2024, en sa qualité de Propriétaire du Site, l'utilisation du Stade nautique d'Ile de France situé sur la base de l'Ile de Loisirs de Vaires-Torcy pendant la Période d'utilisation exclusive ainsi que l'accès non exclusif au Site pendant les Périodes d'utilisation non exclusive pour les premiers travaux d'aménagement.

Cette mise à disposition était toutefois subordonnée, aux termes de la Lettre de Garantie, à la négociation et à la signature ultérieures, entre les Parties, d'un « *Accord relatif à l'utilisation du site* », destiné à organiser les conditions de cette mise à disposition.

6. La Région a réitéré son engagement de mettre à la disposition de Paris 2024 pour les besoins de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques le site du Stade Nautique d'Ile de France situé sur la base de l'Ile de Loisirs

de Vaires-Torcy en application de la Convention d'objectifs conclue le 19 décembre 2019 avec Paris 2024 et la SOLIDEO, modifiée par avenant en date du 3 novembre 2020.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées pour conclure la présente convention (le « Contrat »), constitutive de « *l'Accord relatif à l'utilisation du site* » au sens de la Lettre de Garantie précitée, et qui détaille les conditions de mise à disposition du Stade nautique d'Ile de France situé sur la base de l'Ile de Loisirs de Vaires-Torcy entre Paris 2024, la Société et la Région, pour les besoins de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Cela étant exposé, il a été convenu ce qui suit.

Projet - Confidentiel

## CHAPITRE I – CLAUSES GENERALES

### Article 1 - DEFINITIONS

Sauf stipulation contraire, les termes et expressions commençant par une majuscule, employés dans le Contrat - y compris son préambule et ses annexes (« Annexes »), ont la signification qui leur est attribuée le cas échéant ci-après :

**Activités de Tests** : désigne une activité organisée par Paris 2024 ou, le cas échéant, une Partie Prenante de la Livraison des Jeux avant le commencement prévu des Jeux afin (i) de former et tester les équipes de Paris 2024, de ses prestataires, et de l'ensemble des Parties Prenantes de La Livraison des Jeux, (ii) de tester des éléments clés, sur la base d'une analyse par site / sport-discipline tels que l'Aire de compétition, la gestion de l'évènement, certains aspects de la technologie, les équipes (y compris les bénévoles), etc., (iii) de tester certains services (accréditations, transport...). Ces activités pourront, par exemple et sans que cette liste ne soit exhaustive, consister en l'organisation d'une Epreuve Test dédiée, l'organisation de tests ciblés à huis clos, l'utilisation d'évènements déjà planifiés (telle qu'une compétition organisée par une fédération nationale ou une entité de livraison) pour tester certains éléments du Site et des Parties de Site.

**Aménagements constructifs** : désigne (i) les travaux d'aménagement portant sur des changements ou des modifications susceptibles d'affecter l'intégrité physique du ou des bâtiments du Site et des Parties de Site, des réseaux du Site et des Parties de Site, du sol du Site et des Parties de Site, du sous-sol du Site et des Parties de Site, des espaces extérieurs du Site et des Parties de Site (ii) et/ou certains travaux d'aménagement portant sur la fixation ou la pose de matériels dès lors qu'ils sont susceptibles d'affecter l'intégrité physique du ou des bâtiments du Site et des Parties de Site, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de Paris 2024. La liste exhaustive de ces Aménagements constructifs figure à l'Annexe 9 du Contrat et pourra être modifiée dans les conditions prévues au Contrat.

**Calendrier de mise à disposition** : désigne le calendrier des Périodes d'utilisation exclusive et non-exclusive du Site telles que définies à l'Article 10 - et à l'Annexe 6 du Contrat.

**Cérémonies** : désigne les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux Olympiques et les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux Paralympiques.

**Célébrations** : désigne toutes les festivités organisées en dehors des sites de compétitions en amont et pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

**CIO** : désigne le Comité International Olympique.

**Charte Olympique** : désigne la charte, disponible via le lien suivant : [www.olympic.org/fr/documents/charte-olympique](http://www.olympic.org/fr/documents/charte-olympique) et mise à jour périodiquement, codifiant les principes fondamentaux de l'Olympisme, règles et textes d'application adoptés par le CIO.

**Contrat** : désigne le présent contrat et ses annexes, éventuellement modifié par avenant.

**Contrat Ville Hôte ou Host City Contract ou CVH ou HCC** : désigne le contrat signé le 13 septembre 2017 entre le CIO, la Ville de Paris et le CNOSF, en ce compris ses annexes (et notamment les « Conditions opérationnelles du HCC »), dans sa version en vigueur, auquel Paris 2024 a adhéré par accord du 10 avril 2018. Le CVH est susceptible de faire l'objet d'avenant qui seront disponibles à l'adresse suivante : sur [www.olympic.org](http://www.olympic.org). Le CVH est susceptible de faire l'objet d'avenant qui seront disponibles à l'adresse suivante : sur [www.olympic.org](http://www.olympic.org).

**Convention d'Objectifs** : désigne le contrat conclu le 19 décembre 2019 entre la Région, la SOLIDEO et Paris 2024, relatif au Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France.

**Date de Mise à disposition du Site** : désigne la date à laquelle la Région et la Société mettent le Site à la disposition exclusive de Paris 2024.



**Date de Restitution du Site** : désigne la date à laquelle Paris 2024 restitue le Site à la Région et la Société, le cas échéant, après réalisation des travaux de remise en état dans les conditions fixées à l'Article 40.

**Délégation de service public** : désigne le contrat de délégation de service public relatif à la gestion de l'Île de loisirs signé le 30 avril 2021 entre la Région Ile-de-France et le Groupement composé d'Action Développement Loisirs, de la SEM Ile de France Loisirs et de Engie Energie services et aujourd'hui transféré à la Société dédiée par avenant en date du 6 avril 2022.

**Diffuseurs détenteurs de droits** ou **Rights-holding broadcasters** ou **RHBs** : désigne les sociétés, unions ou groupes d'entreprises qui ont acquis les droits de diffusion (de reproduction, de mise à la disposition du public par vente, louage ou échange, de télédiffusion et communication au public) de couverture et de présentation des jeux du CIO, sur un ou plusieurs territoires durant une période donnée, y compris, sans limite, les filiales médias de ces entités et détenteurs autorisés de sous-licences.

**Dommages Corporels** : désigne toute atteinte physique et/ou psychique subie par une personne physique.

**Dommages Matériels** : désigne toute détérioration, destruction, altération, vol, perte, détournement, disparition d'une chose, d'un bien, d'une substance, et toute atteinte à des animaux, ainsi que le fait de les rendre inutilisables.

**Dommages Immatériels** : désigne tout dommage autres que les Dommages Corporels ou les Dommages Matériels définis ci-dessus, c'est-à-dire tous préjudices d'ordre pécuniaire tels que notamment la perte de chiffre d'affaires, l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, les frais divers, les conséquences financières de la privation de jouissance d'un bien ou d'un service.

**Dommages Immatériels consécutifs** : désigne les Dommages Immatériels consécutifs à un Dommage Corporel ou Matériel garanti par la police d'assurance responsabilité civile.

**Dommages Immatériels non consécutifs** : désigne les Dommages Immatériels consécutifs à un Dommage Corporel ou Matériel non garanti par la police d'assurance responsabilité civile, ou se produisant alors même qu'il n'y a aucun Dommage Corporel ou Matériel à l'origine des Dommages Immatériels.

**Epreuves Olympiques et Epreuves Paralympiques** : désigne les épreuves olympiques de canoë-kayak (slalom et sprint) et d'aviron ainsi que les épreuves paralympiques de para-canoë et para-aviron.

**Equipements** : désigne les biens mobiliers inclus dans le Site et les Parties de Site tel que défini à l'Article 5 - .

**Famille Olympique et Paralympique** : désigne notamment le CIO, l'IPC, OBS, les Fédérations sportives internationales (FI), les Comités nationaux olympiques (CNO) et les Comités nationaux paralympiques (CNP), les Partenaires de marketing, les comités d'organisations des Jeux Olympiques et Paralympiques présents et futurs, les Diffuseurs détenteurs de droits, le Tribunal Arbitral du Sport, l'AMA (Agence Mondiale Antidopage), l'AIO (Académie Internationale Olympique), leurs dirigeants, leurs cadres dirigeants et leurs représentants ;

**Images de l'Exploitant du Site** : désigne toutes les images du Site telles que listées en Annexe 20.

**Images du Propriétaire du Site** : désigne toutes les images du Site (extérieurs et intérieurs), qu'il soit achevé ou en cours de construction, telles que et sans que cette liste soit exhaustive, les maquettes, les plans, les photographies, prises de vues, dessins, films, vidéos, images numériques telles que virtuelles, augmentées, ou 3D, de synthèse et le cas échéant transformées, réalisées par la Région et/ou par tout tiers autorisé par elle.

**Images du Site de Paris 2024** : désignent toutes les images du Site, qu'il soit achevé ou en cours de construction, telles que sans que cette liste soit exhaustive, les maquettes, les plans, les photographies, prises de vues, dessins, films, vidéos, images numériques telles que virtuelles, augmentées, ou 3D, de synthèse et le cas échéant transformées, réalisés par Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux dont OBS et/ou par tous tiers autorisés par eux.

**Infrastructures et Aménagements Temporaires** : désigne l'ensemble des équipements, bâtiments, plateformes, travaux, éléments d'infrastructures et équipements techniques, informatiques, structures ou aménagements temporaires réalisés, installés et exploités sur le Site et les Parties de Site par Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie de tests, aux Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques et à toute activité se rapportant à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive : fourniture de places assises temporaires, réalisation d'aires de spectateurs, fourniture d'aires, de systèmes et d'infrastructures pour l'alimentation temporaire électrique, la radiodiffusion, les médias, les télécommunications, les services informatiques et audiovisuels, les services médicaux et de premiers secours, les hospitalités, la restauration ...), à l'exclusion des Aménagements constructifs. Ces Infrastructures et Aménagements Temporaires sont réalisés aux frais de Paris 2024 et par cette dernière et/ou les Parties Prenantes de Livraison des Jeux, et sous sa responsabilité. La liste de ces Infrastructures et Aménagements Temporaires fait l'objet d'une Annexe 7 au Contrat.

**IPC** : désigne le Comité International Paralympique.

**Jeux Olympiques et Paralympiques** ou **JOP 2024** ou **JOP** ou **Jeux** : désigne les Jeux de la XXXIII<sup>ème</sup> Olympiade et les XVII<sup>èmes</sup> Jeux Paralympiques qui se tiendront en 2024 à Paris.

**Lettres de Garantie** : désigne l'engagement fourni en phase de candidature par la Région au CIO de mettre le Site à la disposition de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux pour les besoins des JOP.

**Look of the Games** : désigne l'ensemble des éléments et équipements constituant l'identité visuelle des Jeux Olympiques et Paralympiques, réalisés, installés et exploités sur le Site et les Parties de Site, et nécessaires pour incarner l'esprit des Jeux aux Epreuves Olympiques et Paralympiques, et à toute activité se rapportant à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, offrant ainsi une expérience unique partout où les Jeux se dérouleront. Ces éléments et équipements sont réalisés par Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, sous sa responsabilité, dans les conditions prévues à l'Article 25 - .

**Marques Paris 2024** : désigne, les signes distinctifs déposés ou non, toutes les marques déposées ou qui seront déposées par Paris 2024 comprenant - sans que cette liste ne soit limitative - la marque Paris 2024 déposée dans 45 classes, les marques composées d'un terme suivi d'un millésime, l'emblème, la ou les mascottes de Paris 2024, les éléments distinctifs de l'identité visuelle des Jeux, le nom des labels et des programmes, etc.

**Marketing d'Emboscade** ou **Ambush Marketing** : désigne toute activité, commerciale ou non, promotionnelle ou non, publicitaire ou non, quel que soit le support ou le canal de diffusion, connus ou inconnus à ce jour, incluant tous les réseaux de distribution, transmission et télécommunication, et particulièrement Internet, qui crée, implique ou fait référence directe ou indirecte à toute association avec Paris 2024, le CIO, l'IPC, le Mouvement Olympique et Paralympique, une quelconque édition des Jeux Olympiques et/ou des Jeux Paralympiques, les Jeux et/ou les Propriétés Olympiques et/ou les Propriétés Paralympiques et/ou les Marques Paris 2024 ou qui viendrait créer une telle association dans l'esprit du public, ainsi que toute fourniture ou distribution de matériel promotionnel ou de produits sur le Site et les Parties de Site ou aux alentours de ceux-ci, dans le but d'obtenir de la visibilité pour une marque, ou de tirer indûment profit des efforts et du savoir-faire du CIO, de l'IPC, du Mouvement Olympique et du Mouvement Paralympique, de Paris 2024 et/ou de ses Partenaires de marketing, s'apparentant à de la concurrence déloyale et/ou du parasitisme et engageant la responsabilité de son auteur au sens des articles 1240 et 1241 du Code Civil, à moins que ces activités aient été préalablement et expressément autorisées par Paris 2024, par le CIO ou par l'IPC.

**Mouvement Olympique et Paralympique** : désigne respectivement les organisations, les athlètes et les autres personnes qui se soumettent à la Charte olympique ou à l'autorité de l'IPC.

**OBS** : désigne la société Olympic Broadcasting Services SA, filiale du CIO, ayant la responsabilité de la production et de la distribution des signaux audiovisuels, numériques, digitaux et radiophoniques pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

**Partenaire de marketing** : désigne toute entité désignée ou qui sera désignée par le CIO, l'IPC ou Paris 2024 pour exploiter certains droits de partenariat et de marketing en relation avec les Jeux. La liste des Partenaires de marketing désignés à la date de signature du Contrat figure en Annexe 2.

**Parties de Site** : désignent les biens immobiliers, mobiliers, les espaces extérieurs et les voiries de desserte, du Site défini à l'Article 5 - du Contrat qui sont mis successivement à la disposition exclusive de Paris 2024 avant et/ou durant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site. Les Parties de Site sont identifiées aux Annexes 3 et 6 du Contrat.

**Parties Prenantes de la Livraison des Jeux Olympiques et Paralympiques ou Parties Prenantes de la Livraison des Jeux ou Parties Prenante de la Livraison des JOP**: désigne toute entité concourant à la livraison des Jeux et, notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, Paris 2024 (incluant ses personnels, représentants et Volontaires Olympiques et Paralympiques, désignés par Paris 2024), le CIO, l'IPC, OBS, les fédérations sportives internationales, les Comités nationaux olympiques, les Comités nationaux paralympiques, l'opérateur On Location, les Partenaires de marketing, les détenteurs de droits de diffusion, de couverture et de présentation des jeux du CIO, les acteurs publics concernés, les licenciés officiels, sportives les membres de la presse accrédités, ainsi que leurs prestataires, préposés, fournisseurs, sous-traitants et tout tiers ou entités, associés directement ou indirectement par Paris 2024, à la livraison de l'Événement.

**Période Préparatoire** : désigne la période allant de la signature du Contrat jusqu'au début de la Période d'utilisation non-exclusive au cours de laquelle Paris 2024 dispose de certains droits précisés à l'Article 10.3.

**Période d'utilisation exclusive** : désigne la période durant laquelle le Site, tel qu'identifié à l'Article 5 - , est intégralement mis à la disposition exclusive de Paris 2024 (en ce compris ses préposés, sous-traitants, et prestataires) laquelle dispose à ce titre d'un droit unique, exclusif et irrévocable d'accès, d'occupation, d'exploitation et de contrôle du Site. Cette période et les modalités de l'exercice de ce droit exclusif d'accès et d'utilisation du Site sont définies à l'Article 10.5 du Contrat (« Période.2 » au sens de l'Article 10.1 du Contrat).

**Période(s) d'utilisation non-exclusive** : désigne les périodes pendant lesquelles Paris 2024, la Famille Olympique et Paralympique, les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux disposent d'un droit non exclusif d'accès et d'utilisation du Site dans les conditions définies à l'Article 10.4 du Contrat (« Période 1 » et « Période 3 » au sens de l'Article 10.1 du Contrat) et d'un droit unique, exclusif et irrévocable d'accès, d'occupation, d'exploitation et de contrôle des Parties de Site identifiées en Annexe 3 et 6 dans les conditions définies à l'Article 10.4 du Contrat.

**Plan de sécurité** : désigne l'ensemble des instructions, procédures, recommandations et règles de sécurité et de sûreté applicables aux Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site et au Site pendant la Période d'utilisation exclusive, qui seront définies et mises en œuvre pour assurer la sécurité et la sûreté du Site et celles des biens et des personnes à l'intérieur du Site et des Parties de Site.

**Produits de contrefaçon** : désigne tous les produits reproduisant à l'identique ou imitant les Propriétés Olympiques et/ou les Propriétés Paralympiques et/ou les Marques Paris 2024, sans autorisation du CIO, de l'IPC ou de Paris 2024.

**Propriétés Olympiques** : sont définies à l'article L141-5 du code du sport et dans les règles 7 à 14 de la Charte Olympique telle que régulièrement mise à jour, et désigne le symbole, le drapeau, la devise, l'hymne, les identifications (y compris, mais sans s'y restreindre, « Jeux Olympiques », « Jeux de l'Olympiade »), les désignations, les emblèmes, la flamme et les flambeaux (ou les torches) olympiques, ainsi que toute œuvre musicale ou audiovisuelle, création ou objet commandés en relation avec les Jeux Olympiques, toutes éditions confondues.

**Propriétés Paralympiques** : sont définies à l'article L141-7 du code du sport et désigne le symbole, le drapeau, la devise, l'hymne, les identifications, les désignations, les emblèmes, la flamme et les flambeaux (ou les torches) paralympiques, ainsi que toute œuvre musicale ou audiovisuelle, création ou objet commandés en relation avec les Jeux Paralympiques toutes éditions confondues ;

**Réception de l'Ouvrage en Configuration JOP** : désigne la réception par la Région, des travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage conformément au programme défini à la Convention d'Objectifs et repris à l'Annexe n° 8.

**Réglementation Data** : désigne (i) le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), (ii) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, (iii) les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), et toutes réglementations ou décisions applicables aux Parties et relatives à la protection des données à caractère personnel venant s'y substituer, ou les modifier.

**Remise de l'Ouvrage en Configuration JOP** : désigne la procédure prévue à l'article 12.1 du Contrat par laquelle, à la suite de la Réception de l'Ouvrage en Configuration JOP et sous réserve de la levée des réserves éventuelles, le Site est remis à Paris 2024 par la Région, pour son utilisation en vue des Jeux.

**Répétitions ou Rehearsals** : désigne les essais effectués sur le Site, le cas échéant hors Activités de Tests, afin de procéder à des tests de gestion de crise (stress tests) des installations, notamment technologiques, du Site devant être utilisée durant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

**Site ou Ouvrage** : désigne l'ensemble des biens mobiliers, immobiliers et fonciers, ainsi que les espaces extérieurs et voiries de desserte internes pour véhicules et/ou piétons dont le périmètre est identifié et délimité en Annexe 3 du Contrat.

Le Site est situé Route de Torcy, 77360 Vaires-sur-Marne.

Ne font pas partie du Site les hébergements situés à proximité immédiate de l'Open Set et matérialisé sur le plan en Annexe 3.

**Stade Nautique d'Ile-de-France** : désigne l'ensemble des biens mobiliers, immobiliers et fonciers mis à disposition de Paris 2024 pour l'organisation, la gestion et la tenue des Epreuves Olympiques de canoë-kayak et d'aviron et des Epreuves Paralympiques de para canoë-kayak et de para aviron.

**Stratégie de tests ou Testing strategy** : désigne les opérations de tests réalisés par Paris 2024, en ce compris notamment les Activités de Tests, les Rehearsals, les Tests Techniques, les opérations de tests réalisés au cours d'un évènement organisé par une Partie Prenante de la Livraison des Jeux.

**Tests Techniques** : désigne les essais effectués sur le Site, le cas échéant hors Activités de Tests, afin de tester les installations techniques en particulier l'infrastructure de câblage informatique du Site devant être utilisée durant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

**Volontaires Olympiques et Paralympiques** : désigne les bénévoles participant au programme des volontaires de Paris 2024.

## **Article 2 - OBJET DU CONTRAT**

Aux termes de la Lettre de Garantie, jointe au dossier de candidature aux JOP 2024 déposé par la Ville de Paris et transmis au CIO, et reproduites en Annexe 1 du Contrat, la Région s'est engagée à mettre à disposition le Site pour les besoins des JOP 2024.

Par une convention d'objectifs du 19 décembre 2019, Paris 2024, la Région et la SOLIDEO ont réitéré le principe de la conclusion de cet accord, sur la base de la Lettre de Garantie.

Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Région et la Société mettent le Site et les Parties de Site à disposition de Paris 2024 pour les besoins et nécessités des Jeux Olympiques et Paralympiques .

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures et à entreprendre toutes les actions nécessaires à la bonne exécution de leurs obligations.

Par l'effet de la signature du Contrat, la Région reconnaît et garantit à Paris 2024 que la Société dispose sur le Site de l'ensemble des droits lui permettant de se conformer aux obligations que le Contrat met expressément à sa charge en vertu de la convention de délégation de Service public en date du 30 avril 2021 et éventuellement modifiée par avenant(s).

La Région garantit également qu'elle instruira avec diligence et fera ses meilleurs efforts pour octroyer, dans la limite de ses compétences, toute demande d'autorisation, d'accord préalable ou de cession de droits formée par la Société sur le fondement du présent Contrat.

Dans l'hypothèse où la Société venait à être privée de ses droits sur le Site, l'ensemble de ses droits et obligations au titre du Contrat seraient alors automatiquement transférés à la Région. La Région Ile-de-France et Paris 2024 pourront toutefois s'accorder, par avenant, sur la reprise de l'ensemble des droits et obligations de la Société au titre du Contrat, non pas par la Région Ile-de-France, mais par le nouvel exploitant du Site désigné par la Région Ile-De-France.

Dans l'hypothèse où la Région venait à être privé de ses droits sur le Site, l'ensemble de ses droits et obligations au titre du Contrat seraient alors automatiquement transférés avec l'accord préalable de Paris 2024 au nouveau propriétaire. La Région s'engage à informer le nouveau propriétaire du Site de l'existence du Contrat mais également à en faire état en amont de toute discussion.

La Région et la Société s'engagent à imposer, à leurs frais les stipulations du Contrat à l'ensemble de leurs prestataires, sous-traitants, préposés ou tout tiers désignés ou qui seraient désignés par eux dans le cadre de l'exploitation du Site et des Parties de Site, dans les conditions définies à l'Article 17.6 du Contrat.

### **Article 3 - ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent, par ordre de priorité, le Contrat et ses annexes, telles qu'elles sont listées à l'Article 57 - .

En cas de contradiction entre le corps du Contrat et une de ses Annexes, le corps du Contrat prévaut. . En cas de divergence ou contradiction au sein d'une même annexe, les stipulations particulières priment les stipulations générales.

En tout état de cause, les Parties se conforment aux dispositions de la Charte Olympique et du Contrat Ville Hôte et s'engagent à respecter toute règle ou exigence additionnelle qui serait prévue par le CIO ou l'IPC au cours de l'exécution du Contrat. En cas de contradictions entre les stipulations du Contrat et la Charte Olympique ou les règles du CIO, les dispositions de la Charte Olympique ou les règles du CIO en vigueur prévalent.

Après échanges entre les Parties, les frais et surcoûts qui seraient directement engendrés par toute règle ou exigence additionnelle prévue par le CIO ou l'IPC seront mis à la charge de Paris 2024. À cet effet, il reviendra à la Société et/ou la Région d'adresser à Paris 2024, et à la demande de cette dernière, tous éléments justificatifs, permettant d'établir le bien fondé et le montant des sommes revendiquées par elles sur le fondement du présent Article, étant précisé que la Région et/ou la Société font leurs meilleurs efforts afin d'en limiter le montant.

### **Article 4 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT**

Le Contrat entre en vigueur à compter de sa signature.

Le Contrat prend fin à la date du dernier constat d'état des lieux de sortie et au plus tard à la Date de Restitution du Site, le 8 octobre 2024, sauf accord contraire et écrit des Parties, sans préjudice de la durée nécessaire à l'apurement des comptes entre les Parties.

Conformément à l'Article 35 - du Contrat, certaines clauses survivront à la date d'échéance du Contrat.

### **Article 5 - DESIGNATION DU SITE**

**5.1. Désignation des biens fonciers, immobiliers et mobiliers constitutifs du Site, mis à la disposition de Paris 2024 par la Région et la Société dans le cadre du Contrat**

Les Parties de Site et le Site mis à la disposition de Paris 2024 par la Région et la Société comprennent :

- (i) L'ensemble des biens immobiliers identifiés au sein du périmètre de mise à disposition. Ces éléments sont identifiés en Annexe 3 du Contrat, selon le Calendrier de mise à disposition mentionné à l'Article 10 - du Contrat et détaillé en Annexe 6 ;
- (ii) Les espaces extérieurs et les voiries de desserte internes pour véhicules ou piétons, identifiés et délimités en Annexe 3 ;
- (iii) L'ensemble des Equipements nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement du Site et des Parties de Site, qui sont détaillés dans l'inventaire reproduit en Annexe 4 et, notamment et sans que cette liste soit exhaustive, le mobilier, les équipements sportifs, les équipements techniques et technologiques, tels que les tableaux d'affichage, tableaux vidéo, gréements, cadres, structures et semelles, conduits de câblage, fibres optiques, câbles de données, chemins de câbles et équipements de contrôle et espaces existants, les équipements sportifs, les équipements médicaux (bureaux, brancards, armoires de rangement, trolleys, etc) ...

Etant entendu que la mise à disposition des Equipements inclut celle des logiciels et solutions informatiques permettant leur exploitation et leur fonctionnement par Paris 2024 et les Parties Prenantes de Livraison des JOP.

L'inventaire des Equipements est régulièrement mis à jour par Paris 2024 et la Région ou la Société, selon la procédure itérative détaillée en Annexe 4, au fur et à mesure de l'évolution des Equipements, conformément aux contraintes réglementaires et/ou des décisions de la Région et de la Société.

Les biens immobiliers, espaces fonciers et les biens mobiliers seront mis à la disposition de Paris 2024 dans les conditions définies au Contrat, à l'exception des hébergements (logements habités) identifiés en Annexe 3 du Contrat et qui demeurent sous la responsabilité de la Société.

Les biens mobiliers, et notamment les équipements sportifs, médicaux, techniques et technologiques, qui ne seront pas mis à la disposition de Paris 2024 seront enlevés et stockés en dehors du Site par la Société, avant les dates de mise à disposition des Parties de Site et avant la Date de Mise à disposition du Site, à l'exception des biens mobiliers utilisés régulièrement par la Société qui seront conservés soit dans ses propres espaces de bureaux soit dans leurs espaces de stockage. A la demande de Paris 2024, la Société enlèvera et stockera en dehors du Site si nécessaire, dans les meilleurs délais, les biens mobiliers qui pourraient faire obstacle à l'utilisation du Site ou des Parties de Site par Paris 2024 dans les conditions de l'Annexe 18.

Il est précisé à toutes fins que la Région et la Société feront leur affaire personnelle de procéder aux modifications qui s'imposeraient dans le cadre de leurs relations contractuelles avec les éventuels concessionnaires ou locataires présents sur les Parties de Site et le Site, afin de garantir à Paris 2024 l'accès et la mise à disposition de l'intégralité des Parties de Site et du Site dans les conditions prévues au Contrat.

## **5.2. Biens immobiliers exclus de la mise à disposition à Paris 2024 par la Région et la Société dans le cadre du Contrat**

Les périmètres Ville Vaires-sur-Marne, Fédération française de Canoë et Département de Seine-et-Marne, telles qu'identifiées en Annexe 3 du Contrat, ne sont ni la propriété de la Région (ou certaines ont vocation à être cédées très prochainement à la ville de Vaires-sur-Marne) ni de celle de la Société, et sont donc exclues du Site au sens du présent Contrat.

Ces parcelles étant nécessaires pour Paris 2024 pour répondre à ses besoins liés de la bonne organisation et la tenue des Epreuves olympiques et paralympiques sur le Site, la Région et la Société sont informées que simultanément à la conclusion du présent Contrat, Paris 2024 va conclure des conventions de mise à disposition des parcelles précitées avec le ou les propriétaires concernés.

La Région fait ses meilleurs efforts afin de faciliter la bonne exécution des conventions de mise à disposition des parcelles conclues par Paris 2024 avec les propriétaires concernés et, dans la limite des prérogatives qui sont les siennes, à prendre toute décision ou à adopter tout comportement en ce sens.

La Région fait ses meilleurs efforts notamment en vue d'obtenir un engagement en ce sens auprès de la Ville de Vaires-sur-Marne dans le cadre de la rétrocession à venir des parcelles, situées à l'entrée du Stade Nautique Vaires-sur-Marne, cadastrées section AH55 et AH57

## **Article 6 - PRINCIPES FONDAMENTAUX**

Les Parties s'accordent à exécuter le Contrat dans le respect des principes fondamentaux ci-après définis, lesquels sont essentiels au succès de l'organisation et du déroulement des Jeux Olympiques et Paralympiques :

- Respect de la Charte Olympique et des stipulations du Contrat Ville Hôte et de ses conditions opérationnelles et de toute autre règle et exigence additionnelle qui serait prévue par le CIO ou l'IPC en cours d'exécution du Contrat ;
- Collaboration étroite et de bonne foi pour l'organisation et la bonne tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques sur le Site et ce, en concertation avec l'ensemble des acteurs et autorités impliqués dans l'organisation des Jeux et en considération des ambitions de Paris 2024 notamment en termes de responsabilité sociale et environnementale, de durabilité ;
- Information permanente et réciproque, sans délais, de toute décision, circonstance, ou difficulté susceptible d'affecter ou d'impacter les droits et obligations de l'autre Partie, la bonne exécution du Contrat ou l'organisation des Jeux.

Par ailleurs, les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures et à entreprendre toutes les actions nécessaires à la bonne exécution du Contrat.

## **CHAPITRE II – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'EXPLOITATION DU SITE**

### **Article 7 - REGIME JURIDIQUE DE LA MISE A DISPOSITION**

Le Site appartenant au domaine public de la Région, le Contrat est consenti par la Région et accepté par Paris 2024 dans le cadre des dispositions des articles L.2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, et conformément à l'article 17 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 *relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*.

A ce titre, Paris 2024 est autorisée à occuper le Site et les Parties de Site à titre précaire et révocable dans les conditions définies au présent Contrat

Le Contrat est également soumis aux dispositions du Livre V de la deuxième partie législative du code de la commande publique.

### **Article 8 - DESTINATIONS DU SITE**

La mise à disposition et les conditions d'utilisation du Site et des Parties de Site sont consenties dans les conditions définies ci-après à Paris 2024 pour les besoins de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, ce qui comprend notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive ni définitive :

- La préparation, l'organisation et la tenue des Tests Techniques, des Répétitions, des Activités de Tests et/ou des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques et des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques ainsi que toute activité en lien avec l'organisation des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques ;
- La préparation, l'organisation et la tenue des Célébrations liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques.

Paris 2024 exercera sur le Site et sur les Parties de Site des activités conformes aux destinations susvisées.

Paris 2024 pourra modifier la nature des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques et des Célébrations prévues dans le Site et les Parties de Site, afin de répondre aux décisions éventuelles du CIO et de l'IPC et à l'évolution de la programmation sportive des JOP. Les impacts de ces modifications sont traités en application des Articles 10.1 et 35.1. Paris 2024 en informera la Région et la Société.

## **Article 9 - REGLEMENTATION EN VIGUEUR**

Les Parties s'engagent à se conformer à l'ensemble de la réglementation et de la législation en vigueur susceptibles de s'appliquer aux Parties de Site et au Site, à son occupation et à son exploitation.

La Région et la Société s'engagent à se conformer à leurs obligations légales et réglementaires en matière de sécurité des biens et des personnes (notamment en ce qui concerne la qualité de l'eau et de l'air sur le Site et les Parties de Site), d'accessibilité et de développement durable pendant toute la durée du Contrat et à mettre à disposition de Paris 2024 un site conforme à ces législations.

En cas d'évolution de ces obligations légales et/ou réglementaires, la Région et la Société s'engagent à se conformer dans les meilleurs délais aux nouvelles normes en vigueur, en anticipant dans toute la mesure du possible sur les délais de mise en conformité légalement impartis dans les conditions prévues par l'Article 35.3.

## **Article 10 - CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'UTILISATION DU SITE**

### **10.1. Calendrier de mise à disposition**

**10.1.1.** Conformément au Calendrier de mise à disposition figurant en Annexe 6, et sans préjudice des stipulations de l'Article 35.2 :

- les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site courent :
  - du 1<sup>er</sup> avril 2024 inclus au 11 juillet 2024 inclus (« Période 1 ») et ;
  - du 17 septembre 2024 inclus au 8 octobre 2024 inclus (« Période 3 ») ;
- les Périodes d'utilisation exclusive du Site courent :
  - du 12 juillet 2024 inclus au 16 septembre 2024 inclus pour les besoins des JOP (« Période 2 »).
  - sur une période restante à déterminer pour la tenue Tests techniques, Répétitions et Activités de Tests.

**10.1.2.** Pendant la Période d'utilisation non-exclusive correspondant à la Période 1 au sens du présent Article, Paris 2024 occupera à titre exclusif les Parties de Site mentionnées en Annexe 3 pour la période concernée, selon le Calendrier de mise à disposition prévu à l'Annexe 6 du Contrat, et disposera, sur le reste du Site des droits attachés à son utilisation non exclusive dans les conditions fixées à l'Article 10.4 du Contrat.

**10.1.3.** A partir du 12 juillet 2024, date de début de la Période d'utilisation exclusive du Site (« Période 2 »), l'intégralité du Site décrit à l'Article 5 - sera mise à la disposition de Paris 2024 qui disposera sur le Site des droits attachés à son utilisation exclusive dans les conditions fixées à l'Article 10.5 du Contrat.

La Date de Mise à disposition du Site, au sens du Contrat, correspond au premier jour de la Période d'utilisation exclusive soit le 12 juillet 2024.



**10.1.4.** Pendant la Période d'utilisation non exclusive correspondant à la Période 3, Paris 2024 restituera à la Société, certaines Parties de Site et conservera l'utilisation exclusive de certaines Parties de Site, selon le Calendrier fixé en Annexe 6 du Contrat.

Paris 2024 restituera à la Société l'ensemble du Site le 8 octobre 2024, soit la Date de Restitution du Site.

**10.1.5.** Les dates relatives à la tenue des Tests techniques et Activités de Tests n'étant pas connues précisément à la date de signature du Contrat, elles pourront être définies d'un commun accord des Parties dans les meilleurs délais à compter de la signature du présent Contrat, tout comme les conditions financières de mise à disposition du Site (dans le respect des engagements de la Lettre de garantie et de la Délégation de service public).

Par ailleurs, les Répétitions technologiques de Paris 2024 auront lieu du 18 mars 2024 au 22 mars 2024 puis du 13 mai 2024 au 17 mai 2024.

L'utilisation des espaces, ressources, services et infrastructures du Site nécessaires à ces répétitions seront décidés d'un commun accord entre les Parties dans les meilleurs délais à compter de la signature du présent contrat.

**10.1.6.** La configuration finale des obstacles dans le lit de la rivière, correspondant à la période « ICF TUNNING », aura lieu du 16 mai 2024 au 19 mai 2024, conformément à l'Annexe 16.

Durant cette période, la rivière d'eau vive sera fermée à l'exploitation et sera indisponible. L'Exploitant s'engage prêter assistance à Paris 2024, notamment par le biais de son personnel, pour réaliser les changements d'obstacle et effectuer les mises en eau nécessaire suivant les besoins.

**10.1.7.** Les Parties pourront enfin convenir d'un commun accord, le cas échéant par simple échange de courriers, d'un ajustement de moins d'un (1) mois des périodes d'utilisation ainsi définies. Cet ajustement ne constitue pas une modification du Contrat au sens de l'Article 35.1, et n'est notamment pas soumis à l'approbation préalable du CIO. Un accord des Parties déterminera les modalités de prise en compte des éventuelles conséquences financières de cet ajustement.

Toute modification d'un mois ou plus des Périodes d'utilisation exclusive et non-exclusive est régie par les Articles 35.1 et 35.2 du Contrat.

Durant ces Périodes d'utilisation non exclusive et exclusive, les Parties de Site et le Site feront l'objet d'une mise à disposition au profit de Paris 2024 dans les conditions et suivant les droits et obligations attachés à l'utilisation exclusive et non-exclusive du Site au sens du Contrat.

## **10.2. Informations, plans et documentation relatifs au Site et aux Parties de Site**

Afin de permettre à Paris 2024 et aux Parties Prenantes de la Livraison des JOP de préparer et d'organiser les JOP, la Région et la Société fourniront, sans frais et à première demande de Paris 2024 et dans un délai maximum de quinze (15) jours, les documents existants visés à l'Annexe 5 relatifs à la configuration et l'exploitation du Site et des Parties de Site.

Dans l'hypothèse où le volume des documents demandés ne permettrait pas un tel envoi, la Région et la Société s'engageront à permettre la consultation de ces documents sur Site dans le même délai.

En particulier, la Région et la Société fourniront toute la documentation existante nécessaire à l'exploitation du Site et des Parties de Site, et ses équipements (plans, descriptifs techniques, caractéristiques des équipements existants, certificats d'homologation, certifications environnementales, liste(s) des prestataires en charge des opérations de maintenance du Site notamment) permettant d'assurer l'information de Paris 2024, son personnel, ses préposés, sous-traitants, fournisseurs, prestataires et, plus généralement, toutes les Parties Prenantes de la Livraison des JOP, sur les conditions d'exploitation des Parties de Site et du Site en vue d'assurer une bonne préparation et déroulement des JOP.

Lorsque des documents nécessaires à l'exploitation du Site et des Parties de Site sont absents, obsolètes ou non opérationnels, les Parties s'engagent à se rencontrer immédiatement afin de déterminer les actions nécessaires afin de les établir ou de se les procurer dans des délais compatibles avec la bonne organisation et la bonne tenue des JOP. Le coût d'établissement de ces documents est supporté par Paris 2024, sauf dans l'hypothèse où la Région et/ou la Société devraient légalement en être en possession du fait de leurs activités sur le Site et les Parties de Site. Dans cette hypothèse, ce coût est supporté par la Partie (Région ou la Société) sur laquelle pèse cette obligation légale.

Toute mise à jour de la documentation susvisée par la Région et la Société seront transmises dans un délai raisonnable, ne pouvant excéder vingt (20) jours, à Paris 2024, sans que cette dernière n'ait à en faire la demande.

Paris 2024 pourra solliciter à tout moment la coopération de la Région et de la Société pour la modification / l'adaptation des dits plans aux formats et modèles utilisés par Paris 2024.

Il est expressément convenu que Paris 2024 est d'ores et déjà autorisée par la Région et la Société à partager avec la Famille Olympique et Paralympique et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, lesdites informations pour répondre au besoin de l'organisation des JOP sur le Site et les Parties de Site.

La Région et la Société informeront, régulièrement et/ou dès qu'elles en ont connaissance, Paris 2024 de tous travaux et aménagements dont la réalisation serait envisagée et/ou projetée sur le Site et les Parties de Site et leurs abords, avant la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques. Il en va notamment ainsi des travaux susceptibles d'avoir un impact sur le gros œuvre ou les réseaux électriques ou les opérations des Jeux et/ou sur les activités de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux. Le cas échéant, la Région et la société informeront régulièrement Paris 2024 de l'état d'avancement des travaux réalisés sur les Parties de Site et le Site.

### **10.3. Droits de visite et d'intervention en Période Préparatoire**

En dehors des Périodes d'utilisation non-exclusive et exclusive, détaillées à l'Article 10.1 ci-dessus et sous réserve du respect d'un délai de prévenance, d'une part de quinze (15) jours calendaires lorsque le Site ou la partie du Site concernée par les visites est occupée et, d'autre part, de deux (2) jours calendaires lorsque le Site ou la Partie du Site concernée est libre, Paris 2024 jouira d'un droit d'accès et de visite au Site pour :

- i) Organiser des visites et des réunions, notamment techniques, pour les membres de la Famille Olympique et Paralympique et/ou pour les Parties Prenantes de la Livraison des JOP et/ou les candidats aux consultations éventuellement lancées par Paris 2024 pour les besoins de la passation des contrats relatifs à l'organisation des JOP ;
- ii) Visiter tout ou partie du Site en présence des représentants des CNO et CNP lors de périodes spécifiques d'entraînement et de familiarisation de ces délégations dont les dates seront déterminées d'un commun accord entre Paris 2024, la Société ;
- iii) Assister, en tant qu'observateurs, à certains événements qui se dérouleront sur les Parties de Site et le Site ;
- iv) Réaliser, à ses frais les études (par exemple relatives à la qualité de l'air et/ou de l'eau), audits, sondages, Tests techniques nécessaires notamment à la préparation et l'installation des Infrastructures et Aménagements Temporaires sur le Site et les Parties de Site, à l'organisation, la préparation et la tenue des Jeux ;
- v) Mettre en place sur le Site et les Parties de Site, ainsi que sur leurs abords si ces derniers sont sous le contrôle de la Région ou de la Société, les racks, certains équipements de télécommunication incluant la mise en place de réseaux de télécommunication (incluant et non exhaustivement les réseaux souterrains, fourreaux, chemins de câbles, passages de câbles, câblage cuivre ou fibre optique), les systèmes de communication, équipements et réseaux électriques (incluant et non exhaustivement les réseaux

souterrains, fourreaux, chemins de câbles, passages de câbles, câblage), équipements d'éclairage et câblages de diffusion (médias), sous réserve de l'accord de la Région et/ou la Société étant précisé que la Région et la Société ne pourront refuser les demandes de Paris 2024 que pour motif juste et légitime ; en tout état de cause, la Région et la Société s'engagent à autoriser la mise en place par Paris 2024 des équipements de télécommunication, systèmes de communication, équipements électriques, équipements d'éclairage et câblages de diffusion (médias), qui doivent être nécessairement installés avant le début de la Période d'utilisation non exclusive correspondant à la Période 1 au sens de l'Article 10.1 du Contrat et ce dans un délai compatible avec la bonne organisation des Epreuves Olympiques et des Epreuves Paralympiques ;

- vi) Réaliser ou faire réaliser par tout tiers des enregistrements, la captation, la fixation et la reproduction audio, visuelle ou audiovisuelle des Parties de Site et du Site ; A cet égard, Paris 2024 disposera à titre exclusif de tous les droits de propriété intellectuelle de sorte que les enregistrements, captations, fixations et reproductions ainsi réalisés seront librement utilisés et exploités par Paris 2024 et/ou tout tiers expressément autorisé par elle.

Les délais de prévenance mentionnés à l'alinéa premier du présent Article pourront être réduits à la demande de Paris 2024 pour les besoins et nécessités des JOP, la Région et la Société ne pourront s'opposer à cette demande de réduction de délai que pour un motif juste et légitime, notamment si la visite bouleverse l'exploitation normale du Site.

Le cas échéant, Paris 2024 respectera les contraintes de sécurité et d'hygiène spécifiques au Site qu'il appartiendra la Société de lui communiquer préalablement à l'exercice de son droit de visite et d'accès au Site. Les équipements de protection individuels des visiteurs seront fournis, en bon état de propreté et de fonctionnement, dans le respect des règles sanitaires en vigueur, par Paris 2024 aux visiteurs.

Paris 2024 fera ses meilleurs efforts pour que l'exercice de ce droit de visite et d'accès au Site ne gêne pas l'exploitation normale du Site ou l'avancement et l'organisation générale des travaux réalisés sur le Site.

A cet effet, la Société informera régulièrement en outre Paris 2024 du calendrier des événements, activités et travaux organisés sur le Site, les Parties de Site et leurs abords, ainsi que leurs évolutions, afin de permettre à Paris 2024 d'anticiper les visites du Site en réduisant autant que possible la gêne occasionnée sur l'activité du Site. En tout état de cause, cette information aura lieu au moins tous trois (3) mois durant l'exécution du Contrat.

La Société informera également, le cas échéant, Paris 2024 des procédures d'accréditation adéquates ainsi que de toute modification de calendrier et/ou des procédures d'accréditation.

Sauf à ce que Paris 2024 indique la Société qu'une visite n'est pas reportable, pour des motifs justes et légitimes, la Société pourra demander à reporter une visite qui serait de nature à perturber l'exploitation normale du Site ou l'avancement et l'organisation des travaux. Le cas échéant, ils proposeront une date de report de la visite qui ne pourra pas excéder huit (8) jours calendaires par rapport à la date de visite sollicitée par Paris 2024 sauf accord contraire des Parties sur un délai supplémentaire.

Paris 2024 et la Société sont en outre convenues par ailleurs que pour les visites qui ne nécessitent pas la présence d'un agent de la Société, Paris 2024 procédera à une simple information préalable auprès de la Société sur un recueil dédié, dès qu'elle aura connaissance de sa date de visite, et au plus tard la veille de la visite.

La Société facilitera les visites du Site, des Parties de Site et des infrastructures et s'engagent à répercuter ce droit de visite du Site, des Parties de Site et des infrastructures pour les besoins de la bonne organisation et de la bonne tenue des Jeux, dans les contrats qu'elles auront conclus avec leurs clients organisant un événement sur le Site et les Parties de Site, et leurs prestataires ou tout tiers.

Pour l'exercice de ce droit d'accès et de visite, la Société apportera toute assistance et répondront aux sollicitations de Paris 2024 pour l'exercice de ce droit d'accès et de visite du Site et des Parties de Site.

Elle mettra à disposition, sauf impossibilité, de Paris 2024 des espaces de travail nécessaire à l'organisation des repérages, visites et réunions, notamment techniques relatives au Site. Elle s'engage à apporter l'assistance de son personnel, pour autant que cette mobilisation ne bouleverse pas l'exploitation normale du Site.

Le droit d'accès et de visite du Site dévolu à Paris 2024 s'exercera sans frais complémentaires ou supplémentaires pour Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux dans la limite, pour les visites nécessitant la présence d'un agent de la Société, d'un seuil décrit à l'Annexe 10. Au-delà de ce seuil, la mise en œuvre de ces visites sera facturée à Paris 2024 dans les conditions définies par l'Annexe n° 11.

Les Parties conviennent que les visites sur le Site qui ne nécessitent pas la présence d'un agent (y compris pour les visites bâtimentaires où une simple remise de clefs à Paris 2024 est nécessaire) peuvent être faites librement et sans frais supplémentaire par Paris 2024 sous réserve d'information préalable auprès de la Société au minimum quarante-huit (48) heures à l'avance.

#### **10.4. Utilisation non-exclusive du Site**

##### **10.4.1. Etendue du droit d'utilisation non exclusive du Site**

La Société octroie et garantit à Paris 2024, d'une part, un droit d'utilisation non-exclusive du Site pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site, dans les conditions prévues au présent Article 10.4 du Contrat et, d'autre part, un droit d'utilisation exclusive des Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site selon le Calendrier prévu à l'Annexe 6 et les modalités prévues à l'Article 10.5 du Contrat

Durant les Périodes d'utilisation non-exclusive, la Société conserve notamment la responsabilité de l'entretien, de la sécurité, de la sûreté et de la garde du Site, ainsi que du contrôle de ses accès. En revanche, l'accès et le contrôle aux Parties de Site sont conservés et pris en charge par Paris 2024.

Elle octroie à titre gratuit un droit d'accès et d'utilisation non exclusif du Site à Paris 2024 et l'autorise à ce titre, ainsi que les membres de la Famille Olympique et Paralympique et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et/ou, le cas échéant, les candidats aux consultations éventuellement lancées par Paris 2024 pour les besoins de la passation des contrats relatifs à l'organisation des JOP :

- i) Visiter le Site dans les conditions définies à l'Article 10.3 du Contrat, étant précisé que la visite des Parties de Site n'est soumise à aucune information ou demande d'autorisation à destination de la Région ;
- ii) Assister, en tant qu'observateurs, à certains événements qui se dérouleront sur les Parties de Site et le Site ;
- iii) Réaliser, dans les conditions définies à l'Article 11.2 du Contrat, des Infrastructures et Aménagements Temporaires dans les Parties de Site dans les conditions prévues à l'Annexe 7 du Contrat ;
- iv) Réaliser sur le Site, à ses frais, , les études (par exemple relatives à la qualité de l'air et/ou de l'eau), audits, sondages, Tests Techniques nécessaires notamment à la préparation et l'installation des Infrastructures et Aménagements Temporaires, à la mise en œuvre de la Stratégie de tests, l'organisation, la préparation et la tenue des Activités de Tests et des Jeux Olympiques et Paralympiques ;
- v) Réaliser sur le Site, les travaux de préparation et d'aménagement du Site, en vue notamment de l'installation des Infrastructures et Aménagements Temporaires et de l'exploitation du Site et des Parties de Site pour les besoins de l'organisation, la préparation et la tenue des Activités de Tests et des Jeux Olympiques et Paralympiques sous réserve d'un délai de prévenance raisonnable tels qu'ils sont décrits en Annexe 7 et dans les conditions fixées par celle-ci. Des travaux préparatoires et d'aménagement du Site, en vue notamment de l'installation des Infrastructures et Aménagements Temporaires et de l'exploitation du Site, complémentaires à ceux prévus en Annexe 7 pourront également être réalisés sous réserve de l'accord de la Société matérialisé lors d'une séance d'un des comités visés à l'Article 44 - ;

- vi) Utiliser les espaces de stockage et de bureaux désignés à l'Annexe 3 à l'exception de ceux indispensables à l'exploitation du Site ;
- vii) Le cas échéant, avoir recours à ses services de restauration et/ou à avoir recours aux services de restauration de Paris 2024 ou d'une Partie Prenante de la Livraison des Jeux ;
- viii) Conduire les actions de formation de son personnel, de celui de la Famille Olympique et Paralympique, des Volontaires Olympiques et Paralympiques, des Parties Prenantes de la Livraison des JOP et de tous tiers autorisés par Paris 2024, qui seront amenés à intervenir sur les Parties de Site et le Site ou aux abords de celles-ci ou celui-ci ;
- ix) S'assurer de la mise en œuvre effective par la Société des actions nécessaires au respect de ses obligations relatives à la mise à disposition du Site et des Parties de Site exempts de toute publicité pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, et pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, visées à l'Article 10.1, telles que définies au chapitre V du Contrat ;
- x) Assurer toute intervention que Paris 2024 et/ou des Parties Prenantes de la Livraison des JOP jugeraient nécessaire en vue d'assurer l'organisation et le déroulement des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, sous réserve d'un accord express de la Société ;
- xi) Réaliser les travaux de démontage des Infrastructures et Aménagements Temporaires et de remise en état du Site et des Parties de Site, en vue de leur restitution à la Région et la Société aux dates de restitution des Parties de Site et à la Date de Restitution du Site dans les conditions définies à l'Article 42 - du Contrat ;
- xii) Réaliser et/ou faire réaliser par tous tiers des enregistrements, la captation, la fixation et la reproduction audio, visuelle ou audiovisuelle des Parties de Site et du Site ; A cet égard, Paris 2024 disposera à titre exclusif de tous les droits de propriété intellectuelle de sorte que les enregistrements, captations, fixations et reproductions ainsi réalisés seront librement utilisés et exploités par Paris 2024 et/ou tout tiers expressément autorisé par elle.

La Société mettra à disposition, sauf impossibilité, de Paris 2024 des espaces de travail et le nécessaire à l'organisation des repérages, visites et réunions, notamment techniques relatives au Site. Elle s'engage à apporter l'assistance de son personnel, pour autant que cette mobilisation ne bouleverse pas l'exploitation normale du Site

Le droit d'accès et d'utilisation non-exclusif du Site dévolu à Paris 2024 s'exercera sans frais complémentaires ou supplémentaires pour Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux dans la limite, pour les visites nécessitant la présence d'un agent de la Société, d'un seuil décrit à l'Annexe 10. Au-delà de ce seuil, la mise en œuvre de ce droit sera facturée à Paris 2024 dans les conditions définies par l'Annexe 11.

Les Parties conviennent que les visites sur le Site qui ne nécessitent pas la présence d'un agent (y compris pour les visites bâtimentaires où une simple remise de clefs à Paris 2024 est nécessaire) peuvent être faites librement et sans frais supplémentaire par Paris 2024 sous réserve d'information préalable auprès de la Société au minimum quarante-huit (48) heures à l'avance.

Par ailleurs, pour la bonne exécution du présent article, la Société s'engage, dans la limite de ses prérogatives, à faire le nécessaire auprès de ses co-contractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et autres tiers auxquels il a recours, afin qu'il ne fasse pas obstacle au droit d'accès et d'utilisation de Paris 2024 (et de tout tiers désigné par elle).

Les équipements de protection individuels des visiteurs éventuellement nécessaires seront fournis par Paris 2024.

La Société mettra à disposition de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des JOP, ainsi que tous tiers autorisés par eux, les espaces de bureaux définis à l'Annexe 3 dans le cadre du Calendrier défini dans cette Annexe 6.

#### **10.4.2. Modalités de mise en œuvre du droit d'utilisation non exclusive du Site**

Sous réserves de stipulations spécifiques prévues au présent Article ou à l'Article 10.5 pour ce qui concerne les Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site, la Société contrôle les accès au Site, assure le gardiennage et la surveillance de la périmétrie du Site, et octroie pendant cette période à Paris 2024 et sous la responsabilité de cette dernière, aux Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et aux membres de la Famille Olympique et Paralympique, ainsi que, le cas échéant, aux candidats aux consultations éventuellement lancées par Paris 2024 pour les besoins de la passation des contrats relatifs à l'organisation des JOP, un droit non exclusif d'accès au Site dans les conditions définies ci-après.

Dans tous les autres cas - et notamment pour les besoins de la réalisation des membres de la Famille Olympique et Paralympique, les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et, le cas échéant, les candidats aux consultations éventuellement lancées par Paris 2024 pour les besoins de la passation des contrats relatifs à l'organisation des JOP accéderont au Site selon des modalités définies à l'Article 10.3 du Contrat et à l'Article 10.4 du Contrat.

Le contrôle des accès du Site, le gardiennage et la surveillance à la charge de la Société incluent :

- L'ouverture et le contrôle des accès piétons et véhicules nécessaires aux différentes opérations de pré-installations de Paris 2024, des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et des membres de la Famille Olympique et Paralympique (incluant les accès personnels et les livraisons) ;

Dans l'éventualité où Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et les membres de la Famille Olympique et Paralympique solliciteraient la Société pour des prestations de contrôle d'accès, de gardiennage, ou de surveillance en dehors des jours et horaires prévus en fonctionnement normal, cette extension fera l'objet d'une facturation par la Société dans les conditions fixées à l'Annexe 11 du Contrat.

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et membres de la Famille Olympique et Paralympique s'engagent à respecter un délai raisonnable pour prévenir la Société de ce type de besoin.

- L'ouverture des salles, espaces et autres accès à l'intérieur ou à l'extérieur du site nécessaires aux différentes opérations de pré-installations de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et membres de la Famille Olympique et Paralympique.

Pour des salles ou espaces dédiés à Paris 2024 ou ses prestataires, la Société leur mettront à disposition des clés ou badges d'accès permanents.

En tout état de cause, la Société s'engagera à répondre aux demandes d'accès au Site formées par Paris 2024 et à mobiliser, l'ensemble de ces moyens, nécessaires à la réception de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux. La Société, ou son représentant désigné ne peut refuser d'être présente lorsque Paris 2024 met en œuvre le droit qu'elle tire de l'Article 10.4.

Notamment pour les besoins de la réalisation des Infrastructures et Aménagements Temporaires, installations, Equipements mentionnés à l'Article 11.2, les membres de la Famille Olympique et Paralympique, les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et, le cas échéant, les candidats aux consultations éventuellement lancées par Paris 2024 pour les besoins de la passation des contrats relatifs à l'organisation des JOP accéderont au Site selon des modalités définies à l'Article 10.3 du Contrat et à l'Article 10.4 du Contrat.

Le personnel de la Société, ses prestataires de services, partenaires, et autres intervenants nécessaires à la mise en œuvre des demandes de Paris 2024 disposeront, si nécessaire, d'un accès aux Parties de Site, sous réserve de

leur accréditation dans les conditions définies à l'Article 13.2 et du respect d'un délai de prévenance raisonnable (sauf urgence dûment justifiée), afin d'y réaliser :

- les prestations visées aux Articles 17.1 et, le cas échéant, 17.2;
- les interventions techniques sur les Parties de Site requises par l'urgence.

Ce droit d'accès de la Société ne pourra pas avoir pour effet de perturber l'avancement ou l'organisation générale des activités entreprises par Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux sur les Parties de Site et le Site.

## **10.5. Mise à disposition et utilisation exclusive des Parties de Site et du Site**

### **10.5.1. Etendue du droit d'utilisation exclusive des Parties de Site et du Site**

Pendant la Période d'utilisation exclusive, la Région et la Société mettent à la disposition exclusive de Paris 2024, et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, le Site et octroient et garantissent à cette dernière un droit d'accès, d'occupation, d'exploitation, de contrôle et d'utilisation exclusive, libre de toute entrave et irrévocable du Site.

Pendant les Périodes d'utilisation non exclusive, la Région et la Société mettent à la disposition exclusive de Paris 2024, et des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, les Parties de Site selon le Calendrier de mise à disposition prévu en Annexe 6 du Contrat, et octroient et garantissent à ces dernières un droit d'accès, d'occupation, d'exploitation, de contrôle et d'utilisation exclusive, libre de toute entrave et irrévocable des Parties de Site dans les conditions prévues au présent article.

A ce titre, la Société garantit à Paris 2024 qu'aucun évènement, aucune manifestation ou aucune activité ne pourra être organisé par un tiers sur les Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive et sur le Site pendant la Période d'utilisation exclusive. Les éventuels locataires, concessionnaires ou occupants de tout ou partie du Site ne pourront ainsi pas accéder au Site et aux Parties de Site pendant ces périodes.

La Société met à la disposition exclusive de Paris 2024 et ce, y compris leurs représentants, salariés, cocontractants, prestataires, fournisseurs et sous-traitants et tout tiers autorisés par Paris 2024 et notamment la Famille Olympique et Paralympique et les Parties Prenantes de la Livraison des JOP, les Parties de Site et le Site, en ce compris leurs Equipements, qui seront sous le seul contrôle de Paris 2024 ou de tout tiers désigné par elle en vue de son exploitation pour les besoins des JOP, toute entité que Paris 2024 désignera à cet effet.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site, et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 et/ou tout tiers autorisé par Paris 2024, en ce compris les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, dispose, pour les besoins de l'organisation des Jeux et/ou de l'Epreuve Olympique et/ou Paralympique notamment, d'un droit d'accès, d'occupation, de contrôle et d'exploitation de l'ensemble des Parties de Site et du Site, en ce compris, sans que cette liste ne soit limitative :

- l'accès et/ou l'occupation et/ou le contrôle et/ou l'exploitation de l'ensemble des zones d'exploitation, notamment en vue d'accueillir le public, en ce compris, sans que cette liste ne soit exhaustive, des aires réservées à l'accueil du public, des aires de compétitions (Field of Play – FoP) et de leurs alentours), infrastructures, systèmes de télécommunications, câblages, conduits, systèmes de sécurité, corridors de service, espaces de stockage, salle de serveurs, mobiliers, points de vente, équipements et systèmes audiovisuels et d'éclairage des Parties de Site et du Site, offices et vestiaires notamment pour les produits licencing et les points de restauration, l'ensemble des espaces hospitalités (en ce compris, offices, chambres froides, cuisine centrale, salons, loges, vestiaires, zones de Stockages etc), des espaces dédiés à la billetterie (guichets intérieurs et extérieurs notamment) ;
- l'exploitation, la perception et la conservation de l'ensemble (i) des revenus provenant de la distribution de billets d'entrée sur les Parties du Site et sur le Site, (ii) des revenus issus des points de vente (permanents et temporaires quelle que soit l'activité commerciale considérée et notamment la restauration, les hospitalités, la billetterie, les boutiques dont celles de merchandising etc.) des Parties de Site et du Site et (iii) d'une façon générale, de l'ensemble des revenus générés auprès des utilisateurs des Parties de Site et du Site ;

- la vente, la concession des licences ainsi que la location, l'exploitation ou l'autorisation d'occupation des Parties de Site et du Site à toute autre personne (membres de la Famille Olympique et Paralympique et Parties Prenantes de la Livraison des JOP).
- La réalisation, par Paris 2024 ou par tous tiers autorisé par Paris 2024, d'enregistrements, de captation, de fixation et de reproduction audio, visuelle ou audiovisuelle du Site. A cet égard, Paris 2024 disposera à titre exclusif de tous les droits de propriété intellectuelle de sorte que les enregistrements, captations, fixations et reproductions ainsi réalisés seront librement utilisés et exploités par Paris 2024 et/ou tout tiers expressément autorisé par elle.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 pourra, sous sa responsabilité et son contrôle, inviter sur les Parties de Site et le Site ses représentants, salariés, cocontractants, prestataires, fournisseurs et sous-traitants et tous tiers autorisés par Paris 2024 et notamment la Famille Olympique et Paralympique et les Parties Prenantes de la Livraison des JOP pour les besoins des JOP et de l'exploitation des Parties de Site et du Site, dans les conditions prévues au Contrat, notamment en vue d'y accueillir le public et d'organiser les Jeux et les Epreuves Olympiques et Paralympiques sur le Site et les Parties de Site.

#### **10.5.2. Modalités de mise en œuvre du droit d'utilisation exclusive du Site**

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 contrôlera exclusivement les accès aux Parties de Site et au Site.

Afin de permettre une cohésion entre les dispositifs mis en place par Paris 2024 et ceux de la Région et de la Société sur les espaces non compris dans le Site, chacune des Parties communiquera à l'autre, à première demande, toutes informations jugées utiles pour assurer cette cohésion.

La Région et la Société s'interdisent d'autoriser tous tiers, y compris leur personnel non autorisé par Paris 2024, à accéder au Site pendant la Période d'utilisation exclusive et aux Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive, sauf à ce que le(s) tier(s) concerné(s) dispose(nt) d'une accréditation ou tout autre dispositif d'accès délivré(e) par Paris 2024 en cours de validité. Les représentants et les membres du personnel de la Région et de la Société ainsi que ceux de ses prestataires pourront faire l'objet d'enquêtes de sécurité administrative préalablement à leur accréditation ou la délivrance d'un dispositif d'accès par Paris 2024 et de fouilles de sécurité préalablement à leur accès au Site et aux Parties de Site.

Le personnel de la Région et de la Société disposera d'un accès au Site et aux Parties de Site, sous réserve de leur accréditation dans les conditions définies ci-dessus et du respect d'un délai de prévenance raisonnable (sauf urgence dûment justifiée), afin d'y réaliser les prestations visées aux Articles 16.1, et le cas échéant, 16.2 et/ou les interventions techniques sur les Parties de Site et le Site requises par l'urgence.

Ce droit d'accès de la Région et la Société ne pourra pas avoir pour effet de perturber l'avancement ou l'organisation générale des activités entreprises par Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux sur le Site et sur les Parties de Site.

#### **10.6. Sous-occupation partielle du Site et des Parties de Site**

Paris 2024 pourra consentir des sous-occupations partielles du Site et des Parties de Site et, sous réserve d'en être préalablement autorisée par la Région et la Société.

A cet effet, Paris 2024 transmet le projet de contrat de sous-occupation à la Région et la Société, lesquelles disposent, à compter de cette transmission, d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour faire connaître leur décision. La Région et la Société ne peuvent refuser la demande d'autorisation de sous-occupation que pour un motif juste et légitime, lequel doit, le cas échéant, être notifié à Paris 2024. En cas de silence conservé à l'issue du délai de dix (10) jours ouvrés précité, la Région et la Société sont réputée avoir donné leur accord.



En tout état de cause, les charges et conditions du contrat de sous-occupation devront être compatibles avec celles du présent Contrat, dont Paris 2024 demeure entièrement responsable à l'égard de la Région et de la Société. Ainsi :

- La durée de la sous-occupation sera au plus égale à celle du Contrat restant alors à courir ;
- L'autorisation de sous-occupation est consentie par la Région et la Société sous la condition que le sous-occupant n'ait aucun droit direct à l'égard de la Région et de la Société et en particulier aucun droit à renouvellement, ladite sous-occupation lui étant inopposable. A cet égard les contrats de sous-occupation comporteront une clause de renonciation expresse à toute action et à tout droit d'occupation ou autre à l'égard de la Région et de la Société;
- Nonobstant l'autorisation de sous-occupation qui précède, Paris 2024 continuera d'être seule tenue de l'entière exécution des clauses, charges et conditions du Contrat vis-à-vis de la Région et de la Société, le contrat de sous-occupation n'emportant, dans l'esprit des Parties, aucune novation de ses obligations. Paris 2024 demeurera en outre, à l'égard de la Région et la Société, garante et solidaire des agissements de tout sous-occupant à qui elle aurait pu consentir des droits en application du présent article.

Il est convenu que les droits d'accès et d'utilisation des Parties de Site et du Site que Paris 2024 peut, aux termes des Articles 10.4 et 10.5 accorder à tous les tiers de son choix dans le cadre de son droit d'utilisation non-exclusive et exclusive du Site, et notamment les autorisations d'installation de points de vente ainsi que les autorisations au profit des membres de la Famille Olympique et Paralympique, des Parties Prenantes de la Livraison des JOP et des athlètes et de leurs accompagnants, ne constituent pas des sous-occupations au sens du présent article.

Il est précisé que Paris 2024 pourra être autorisée par la Région et la Société à délivrer des sous-occupations partielles du Site et des Parties de Site à ses Partenaires Marketing sans contrepartie financière conformément à l'article 17 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 *relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*.

## **Article 11 - MISE EN CONFIGURATION DU SITE ET AMENAGEMENTS SPECIFIQUES**

### **11.1. Configuration du Site par la Région et/ou la Société**

#### **11.1.1 Configuration du Site par la Région**

Au titre de la mise en configuration du Site, les aménagements de mise en configuration à la charge de la Région comprendront notamment les aménagements décrits dans le Programme de mise en configuration du Site par la Région figurant en Annexe 8.

Cette mise en configuration comprend notamment :

- la délocalisation des roselières et autres végétaux situés le long du bassin d'aviron afin de permettre une visibilité totale pour le bon fonctionnement des événements et de la réglementation internationale en vue de l'organisation des épreuves des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
- l'entretien de la berge Nord une fois les roselières et autres végétaux délocalisés ;
- les travaux nécessaires sur la station de pompage du bassin d'eau vive afin qu'elle soit en capacité de fonctionner normalement pour accueillir les épreuves des Jeux Olympiques 2024. Le suivi des travaux et du fonctionnement de la station pompage fera l'état de réunions régulières de la part du Comité de suivi prévu à l'Article 44.2 et pouvant ainsi conduire à la réalisation d'études et/ou de travaux complémentaires aux frais de la Région voire de l'application par Paris 2024 de l'Article 15 - ;
- les travaux nécessaires afin de permettre l'étanchéité des bâtiments du Site. Le suivi des travaux, leur bon état d'achèvement et de fonctionnement fera l'état de réunions régulières de la part du Comité de suivi prévu à l'Article 44.2 et pouvant ainsi conduire à la réalisation d'études et/ou de

- travaux complémentaires aux frais de la Région voire de l'application par Paris 2024 de l'Article 15 - ;
- la mise en valeur de la rivière paysagère ;
  - les homologations du bassin d'aviron et du bassin d'eau vive par les fédérations internationales compétentes avant la période de Tests Events.

#### 11.1.2 Configuration du Site par la Société

Au titre de la mise en configuration du Site, les aménagements de mise en configuration à la charge de la Société comprendront l'aménagement suivant :

- Agencement du terrain de padel (sous réserve de la réparation de la toiture par la Région Ile-de-France dans un délai compatible avec la réalisation des installations Padel ) ;

Il est en outre indiqué que la Société, met le site à disposition de Paris 2024 en bon état de fonctionnement et dans une configuration permettant l'organisation de l'évènement sportif sans nécessité de travaux pérennes complémentaires dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 3.3 de la Délégation de service public et sous réserve du respect par la Région de ses propres obligations.

#### **11.2. Travaux relatifs aux Infrastructures et Aménagements Temporaires réalisés par Paris 2024 et, le cas échéant, les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux**

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux sont d'ores et déjà autorisées à développer, installer et exploiter les Infrastructures et Aménagements Temporaires tels que décrits en Annexe 7, sans que cette Annexe ne soit exhaustive, au sein des Parties de Site mises à disposition successivement pendant les Périodes d'utilisation non exclusive conformément à l'Annexe 3 et l'Annexe 7 du Contrat puis au sein du Site à compter de la Période d'utilisation exclusive du Site.

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des JOP sont notamment autorisées à installer, à leurs frais, des éléments de recouvrement supplémentaires sur les Parties de Site et le Site tels que du câblage, équipements techniques et réseaux, si nécessaire, en faisant appel à leurs propres fournisseurs et entrepreneurs. Si Paris 2024 ou une Partie Prenante de la Livraison des JOP choisit d'installer un câblage superposé, elle conserve le droit d'utiliser les services de ses propres entrepreneurs de câblage. Paris 2024 ou une Partie Prenante à la Livraison des JOP a notamment le droit de désactiver les points d'accès WiFi existants ou tout autre dispositif émettant des radiofréquences, ou de les reconfigurer lorsque cela est possible (cette possibilité n'étant ouverte que sur les Parties de Site en Périodes d'utilisation non exclusive et sur le Site en Période d'utilisation exclusive).

Le planning prévisionnel de ces travaux sera communiqué par Paris 2024 à la Région et/ou la Société en cours d'exécution du Contrat, d'un commun accord par les Parties, dans les meilleurs délais à compter de la signature du Contrat.

Pendant les Périodes d'utilisation non exclusive, Paris 2024 ou, le cas échéant, une Partie Prenante de la Livraison des JOP, veille à informer la Région et la Société des Infrastructures et Aménagements Temporaires, non visés à l'Annexe 3 et l'Annexe 7, que Paris 2024 ou une Partie Prenante de la Livraison des JOP envisagerait de réaliser. Pendant cette période, Paris 2024 fera ses meilleurs efforts pour limiter l'impact desdits travaux sur l'exploitation des Parties de Site et du Site et les travaux qui y sont réalisés.

Ces travaux sont mis en œuvre dans les conditions définies par l'Article 10.34.

En dehors des Périodes d'utilisation non exclusive et de la Période d'utilisation exclusive du Site, la réalisation de ces travaux pourra être convenue d'un commun accord entre les Parties par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception.

Paris 2024 s'engage à informer régulièrement la Région et la Société du planning prévisionnel des Infrastructures et Aménagements temporaires.

Paris 2024 fera ses meilleurs efforts pour limiter l'impact desdits travaux sur l'exploitation des Parties de Site et du Site et les travaux qui y sont réalisés. Tous les travaux relatifs aux Infrastructures et Aménagements Temporaires, installations et équipements seront réalisés par Paris 2024 ou les Parties Prenantes de la Livraison des JOP conformément aux règles de l'art et à la législation et à la réglementation en vigueur.

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des JOP respecteront en outre les contraintes de sécurité spécifiques aux Parties de Site et au Site qu'il appartiendra à la Région et la Société de leur communiquer préalablement. A cet effet, chaque fois que nécessaire, Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des JOP feront procéder à toute vérification de leur compatibilité avec les contraintes de sécurité communiquées. La Région et la Société apporteront leur concours gracieux avec leurs experts en sécurité incendie pour accompagner Paris 2024 dans ses démarches pour obtenir les autorisations administratives nécessaires.

La Région et la Société apporteront leur connaissance des Parties de Site et du Site, à Paris 2024 et, le cas échéant, aux Parties Prenantes de la Livraison des JOP, pour la réalisation des Infrastructures et Aménagements Temporaires réalisés par ces derniers, ainsi que pour la configuration ou reconfiguration des infrastructures existantes. Elles feront leurs meilleurs efforts pour faciliter la bonne réalisation de ces Infrastructures et Aménagements Temporaires. La Région et la Société ne pourront pas interférer ou agir, de quelque façon que ce soit, avec/sur les Infrastructures et Aménagements Temporaires ainsi réalisés, sauf à obtenir l'accord préalable de Paris 2024 et/ou, le cas échéant, les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux ayant réalisés les dits Infrastructures et Aménagements Temporaires.

### **11.3. Aménagements constructifs**

Les Aménagements constructifs identifiés en Annexe 9 du Contrat sont réalisés par Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux sous réserve de l'accord préalable de la Région et/ou de la Société, à qui l'identité de l'entreprise, le détail des travaux et les plans de ceux-ci seront transmis par Paris 2024 et/ou la Partie Prenante de la Livraison des Jeux concernée.

La Région et/ou la Société disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la transmission par Paris 2024 ou d'une Partie Prenante de la Livraison des Jeux de l'ensemble de ces éléments, pour transmettre à Paris 2024 leur avis et faire connaître leur décision. En cas de silence à l'expiration de ce délai, la Région et/ou la Société sont réputées avoir donné leur accord, sauf dans le cas où la Région et/ou la Société doivent recueillir l'avis de leur bureau d'études techniques.

La Région et/ou la Société ne pourront pas opposer de refus à Paris 2024 sans motif légitime technique raisonnable dûment justifié.

Les Parties conviennent, avant le commencement des travaux de chaque Aménagement constructif, de se rencontrer dans le cadre du Comité de suivi ou de Pilotage afin de déterminer si l'Aménagement constructif est susceptible d'être conservé par la Région et/ou la Société et, le cas échéant, de la répartition de son coût.

L'éventuel refus, avant commencement des travaux, de la Région et/ou de la Société de conserver l'Aménagement constructif ne les empêche pas toutefois de le conserver dans les conditions prévues à l'Article 42 - .

Les Aménagements constructifs, non-inscrits à l'Annexe 9, pourront être réalisés par Paris 2024 après autorisation expresse de la Région et/ou la Société formalisée dans le cadre des comités prévus à l'Article 44 - .

### **11.4. Homologation des enceintes sportives**

Au titre de l'article L312-5 du Code du Sport, les Parties de Site et le Site feront l'objet d'une homologation des enceintes sportives. Cette homologation sera réalisée par Paris 2024 suivant « le guide pratique de mise en œuvre de la procédure » rédigé par la Direction des sports Bureau de l'éthique sportive et de la protection des publics en Janvier 2021. Cette procédure, portant principalement sur la sécurité incendie, sera réalisée dans le même temps et dans les mêmes conditions que les principes décrit par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité ci-dessus.

## **Article 12 - MODALITES DE PRISE DE POSSESSION DES PARTIES DE SITE ET DU SITE PAR PARIS 2024**

### **12.1. Etat des lieux d'entrée et inventaire**

**12.1.1.** La Date de Mise à disposition du Site est précisée à l'Article 10.1 ci-avant.

Les dates de mise à disposition de chacun des Parties de Site et du Site sont précisées à l'Article 10.1 ci-avant et dans l'Annexe 7.

Un ou des état(s) des lieux d'entrée seront réalisés contradictoirement par les Parties à chaque date de mise à disposition des Parties de Site, et pour la première fois le 1<sup>er</sup> avril 2024.

Un état des lieux de l'intégralité du Site, hors les Parties de Site déjà mises à disposition de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des JOP à titre exclusif, sera également effectué avant le début de la Période d'utilisation exclusive.

Ce ou ces état(s) des lieux seront effectués, le cas échéant, avec l'assistance de tout sachant et en présence des représentants des compagnies d'assurance des Parties au choix de chacune d'entre elles. Ces états des lieux pourront être établis par voie d'huissier à la demande d'une des Parties.

Les frais d'établissement de ces états de lieux d'entrée des Parties de Site et du Site seront pris en charge à parts égales par les Parties, sauf s'il est établi par voie d'huissier, aux frais de la Partie qui le requiert.

**12.1.2.** Chaque état des lieux fera apparaître :

- la liste des biens immobiliers visés à l'Article 5 - du Contrat mis à disposition de Paris 2024 à la Date de Mise à disposition du Site et aux dates de mise à disposition de chacune des Parties de Site. Il comprend à ce titre l'ensemble des plans, documents et notices en possession de la Région et de la Société relatifs aux biens immobiliers qui le constituent ainsi qu'un descriptif de l'état dans lequel se trouvent ces biens immobiliers. Il identifiera précisément les espaces non mis à la disposition de Paris 2024 et qui ne lui seront pas accessibles. Il fera état des relevés des systèmes de comptage en énergies / fluides du Site.
- l'inventaire des équipements visés à l'Annexe 4 du Contrat mis à la disposition de Paris 2024. Cet inventaire est mis à jour par Paris 2024 et la Région et la Société selon la procédure itérative détaillée en Annexe 4. L'inventaire des Equipements comprend l'ensemble des plans, documents et notices en possession de la Région et la Société qui sont relatifs aux Equipements concernés.

L'état des lieux établi avant le début de la Période d'utilisation exclusive comprendra en outre la liste des Infrastructures et Aménagements Temporaires, installations et équipements le cas échéant réalisés par Paris 2024 et/ou une Partie Prenante de la Livraison des JOP pendant la Période d'utilisation non exclusive correspondant à la Période 1 au sens de l'Article 10.1, du Contrat, en indiquant, pour chacun d'eux, s'il doit être retiré ou non par Paris 2024 dans le cadre des travaux de remise en état. Il fera état des relevés des systèmes de comptage en énergies / fluides du Site.

Chaque état des lieux emporte enfin constat de l'état de nettoyage des Parties de Site et du Site. A ce titre, Paris 2024 peut émettre des réserves si cet état de nettoyage ne s'avérerait pas conforme à l'obligation de nettoyage approfondi pesant sur la Société aux termes de l'Article 12.3.

Les états des lieux, ainsi que la mise à jour des inventaires des Equipements, dûment datés et signés par les Parties, auront valeur contractuelle.

Les équipements présents dans le périmètre des Parties de Site et du Site qui ne seront pas mis à la disposition de Paris 2024 respectivement pendant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties

de Site et pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site seront préalablement enlevés par la Société et stockés en dehors dudit périmètre et ce, préalablement à la prise de possession des lieux par Paris 2024 tel qu'elle est prévue par l'Annexe 6.

L'état des lieux pourra être réalisé sur un outil informatique permettant de cadrer les points à viser, de les positionner sur plan et d'effectuer des comparatifs entre états des lieux d'entrée et de sortie

En cas de désaccord entre les Parties quant à l'état des Parties de Site et du Site lors de leur remise à Paris 2024, elles auront recours à un tiers expert, désigné d'un commun accord lequel se prononcera dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa désignation par les Parties. Sa décision s'imposera de manière définitive aux Parties, sans recours. Les frais d'expertise seront, selon le cas, partagés à parts égales entre les Parties ou intégralement supportés par la Partie désavouée dans l'ensemble de ses prétentions.

## **12.2. Prise de possession**

Paris 2024 prend possession des Parties de Site et du Site dans l'état où il se trouvent aux dates de mise à disposition prévues à l'Article 10.1 ainsi qu'à l'Annexe 6 du Contrat et dans les conditions prévues au présent Article.

Paris 2024 prend possession, des Parties de Site aux dates de mise à disposition et du Site à la Date de Mise à disposition du Site et pour autant que les travaux relatifs à la mise en configuration du Site (Article 11.1) devant être réalisés par la Région et la Société aient été réceptionnés et, le cas échéant, les réserves levées.

Si aux dates de mise à disposition des Parties de Site et à la Date de Mise à disposition du Site, prévues à l'Article 10.1 et en Annexe 6 :

- Les Parties de Site et le Site ne sont pas mis à la disposition de Paris 2024 dans des conditions garantissant leur utilisation exclusive, telle que prévues à l'Article 10.5 et à l'Article 11 - ;
- Les Parties de Site et le Site n'ont pas fait l'objet d'un nettoyage approfondi dans les conditions prévues à l'Article 12.3;
- Les travaux de mise en configuration ne sont pas entièrement réalisés et réceptionnés, toutes réserves formulées par Paris 2024 levées ;
- ou les réserves formulées par Paris 2024 dans le cadre des opérations d'état des lieux ne sont pas levées, et dès lors qu'elles feraient obstacle au démarrage des travaux d'Infrastructures et d'Aménagements temporaires par Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux dans les conditions prévues par le Contrat,

La Région et/ou la Société encourent alors les pénalités de retard prévues à l'Article 33 - et également la mise en œuvre de la procédure de l'Article 15 - .

A compter des dates de mises à disposition des Parties de Site et de la Date de Mise à disposition du Site, Paris 2024 dispose entièrement du droit exclusif d'occupation dont il jouit en vertu de l'Article 10.4 et de l'Article 10.5 et assume la responsabilité de la garde des dits Parties de Site et du Site.

A chaque date de mise à disposition des Parties du Site et à la Date de Mise à disposition du Site, la Société remet à Paris 2024 tous les éléments, les droits d'accès aux composantes réseaux qui sont nécessaires à l'utilisation exclusive des Parties de Site et du Site par Paris 2024 tels que, sans que cette liste soit limitative, les clés des locaux constitutifs des Parties de Site (deux jeux de clés minimum par local, étiquetées et renseignées pour l'identification des espaces, avec un organigramme des clés mis à jour à la Date de prise de possession), pass, et tous les Equipements ainsi que la documentation relative à leur utilisation. La Région et la Société mettent également à disposition de Paris 2024 l'encadrement et le personnel essentiel au fonctionnement des Parties de Site et du Site dans les conditions définies au Chapitre VI.

La Société assistera Paris 2024 dans la prise de possession des Parties de Site et du Site.

Les Parties pourront convenir, par avenant, d'une mise à disposition partielle du Site et des Parties de Site.

### **12.3. Deep Cleaning**

La Société s'engage, préalablement à la Date de Mise à disposition du Site et aux dates de mise à disposition des Parties de Site, à procéder, si nécessaire, au nettoyage complet (Deep Cleaning) du Site et des Parties de Site dans les conditions prévues au présent Article et pour les prestations prévues au programme fixé en Annexe 17.

Ce nettoyage complet porte sur la totalité du Site et des Parties de Site.

A l'occasion des états des lieux d'entrée sur le Site et sur les Parties de Site, dans les conditions définies à l'Article 12.1 du Contrat, Paris 2024 pourra émettre des réserves si le nettoyage effectué par la Société ne s'avérerait pas conforme aux prescriptions prévues par le présent Article.

Si, à la Date de Mise à disposition du Site ou aux dates de mises à disposition des Parties de Site par la Société, un nettoyage complet conforme aux prescriptions du présent Article n'a pas été réalisé et/ou si les réserves émises par Paris 2024 lors de l'état des lieux d'entrée sur le Site et sur les Parties de Site n'ont pas été levées, la Société encoure alors les pénalités de retard prévues à l'Article 33 -

En cas de manquement grave et caractérisé la Société quant à ses obligations au titre du Deep Cleaning, Paris 2024 pourra avoir recours aux stipulations de l'Article 15 - relatif au « droit d'intervention » de Paris 2024 en cas de carence de la Société.

## **Article 13 - SURETE ET SECURITE DU SITE**

### **13.1. Plan de sécurité – Concept des opérations de sécurité du Site**

Paris 2024 développera un plan global de sécurité pour les Jeux Olympiques et Paralympiques en concertation avec le CIO, l'IPC et les autorités administratives nationales compétentes.

Ce plan fera l'objet d'une déclinaison à l'échelle du Site à travers le Concept des opérations de sécurité de Site pour la rédaction duquel la Région et la Société pourront être associées et qui s'imposera à la Région et la Société une fois communiqué par Paris 2024. La Région et la Société se conformeront au Concept des opérations de sécurité de Site établi par Paris 2024 et coopéreront avec cette dernière et les autorités administratives compétentes pour permettre sa mise en œuvre pendant les Périodes d'utilisation non exclusive et la Période d'utilisation exclusive du Site.

La Région et la Société reconnaissent que le Concept des opérations de sécurité du Site qui sera établi par Paris 2024 prévaudra sur toutes les recommandations et/ou règles et/ou consignes de la Région et de la Société, pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, sauf à ce que la Région et la Société notifient à Paris 2024 par écrit toute disposition légale ou réglementaire qu'elle devrait respecter et qui serait contraire au plan global de sécurité pour les Jeux et/ou au Concept des opérations de sécurité de Site.

### **13.2. Sureté pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site**

#### **13.2.1. Obligations de la Société**

Pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site, la Société est responsable de la sécurité, et de la sûreté du Site, à l'exception des Parties de Site dont la garde est transférée à Paris 2024, et prennent à cet effet toutes les mesures de sécurité qui s'imposent (incluant, sans que cette liste ne soit exhaustive, le barriérage, le personnel de sécurité, l'ensemble du système de vidéosurveillance et opérateurs vidéo, et la cybersécurité).

Cette prise en charge par la Société inclut, dans la limite du Contrat de Délégation de Service Public:

- Le gardiennage, la surveillance et les interventions sur le Site 24 heures sur 24 heures et 7 jours sur 7 jours couvrant l'ensemble des biens et matériels du Site;
- L'activation du PC sûreté et des PC satellites le cas échéant et la surveillance électronique en mode veille (vidéo/détection) des espaces et des accès et des espaces incluant le personnel y afférents.

Paris 2024 pourra mettre également en place à ses frais un dispositif de clôture en périmétrie des Parties de Site en Périodes d'utilisation non-exclusive. Paris 2024 est responsable de la sécurité et de la sûreté des Parties de Site.

Paris 2024 est responsable de la sûreté et de l'intégrité de tous les Infrastructures et Aménagements Temporaires entreposés et/ou installés et/ou utilisés et/ou détenus et/ou contrôlés par Paris 2024, les membres de la Famille Olympique et Paralympique et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux au sein des Parties de Site.

En cas de détérioration de quelque nature que ce soit sur les Infrastructures et Aménagements Temporaires, installations, équipements et matériels visés ci-dessus qui ne serait pas du fait de Paris 2024 ou de ses prestataires, fournisseurs, sous-traitants, Partenaires de marketing, des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux ou des membres de la Famille Olympique et Paralympique, la Société assume à l'égard de Paris 2024 les coûts des travaux de réparation ou de remise en état ou de remplacement engagés par Paris 2024 pour autant que Paris 2024 rapporte la preuve formelle de la responsabilité de la Société.

La Société est tenue d'informer sans délai Paris 2024 de toute obligation en matière de santé et de sécurité susceptible d'avoir un impact sur la bonne exploitation ou utilisation des Parties de Site et du Site ainsi que sur la sécurité des biens et des personnes (en ce compris toute obligation en matière de capacité maximale d'accueil du Site).

Dans l'hypothèse où la Société envisagerait une mise à disposition du Site ou des Parties de Site pour la tenue d'exercices de crise, d'entraînements et/ou séminaires des forces d'interventions, elles en avertiront Paris 2024 et lui communiqueront le planning aux fins de coordination et planification des opérations sur les zones impactées.

La Société nommera un référent sécurité qui sera l'interlocuteur de Paris 2024 en matière de sécurité et de sécurité incendie. Il aura la charge de la mise en œuvre de l'ensemble de ces équipements techniques et technologiques et matériels de sécurité courante ainsi que l'ensemble des personnels les opérants. En cas d'absence du référent, la Société nommera un suppléant pour assurer la continuité de représentation en matière de sécurité et de sécurité incendie. Le référent et son suppléant seront présents à l'ensemble des réunions relatives à la sécurité et à la sécurité incendie organisées par Paris 2024 ou une Partie Prenante de la Livraison des Jeux.

### **13.2.2. Obligations de Paris 2024**

Paris 2024 pourra mettre en place, sous sa seule responsabilité et à ses frais, un dispositif dédié de gardiennage et de contrôle d'accès (y compris les dispositifs d'identification des personnels) aux bâtiments et espaces extérieurs placés sous son contrôle et constituant les Parties de Site pendant la durée des Périodes d'utilisation non exclusive du Site concernées. La Région et la Société apporteront leur concours à la définition et la mise en œuvre de ce dispositif de gardiennage en apportant notamment leurs compétences liées à la connaissance du site. La Société mettra à disposition de Paris 2024, à la demande de cette dernière, leur dispositif de gestion des demandes d'accès et d'identification des véhicules pendant les périodes de montage/démontage et d'exploitation.

Dans l'éventualité où Paris 2024, et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et les membres de la Famille Olympique et Paralympique solliciteraient la Société pour des prestations complémentaires de gardiennage et/ou de surveillance au sein des Parties de Site ou d'installations ou zones spécifiques à l'intérieur du Site, ces prestations feront l'objet d'une facturation par la Société dans les conditions fixées à l'Annexe 12 du Contrat.

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et membres de la Famille Olympique et Paralympique s'engagent à respecter un délai raisonnable pour prévenir la Société de ce type de besoin.

Paris 2024 mettra également en place, si nécessaire et à ses frais, un dispositif de clôture en périmétrie de ces installations ou zones.

### **13.3. Sûreté pendant la Période d'utilisation exclusive du Site**

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 est responsable de la sûreté du Site et des Parties de Site, ainsi que le prévoit le Protocole d'accord entre Paris 2024 et le ministère de l'Intérieur relatif à la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques. Il est rappelé que la garde du Site est transférée à Paris 2024 pendant la Période d'utilisation exclusive du Site dans les conditions du présent Article.

Paris 2024 ou tout tiers désigné par elle prend à ses frais toutes les mesures de sûreté admises par la réglementation qu'elle jugerait nécessaires (incluant, sans que cette liste ne soit exhaustive le barriérage et le personnel de sécurité, la détection des objets illégaux par les fouilles des personnes, des véhicules, des bagages, colis, emballages, la cybersécurité etc.).

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, le gardiennage du Site ou des Parties de Site est transféré à Paris 2024, à une Partie Prenante de la Livraison des Jeux ou à tout tiers désigné par Paris 2024 qui en assume la responsabilité, en recourant à son dispositif de sécurité et à ses prestataires, ainsi qu'aux Equipements mis à sa disposition par la Région et la Société tels qu'identifiés à l'Annexe 4.

La Région et la Société reconnaissent notamment que l'accès au Site et aux Parties de Site puisse être contrôlé et restreint par des clôtures et des barrières temporaires et du personnel de sécurité. Les opérations de sécurisation du Site durant la Période d'utilisation exclusive et des Parties de Site durant les Périodes d'utilisation non-exclusive, entreprises par Paris 2024, peuvent également inclure le contrôle d'accès au Site et aux Parties de Site systématique de l'ensemble des personnes, véhicules et flux logistiques, la mise en place à l'intérieur du Site et des Parties de Site d'une restriction d'accès à certaines zones prédéfinies et le déploiement d'outils technologiques de sécurité additionnels. La Région et la Société reconnaissent également que Paris 2024 peut implanter sur le Site et les Parties de Site des caméras de vidéosurveillance sous réserve d'avoir obtenu les autorisations administratives idoines.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Période d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, la Société conserve sous sa responsabilité et à sa sa charge:

- Le contrôle, la maintenance, la mise en œuvre et l'astreinte de l'ensemble des équipements techniques et technologiques et matériels de sécurité activés depuis le PC sûreté ou nécessitant des connaissances ou compétences techniques spécifiques ou engageant la responsabilité de la Société . Ceci inclut tous les personnels nécessaires pour assurer ces missions ;
- L'activation du PC sûreté 24 heures sur 24 heures et 7 jours sur 7 jours et des PC satellites le cas échéant et la surveillance électronique en mode veille de l'ensemble des espaces et accès incluant le personnel afférent ;
- La mise à disposition du poste de commandement en configuration fonctionnelle et opérationnelle répondant aux besoins de Paris 2024 et des services de l'Etat concernés (équipements, mobilier, matériel, services et connectivité Technologie et Telecom).
- Le PC Commandement devra permettre, sous réserve de compatibilité technique, d'implémenter un report des images de vidéosurveillance du Site et des Parties de Site vers les structures de commandement et de coordination de Paris 2024 dont les localisations en région parisienne seront définies ultérieurement.
- La mise à disposition de l'ensemble des outils permettant d'accéder aux données du parc de vidéosurveillance et de détection du Site et des Parties de Site.



En Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et en Périodes d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, l'ensemble des personnels de la Société, le cas échéant accrédités doit être en capacité de répondre dans des délais raisonnables et compatibles avec ceux liés à la bonne organisation des JOP aux sollicitations de Paris 2024 et apportera une assistance technique, notamment de formation à l'utilisation des équipements mis à disposition, auprès de Paris 2024.

La Société nommera un référent sécurité qui sera l'interlocuteur de Paris 2024 en matière de sécurité et de sécurité incendie. Il aura la charge de la mise en œuvre de l'ensemble de ces équipements techniques et technologiques et matériels de sécurité courante ainsi que l'ensemble des personnels les opérants. En cas d'absence du référent, la Société nommera un suppléant pour assurer la continuité de représentation en matière de sécurité et de sécurité incendie. Le référent ou son suppléant devra être disponible les jours de compétition, pour répondre aux sollicitations de Paris 2024 ou d'une Partie Prenante de la Livraison des Jeux. Le référent et son suppléant seront présents à l'ensemble des réunions relatives à la sécurité et à la sécurité incendie organisées par Paris 2024 ou une Partie Prenante de la Livraison des Jeux.

#### **13.4. Sécurité incendie**

##### **13.4.1. Sécurité incendie pendant la Période d'utilisation non-exclusive du Site**

La Société demeurera responsable des dispositifs de prévention et de sécurité incendie et d'aides à la personne et de panique.

Elle s'engage à mobiliser sans frais pour Paris 2024, le personnel, les matériels et les équipements nécessaires pour assurer le contrôle, la maintenance des installations du Site, inhérentes à la sécurité incendie et les interventions en conformité avec la réglementation en vigueur et adaptés à la programmation des compétitions (et ce compris le Responsable Unique de Sécurité).

Dans l'éventualité où Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et membres de la Famille Olympique et Paralympique solliciteraient la Société pour des ajouts de dispositif additionnel de prévention incendie et d'aide à la personne, ces prestations feront l'objet d'une facturation à la Société dans les conditions fixées à l'Annexe 11 du Contrat.

Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et membres de la Famille Olympique et Paralympique s'engagent à respecter un délai raisonnable pour prévenir le Site de ce type de besoin.

Paris 2024 est responsable de la mise à disposition des équipements de sécurité, de la conformité et du contrôle technique des Infrastructures et Aménagements Temporaires notamment présentes sur les Parties de Site. La Société apportera son assistance technique à toute demande de Paris 2024 relatif au dispositif de sécurité incendie et aux équipements présents sur le Site, notamment en formant le personnel à l'utilisation de ces équipements.

##### **13.4.2. Sécurité incendie pendant la Période d'utilisation exclusive du Site**

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site, Paris 2024 est responsable de la sécurité incendie et d'aides à la personne et de panique du Site.

Pendant cette période, l'ensemble des personnels de la Société doit être en capacité de répondre aux sollicitations, notamment techniques (formation y compris), de Paris 2024 dans des délais raisonnables et compatibles avec ceux liés à la bonne organisation et la bonne tenue des JOP.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site, la Société mettra à disposition de Paris 2024, des matériels et équipements nécessaires pour assurer le contrôle, la maintenance des installations du Site, inhérentes à la sécurité incendie ainsi que les interventions en conformité avec la réglementation en vigueur et adaptés à la programmation des compétitions (et ce compris le Responsable Unique de Sécurité).

## Article 14 - ENTRETIEN, REPARATION ET MAINTENANCE

### 14.1. Obligations incombant à la Société

- i) **Pendant les Périodes d'utilisation non exclusive**, la Société entretient, répare et maintient les Parties de Site et le Site dans les conditions du contrat de délégation de service public et du présent contrat de telle sorte qu'à la Date de Mise à disposition du Site et aux dates de mise à disposition des Parties du Site, ils soient conformes aux standards de qualité, de propreté, de sûreté, et de bon état de fonctionnement auquel Paris 2024 peut raisonnablement prétendre en vue de l'organisation, du déroulement et de la tenue des JOP conformément aux standards olympiques et paralympiques.

A cet effet, Paris 2024 validera, via (si besoin) l'assistance d'un tiers expert, le programme d'entretien / maintenance de la Société. Paris 2024 pourra être amenée à émettre des recommandations afin que la Société atteigne les standards attendus en vue de l'organisation des JOP, et que la Société s'engage dans la mesure du possible à respecter.

A cet égard, une démarche d'audit technique des installations existantes est initiée par Paris 2024. La Société s'engage à collaborer activement et en toute transparence à ce processus. Si cet audit venait à mettre en avant l'existence d'installations obsolètes et qui devraient nécessairement être remplacées en cas d'avarie (sans pouvoir être réparées) durant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et durant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, la Société s'engage à mettre en place les mesures nécessaires pour satisfaire le haut niveau de disponibilité matérielle qui peut être normalement attendu par Paris 2024.

La Société procède notamment, préalablement à l'entrée des lieux dans chacune des Parties de Site, puis préalablement à l'entrée des lieux dans le Site :

- à la réalisation des travaux de gros entretien et de renouvellement conformément à l'Annexe 10,
- à la mise en œuvre des gammes de maintenance annuelles, semestrielles, et trimestrielles, possiblement en avance de phase, afin limiter aux maximum les interventions sur les équipements durant les périodes de mise à disposition du site à Paris 2024,
- à un nettoyage complet approfondi des Parties de Site et du Site conforme aux prescriptions de l'Article 12.3 (Deep cleaning),
- à l'ensemble des maintenances et des travaux de mise aux normes légales ou réglementaires qui s'imposeraient aux Parties de Site et au Site et ce, si nécessaire en avance de phase.

Ces opérations et travaux de mise aux normes légales ou réglementaires seront réalisés suivant des modalités préalablement convenues entre les Parties. Il est toutefois d'ores et déjà convenu que :

- si ces opérations et travaux de mise aux normes légales et/ou réglementaires des Parties de Site et du Site sont rendus nécessaires par la seule exploitation de ces derniers par Paris 2024 en vue de répondre aux besoins spécifiques de l'organisation des JOP, leur coût est pris en charge par Paris 2024 ; en conséquence, préalablement à l'engagement de ces opérations et travaux, la Société soumet à Paris 2024, pour validation, le programme et le coût prévisionnel; il sollicite également son accord préalable à toute décision ayant pour objet ou pour effet, en cours de réalisation, d'en modifier le coût ;
- à défaut, leur coût est exclusivement pris en charge par la Société .

La Société assurera que toute l'infrastructure informatique des Parties de Site et du Site, notamment le câblage, le matériel et les logiciels existants et utilisés par Paris 2024 pour fournir les services pendant les Jeux est adaptée à son usage, n'est en aucune façon défectueuse et a fait l'objet de toutes les opérations de maintenance (si nécessaire en avance de phase) avant le début de la Période d'utilisation non-exclusive correspondant à la Période 1 telle que définie par l'Article 10.1.

- ii) **Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site**, la Région et la Société procèdent à leur charge, aux travaux et opérations de maintenance, de gros entretien et de renouvellement des Parties de Site et du Site selon le plan de maintenance et d'entretien figurant en Annexe 10 qui définit notamment les délais de réponses et de résolution, les niveaux de service et de traitement des travaux et opérations de maintenance et de gros entretien et de renouvellement, ainsi que les modalités et recommandations de constitution des stocks de pièces de rechanges. Ces délais de réponse et niveaux de services devront être compatibles avec l'organisation et le déroulement de la Stratégie de test (Activités de Tests notamment) et des Jeux Olympiques et Paralympiques.

La Région et la Société s'engagent à ce que leurs prestataires, fournisseurs, sous-traitants et partenaires respectent le cas échéant les délais de réponse, d'intervention et niveaux de service ainsi définis à l'Annexe 10 sous peine d'application des pénalités prévues à l'Article 33 - du Contrat.

Pour la conduite des opérations, il est nécessaire que Paris 2024 puisse avoir accès aux données de la GTC et autres systèmes de conduite des installations du Site et des Parties de Site. La Société donnera des droits d'accès à ses systèmes à Paris 2024 pour que ces informations puissent être transférées à un centre de conduite général des opérations de Paris 2024.

En outre, s'il apparaît après mise en œuvre de la Stratégie de tests que les Equipements mis à disposition par la Société, le câblage ou l'infrastructures électrique des Parties de Site et du Site sont, défectueux, ou le deviennent de quelque manière que ce soit, Paris 2024 en informera la Société qui y remédiera à ses frais (sauf à ce que la cause soit exclusivement imputable à Paris 2024 ou à une Partie Prenante à la Livraison des Jeux) ou fera en sorte qu'il y soit remédié dans des délais compatibles avec la bonne organisation et la bonne tenue des Jeux.

La Région s'engage à mettre à disposition de Paris 2024 des bâtiments, des équipements techniques et de sécurité conformes à leurs obligations réglementaires en matière d'amiante, de plomb ou de toute autre substance dangereuse pour la santé.

#### **14.2. Obligations incombant à Paris 2024**

Pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site et pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, le Site et/ou les Parties de Site selon les périodes, en ce compris les Equipements mis à la disposition de Paris 2024 et à l'exclusion des espaces non mis à disposition de Paris 2024, sont entretenus en bon état de propreté et de fonctionnement par Paris 2024.

En cas de dégradation et/ou de problème d'exploitation des Parties de Site et/ou du Site, Paris 2024 doit en informer immédiatement la Société. Les frais de remise en état seront à la charge de Paris 2024 lorsque le désordre concerné lui est directement imputable et/ou est directement imputable aux Parties Prenantes de la Livraison des Jeux.

### **Article 15 - DROIT D'INTERVENTION DE PARIS 2024 EN CAS DE CARENCE DE LA REGION ET/OU LA SOCIETE (« RIGHT TO CURE »)**

#### **15.1. Conditions d'intervention de Paris 2024**

Paris 2024 peut pallier toute insuffisance des Parties de Site et du Site résultant d'un manquement de la Région et/ou la Société à leurs obligations en termes d'installation, d'exploitation, de travaux, d'entretien ou de maintenance des Parties de Site et/ou du Site, en réalisant tout achat ou tout travaux, en fournissant tout service, en obtenant tout équipement ou en engageant toute action qu'elle jugerait nécessaire - par l'intermédiaire de ses employés ou par un tiers désigné par elle - pour la bonne organisation des JOP.

Paris 2024 intervient après mise en demeure écrite, envoyée par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception, restée sans effet à l'expiration d'un délai qui ne saurait être inférieur, à compter de sa réception par la Région et/ou la Société :

- à sept (7) jours calendaires lors des Périodes d'utilisation non exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, en dehors des Parties de Site;
- à douze (12) heures lors (i) de la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, et (ii) des Périodes d'utilisation non exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site.

Par exception, si l'urgence le justifie, lors de la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et lors des Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 peut intervenir en lieu et place de la Région et/ou la Société sans mise en demeure écrite préalable.

De même, s'il apparaît après mise en œuvre de la Stratégie de tests que le câblage ou l'infrastructure informatique ou électrique des Parties de Site et du Site est, de l'avis de Paris 2024, défectueux ou le devient de quelque manière que ce soit, Paris 2024 en informera la Région et la Société qui y remédieront à leurs frais ou feront en sorte qu'il y soit remédié dans des délais compatibles avec la bonne organisation et la bonne tenue des Jeux.

L'intervention de Paris 2024 en lieu et place de la Région et/ou la Société peut concerner tout ou partie des obligations de la Région et/ou de la Société au titre du Contrat pour lesquelles ces dernières seraient défaillantes en raison d'un manquement grave et caractérisé. Dans l'hypothèse où Paris 2024 intervient en lieu et place de la Région et/ou la Société en application du présent Article, cette intervention cessera à la date de résolution de chaque manquement concerné.

#### **15.2. Conséquences financières de l'intervention de Paris 2024**

Sur présentation de tout justificatif approprié, Paris 2024 est indemnisée par la Région et/ou la Société de l'intégralité des coûts réels, en ce compris les frais de main d'œuvre, engagés par Paris 2024 pour remédier aux carences de la Région et/ou la Société dans la limite du plafond de responsabilité défini par l'Article 32 -

L'intervention de Paris 2024 en lieu et place de la Région et/ou la Société n'exclut pas l'application éventuelle des pénalités visées à l'Article 33 - du Contrat jusqu'à la décision prise par Paris 2024 de faire application de la présente clause, sans que la Région et/ou la Société puisse, dans cette hypothèse, faire valoir un quelconque droit à compensation ou à déduction des sommes concernées.

Les Parties conviennent que ce dispositif devra être utilisé raisonnablement et de bonne foi.

L'application des présentes stipulations ne fait pas obstacle au droit de Paris 2024 de prononcer la résiliation pour faute de la Région et/ou la Société, conformément aux stipulations de l'Article 37 - du Contrat.

### **Article 16 - SERVICES**

#### **16.1. Services fournis par la Société inclus dans la mise à disposition**

Sans préjudice du droit unique, exclusif et irrévocable d'accès, d'occupation, d'exploitation et de contrôle des Parties de Site et du Site dont Paris 2024 dispose au cours des Périodes d'utilisation non-exclusive et de la Période d'utilisation exclusive, la Société fournit à Paris 2024, au cours de ces Périodes, l'ensemble des prestations nécessaires à l'exploitation technique des Parties de Site et du Site défini en Annexe 10.

Le coût de la fourniture et de la gestion de ces services est réputé inclus dans l'Indemnité prévue au chapitre VII, et ne donne pas lieu à rémunération ou compensation supplémentaire au bénéfice la Société.

## **16.2. Prestations opérationnelles non incluses dans la mise à disposition**

Pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive et la Période d'utilisation exclusive, Paris 2024 est libre d'avoir recours à tout tiers désigné par elle dont elle jugerait l'intervention nécessaire sur les Parties de Site et le Site en vue d'assurer la fourniture de travaux, fournitures et services relatifs à l'utilisation et de l'exploitation des Parties de Site et du Site en vue de la préparation, l'organisation et la tenue des Jeux et de l'Epreuve Olympique/Paralympique sur les Parties de Site et le Site.

Le cas échéant, si ces prestations sont confiées pour tout ou partie à la Société, les conditions de leur réalisation techniques et financières seront détaillées dans un ou plusieurs accords ultérieurs à conclure entre les Parties, et indissociables du Contrat.

Compte-tenu du caractère indissociable avec la mise à disposition des Parties de Site et du Site de certaines prestations opérationnelles complémentaires ayant pour objet d'étendre le périmètre des services fournis par la Société au titre de l'Article 16.1 précité, leur réalisation est confiée à ce dernier par Paris 2024 dans les conditions techniques et financières prévues à l'Annexe 11.

## **16.3. Energies**

La Société s'assure de la connexion aux réseaux (points d'arrivée en courant) des Parties de Site et du Site en énergies (électricité, gaz notamment) et souscrit ou fait souscrire l'ensemble des abonnements nécessaires à l'exploitation des Parties de Site et du Site en fonctionnement habituel pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive et la Période d'utilisation exclusive du Site et acquittent régulièrement les primes et cotisations qui y sont liées, sous réserve des stipulations du dernier alinéa du présent article.

Pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive pour les Parties de Site et la Période d'utilisation exclusive du Site, la Société refacturera à l'euro l'euro et sans frais de gestion à Paris 2024 les frais en énergies nécessaires à l'exploitation des Parties de Site et du Site, sur justificatifs. Il appartiendra à la Société, aux frais de Paris 2024, de présenter et mettre en place un système de comptage permettant d'identifier la consommation de Paris 2024 et/ou, le cas échéant, des Parties Prenantes à la Livraison des Jeux.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 peut cependant recourir discrétionnairement à ses Partenaires de marketing, et notamment EDF pour la fourniture d'électricité et de gaz d'origines renouvelables, sur le Site.

Le cas échéant, Paris 2024 fera son affaire des frais qui pourraient résulter de cette fourniture d'électricité et de gaz d'origines renouvelables par son Partenaire de marketing sur les abonnements souscrits par la Société et/ou ses prestataires (frais de suspension, de résiliation de l'abonnement et conséquences financières sur le nouvel abonnement souscrit à l'issue des JOP).

## **16.4. Fluides**

La Société s'assure du raccordement au réseau d'eaux usées et de la connexion aux réseaux (points d'arrivée en eau) des Parties de Site et du Site en fluides (eau, eau chaude, eau glacée notamment) et souscrit ou fait souscrire l'ensemble des abonnements nécessaires à l'exploitation des Parties de Site et du Site en fonctionnement habituel pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive et la Période d'utilisation exclusive du Site et acquittent régulièrement les primes et cotisations qui y sont liées, sous réserve des stipulations du dernier alinéa.

Pendant les Périodes d'utilisation non exclusive et la Période d'utilisation exclusive, la Société refacturera à l'euro l'euro, sans frais de gestion à Paris 2024, les fluides nécessaires à l'exploitation des Parties de Site et du Site, sur justificatifs. Il appartiendra à la Société, aux frais de Paris 2024, de présenter et mettre en place un système de comptage permettant d'identifier la consommation de Paris 2024.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 peut cependant recourir à ses Partenaires

de marketing, pour la fourniture des fluides sur les Parties de Site et le Site, en prenant le cas échéant en charge, les frais résultants de leur intervention.

Le cas échéant, Paris 2024 fera son affaire des frais qui pourraient résulter de cette fourniture de fluides par ses Partenaires de marketing sur les abonnements souscrits par la Société et/ou ses prestataires (frais de suspension, de résiliation de l'abonnement et conséquences financières sur le nouvel abonnement souscrit à l'issue des JOP).

#### **16.5. Technologies, réseaux et télécommunications**

Dans le cadre du Contrat et pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, la Société met à la disposition de Paris 2024, sans frais supplémentaires, l'ensemble des espaces techniques, des infrastructures techniques (fourreaux, fibres optiques, câble cuivre, prises RJ45), des Equipements nécessaires à l'exploitation des Parties de Site et du Site et, le cas échéant, les services associés dans les conditions prévues aux Annexes 3 et 4 du Contrat.

La Société autorise Paris 2024 à procéder, à ses frais, à l'enterrement des chemins de câbles afin de relier les deux points de livraison du réseau fibre optique des Parties de Site et du Site jusqu'au TER (Telecommunications Equipment Room) et au TOC (Technical Operations Centre).

Sont notamment concernés par cette mise à disposition, – sans que cette liste ne soit exhaustive – l'accès et l'utilisation de tous les espaces techniques, des baies informatiques, des baies de brassage, des fourreaux et des chemins de câbles, des baies opérateurs, l'utilisation des ports d'accès disponibles et/ou déjà utilisés, les équipements techniques, technologiques et informatiques liés aux réseaux techniques, informatiques et de télécommunications, ainsi que les services associés permettant leur fonctionnement et notamment les réseaux VDI (téléphonie, interphonie, wifi, fibre optique, réseau cuivre, etc.), contrôle d'accès et surveillance (alarme, vidéosurveillance (caméras et système de gestion, poste de supervision) le cas échéant), SSI, GTB le cas échéant,

Les infrastructures réseaux et Wifi existantes sont mis à la disposition de Paris 2024, des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et des Partenaires de marketing, qui peuvent, le cas échéant, établir une nouvelle configuration des points d'accès, de la bande passante ou de tout équipement mis à leur disposition.

Pour les équipements actifs, la Société s'engage, sans frais supplémentaire pour Paris 2024, d'une part, à sauvegarder leur configuration initiale avant la mise à disposition des premières Parties de Site et avant la Période d'utilisation exclusive et, d'autres part, à les reconfigurer, si nécessaire à partir de la restitution des premières Parties de Site puis à partir de la Date de Restitution du Site. En aucune façon la responsabilité de Paris 2024 ne pourra être recherchée en raison de la sauvegarde de la configuration initiale et/ou de la reconfiguration visées au présent article.

Sauf accord contraire des Parties, la Société souscrit l'ensemble des abonnements nécessaires à leur exploitation pendant la Période d'utilisation exclusive pour le Site et pendant la Période d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site et acquittent régulièrement les primes et cotisations qui y sont liées.

Pendant la Période d'utilisation exclusive pour ce qui concerne le Site et pendant la Période d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 peut néanmoins recourir discrétionnairement à ses Partenaires de marketing, et notamment Orange, pour la fourniture des biens et services relatifs aux réseaux techniques, informatiques et de télécommunications avec la possibilité de réutiliser les espaces techniques, les infrastructures techniques, et les Equipements existants.

Le cas échéant, Paris 2024 fera son affaire des frais qui pourraient résulter de l'intervention de ses Partenaires de marketing sur les abonnements souscrits par la Société (frais de suspension, frais de résiliation, et conséquences financières sur le nouvel abonnement souscrit à l'issue des JOP

Dans ce cadre, la Société met à disposition, sur demande de Paris 2024 et/ou, le cas échéant, des Parties Prenantes à la Livraison des Jeux désignées par Paris 2024, les PV de recettes permettant la réutilisation sereine des dites infrastructures et/ou Equipements. Ces PV de recettes permettent de garantir l'état de fonctionnement de l'ensemble des infrastructures et services technologiques du Site et des Parties de Site, au moment de la mise à disposition du Site et des Parties de Site, au bénéfice de Paris 2024.

Dans le cas où la Société ne remet pas à Paris 2024, son Partenaire de marketing Orange ou une Partie Prenante de la Livraison des Jeux lesdits PV de recettes, Paris 2024 ou, le cas échéant, une Partie Prenante de la Livraison des Jeux, peuvent les établir aux frais de la Société sur la base de coûts réels et dûment justifiés. Paris 2024, son Partenaire de marketing Orange et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, dans le cadre de cette réutilisation, pourront s'appuyer sur les prestations de support pour les infrastructures, les équipements et services mises à disposition par la Société.

Projet - Confidentiel

### CHAPITRE III – DROITS COMMERCIAUX D'EXPLOITATION

Le Comité International Olympique (« CIO ») et le Comité International Paralympique (« IPC ») détiennent respectivement tous les droits commerciaux et d'exploitation, relatifs, respectivement, aux Jeux Olympiques et Paralympiques.

Les droits y compris les droits de propriété intellectuelle indiqués comme étant la propriété de Paris 2024 dans le Contrat, sont conservés à titre fiduciaire par Paris 2024 au bénéfice ultime du CIO et de l'IPC respectivement, en application du CVH.

#### Article 17 - DROIT D'EXPLOITATION COMMERCIALE DES JOP

Les Jeux Olympiques et Paralympiques, y compris toutes les épreuves sportives et autres événements et activités organisés par la Ville hôte, le CNO hôte et le CPS hôte et/ou Paris 2024 sont respectivement la propriété exclusive du CIO et de l'IPC. En application du Contrat de Ville Hôte et de ses conditions opérationnelles, le CIO et l'IPC ont autorisé Paris 2024 à utiliser certains de ces droits de propriété intellectuelle.

La Région et la Société reconnaissent que, sauf autorisation expresse préalable de Paris 2024, elles n'ont aucun droit, y compris des droits de propriété intellectuelle relatif aux Jeux Olympiques et Paralympiques, aux Propriétés Olympiques, aux Propriétés Paralympiques et aux Marques Paris 2024 et s'engagent à respecter le droit d'exploitation commerciale et de diffusion exclusif des Jeux Olympiques et Paralympiques détenus par le CIO et l'IPC.

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant la période courant du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 29 septembre 2024 pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 bénéficie d'une exclusivité d'exploitation commerciale des Parties de Site et du Site, dont les conditions sont définies au présent chapitre.

##### 17.1. Restauration et boissons

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant la période courant du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 29 septembre 2024 pour ce qui concerne les Parties de Site, la Région et la Société garantissent à Paris 2024 ou à tout tiers désigné par elle, le droit exclusif, et sans contrepartie financière, dans le périmètre du Site et des Parties de Site, de :

- vendre toutes denrées alimentaires et boissons, y compris alcoolisées, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- aménager, gérer et/ou exploiter toute concession ou installation de vente de denrées alimentaires ou de boissons, en ce compris, sans que la liste ne soit exhaustive, tous les stands de nourriture et de boissons, les bars, les buvettes, les restaurants et les boutiques du Site. Ce droit ainsi consenti s'entend notamment du droit pour Paris 2024 ou tout tiers autorisé par elle de dissimuler, recouvrir, enlever, déplacer ou modifier toute concession ou installation de vente de denrées alimentaires ou de boissons des Parties de Site et du Site, par des éléments visuels et/ou décoratifs de son choix.
- disposer des équipements de restauration, offices, réserves, espaces de stockages existants tel que définis à l'Annexe 3 et à l'Annexe 4, à condition de remettre en état les surfaces occupées dans les conditions définies à l'Article 42 - ;
- utiliser le personnel, les prestataires et sous-traitants de son choix et lui imposer les uniformes de son choix pour exploiter les concessions ou installations de ventes de denrées alimentaires ou de boissons ;
- percevoir et conserver tous les revenus provenant de la vente ou de la fourniture de toute denrée alimentaire ou boisson sur les Parties de Site et le Site.

Elles mettent à cet effet à la disposition de Paris 2024 les systèmes, équipements et infrastructures de restauration et boisson listés à l'Annexe 3 et à l'Annexe 4 et dans le ou les états de lieux d'entrée. Etant précisé



à cet égard que dans l'hypothèse où la Région et la Société acquerrait des systèmes, équipements et infrastructures de restauration ou de boissons, l'Annexe 5 du Contrat serait mise à jour pour intégrer les systèmes, équipements et infrastructures concernés sans que cette mise à jour ne puisse se traduire par une dégradation du niveau de service fourni par la Région et la Société à Paris 2024.

### **17.2. Souvenirs, produits dérivés et programmes**

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant la période courant du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 29 septembre 2024 pour ce qui concerne les Parties de Site, la Région et la Société garantissent à Paris 2024 le droit exclusif, dans le périmètre du Site et des Parties de Site, de :

- vendre ou concéder à un tiers, le droit de vendre tout bien quelle qu'en soit la nature, en ce compris, sans que cette liste ne soit exhaustive, des brochures, programmes, objets souvenirs, produits dérivés ou articles similaires commercialisés dans le périmètre des Parties de Site et du Site ;
- aménager, gérer et/ou exploiter toutes les structures de boutiques pérennes et temporaires du Site et des Parties de Site habituellement déployées lors des différents événements sportifs et culturels : boutiques, magasins, stands, containers, tentes, bus, etc... de tout bien quelle qu'en soit la nature, en ce compris, sans que cette liste ne soit exhaustive, des brochures, programmes, objets souvenirs, produits dérivés, biens de toute valeur ou articles similaires. Ce droit ainsi consenti s'entend notamment du droit pour Paris 2024 ou tout tiers autorisé par elle d'ajouter de nouveaux points de vente éphémères, de dissimuler, recouvrir, enlever, déplacer ou modifier tous les points de vente, boutiques, magasins, stands de tout bien des Parties de Site et du Site, par des éléments visuels et/ou décoratifs de son choix ;
- utiliser le personnel de son choix et lui imposer les uniformes de son choix pour exploiter les points de vente, boutiques, magasins, stands susvisés.

Elles mettent à cet effet à la disposition de Paris 2024 les systèmes, équipements et infrastructures listés à l'Annexe 3 et à l'Annexe 4 et dans le ou les états de lieux d'entrée. Etant précisé à cet égard que dans l'hypothèse où la Région acquerrait des systèmes, équipements et infrastructures, l'Annexe 4 du Contrat serait mise à jour pour intégrer les systèmes, équipements et infrastructures concernés sans que cette mise à jour ne puisse se traduire par une dégradation du niveau de service fourni par la Région et la Société à Paris 2024.

### **17.3. Accueil, billetterie et hospitalité**

Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant la période courant du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 29 septembre 2024 pour ce qui concerne les Parties de Site, la Région et la Société garantissent à Paris 2024 le droit exclusif, dans le périmètre du Site et des Parties de Site, de :

- commercialiser, vendre et distribuer (directement ou par l'intermédiaire d'agents autorisés, de sous-traitants ou concessionnaires) les invitations, laissez-passer et billets de l'ensemble des événements en lien avec les JOP (en ce compris les billets de loges, sièges VIP, sièges prestigieux et autres sièges spécifiques), et en percevoir et conserver les revenus et profits ;
- commercialiser, aménager, disposer, utiliser les espaces existants sur le Site et les Parties de Site, ou créer de nouveaux espaces aux fins d'accueil, de billetterie et d'hospitalité ;
- assurer les prestations d'accueil et de divertissement du public, des spectateurs et des VIP lors de chaque événement en lien avec les JOP.

Elles mettent à cet effet à la disposition de Paris 2024 les systèmes, équipements (fixes et mobiles), outils de supervision, solutions technologies (réseau, serveur, réseau filaire, réseau wifi, accès internet) et infrastructures de contrôle d'accès des titres et accréditation permettant d'accéder au Site et aux Parties de Site listés à l'Annexe 3 et à l'Annexe 4 et dans le ou les états des lieux d'entrée. Elle assure également les prestations d'entretien et de maintenance sur ces systèmes, équipements et infrastructures prévus en Annexe 10. Paris 2024 est autorisée

à intégrer ses propres logiciels au sein des équipements mis à sa disposition et à procéder à un interfaçage en temps réel du système de contrôle d'accès du Site avec le système de billetterie, le système d'accréditation et le système de contrôle d'accès central de Paris 2024. Etant précisé à cet égard que dans l'hypothèse où la Région et/ou la Société acquerrait des systèmes, équipements et infrastructures, l'Annexe 4 du Contrat serait mise à jour pour intégrer les systèmes, équipements et infrastructures concernés sans que cette mise à jour ne puisse se traduire par une dégradation du niveau de service fourni par la Région et / ou la Société à Paris 2024.

#### **17.4. Renonciation de la Région et de la Société à percevoir des revenus en rapport avec les Jeux**

La Région et la Société reconnaissent ne disposer d'aucun droit, avant, pendant ou après les Jeux d'obtenir ou percevoir de quelconques revenus en rapport ou en association avec les Jeux ou résultant de l'utilisation des Parties de Site et du Site pendant la période des Jeux (en ce compris, sans que cette liste ne soit limitative, les revenus issus de la vente de documentation commerciale, de brochures, de communiqués de presse, de billets, de l'octroi de droits publicitaires ou de la conclusion de contrats avec des sponsors, la vente de denrées alimentaires et boissons) ou d'effectuer de la publicité ou de publier des documents promotionnels en rapport avec les Jeux, ou de publier d'autres documents factuels en rapport avec les Jeux, sauf accord exprès de Paris 2024 ou stipulations spécifiques d'une convention *ad hoc* conclue avec Paris 2024.

De la même manière, la Région et la Société garantissent à Paris 2024 ne pas avoir conclu, et ne pas conclure à l'avenir, tout accord ou arrangement destiné à accorder à toute personne un quelconque revenu ou un quelconque avantage commercial, ou quelconque opportunité de communication, en rapport ou en association avec les Jeux ou résultant de l'utilisation des Parties de Site et du Site pendant la période des Jeux.

#### **17.5. Droits exclusifs d'exploitation et de diffusion**

La Région et la Société garantissent à Paris 2024, sans frais supplémentaire, l'exclusivité des droits, au bénéfice respectif du CIO et de l'IPC et/ou tel qu'exercé directement par ces derniers, de captation, enregistrement, fixation, reproduction, représentation, distribution, mise à disposition du public par la vente, l'échange ou le louage, communication au public, ainsi que tous les droits d'adaptation, transformation, arrangement, reproduction et diffusion par tous procédés quelconques, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et notamment par télédiffusion, radiodiffusion et par tous moyens de transmission ou de télécommunication, incluant en particulier internet, tous réseaux mobiles et services OTT, au sein de toutes bases de données, exploitation par tous moyens connus ou inconnus ; ce, sur tous supports et procédés y compris électroniques, en tous formats, sur tout objet, en toute langue et en toutes version, en totalité ou par extraits et pour le territoire mondial, des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques et des Cérémonies, ainsi que tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site.

A ce titre, Paris 2024 dispose notamment du droit exclusif sur les Parties de Site et le Site :

- D'accorder toute cession, concession ou autorisation, organiser, diriger, permettre ou autoriser toute captation, enregistrements, fixation, reproduction, mise à la disposition du public par vente, louage ou échange, télédiffusion, communication au public, adaptation, transformation, arrangement des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site. Paris 2024 est la seule dépositaire de droits pour le bénéfice du CIO et de l'IPC, y compris des droits de propriété intellectuelle relatifs aux productions visuelles, audiovisuelles et sonores, captations, enregistrements, diffusions, reproductions, adaptations, transformations, arrangements et diffusions des Célébrations et Cérémonies, des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, et tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site, et dispose d'un droit exclusif de concession ou cession des droits précités à tout tiers ;
- D'accorder toute cession, concession ou autorisation, organiser, diriger, permettre ou autoriser toute activité, commerciale ou non, publicitaire ou non, promotionnelle ou non, sans que cette liste soit exhaustive, de photographies, prises de vues, dessins, films, maquettes, images numériques telles que virtuelles, augmentées, ou 3D, de synthèse et le cas échéant transformées, enregistrement vidéo, numérique, transmission télévisuelle, radiophonique et sur tout support de transmission et télétransmission, incluant notamment Internet, tous réseaux mobiles et services OTT, notamment par les

Diffuseurs détenteurs des droits, du Site ou des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que de tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur le Site ;

- D'autoriser des enregistrements, la captation, la fixation et la reproduction audio ou audiovisuelle des Parties de Site et du Site ou des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que de tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site ;
- De représenter les Parties de Site et le Site sur tout support ou média quels qu'ils soient, en tous formats et en toutes versions, en totalité ou par extraits, pour toutes destinations ;
- De réaliser autant de programmes, de vidéos promotionnelles, de publicité pour quelques marques que ce soit, de films ou jeux vidéos, de tous services et produits secondaires, dérivés, ou merchandising, sans que cette liste ne soit exhaustive, et sans aucune restriction représentant le Site et les Parties de Site, les Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que tous événements ou activités liés se déroulant sur les Parties de Site et le Site.

De manière générale, le Contrat confère à Paris 2024 tous les droits exclusifs de propriété intellectuelle, corporels et incorporels (tant pour les éléments protégeables que non protégeables) y compris pour le droit de faire des exploitations publicitaires, pouvant résulter des présentes, de la jouissance des Parties de Site et du Site et des Images du Site de Paris 2024 (qu'elles aient été prises, créées, capturées ou réalisées durant ou avant la Période d'utilisation exclusive), notamment concernant les Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que tous événements ou activités liés aux Jeux, se déroulant sur les Parties de Site et le Site, avec faculté pour Paris 2024 d'en consentir concession, cession ou autorisation, de telle manière que pour le cas où un droit ne figurerait pas de manière expresse dans le Contrat, il en fera de la volonté commune et expresse des Parties néanmoins partie intégrante.

Pour le cas où l'un des éléments objets du Contrat liés aux Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques ou à tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site, pourraient faire l'objet d'une réservation en tant que marque, dessin et modèle, copyright, brevet ou toute autre protection, Paris 2024, le CIO et l'IPC sont les seuls habilités à effectuer le(s) dépôt(s) éventuel(s) à leurs noms et à leurs frais.

La Région et la Société s'engagent à confirmer, le cas échéant, la propriété de Paris 2024 des droits de propriété intellectuelle, corporels et incorporels (tant pour les éléments protégeables que non protégeables) pouvant résulter de la jouissance des droits précités dans le présent Article 17.5 relatifs aux Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi que tous événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site. Elles déclarent et garantissent qu'elles coopéreront activement à la première demande de Paris 2024, pour la défense des droits de Paris 2024, notamment en fournissant à première demande toute pièce, contrat ou justificatif qui lui serait demandé.

La Région et la Société ne disposent d'aucun des droits précités dans le présent Article 17.5, même partiellement, relatif aux Jeux, Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, à l'utilisation des Parties de Site et du Site pour les Jeux ou à toute autre activité se rapportant aux Jeux ou à tous événements liés se déroulant sur les Parties de Site et le Site, et/ou relatifs aux Images du Site de Paris 2024, ce pour la durée des présentes augmentée de toute la durée de la protection de la propriété littéraire et artistique (et/ou industrielle selon le cas) des droits concernés.

La Région et la Société garantissent en conséquence à Paris 2024, au CIO et ses entités affiliées, à l'IPC, au CNOSF et à la Ville de Paris, l'exploitation et la jouissance paisibles sans limitation de durée de tous les droits stipulés au Contrat.

La Région et la Société s'engagent à faire respecter les conditions du présent chapitre à leurs co-contractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et aux tiers auxquels elle a recours dans le cadre de l'exécution du Contrat, en les répercutant dans les contrats de ces derniers. La Région et la Société font leurs meilleurs efforts pour faire respecter les conditions du présent chapitre aux tiers avec lesquels elles sont en contact pour l'exécution du Contrat.

La Région et la Société garantissent Paris 2024, le CIO et ses entités affiliées, l'IPC, le CNOSF et la Ville de Paris, de toute réclamation ou action qui pourrait être formée ou intentée à leur rencontre, à quelque titre que ce soit par quelque personne que ce soit du fait de l'exploitation de tous les droits stipulés au Contrat.

Le droit exclusif de fixer, capter, enregistrer et/ou représenter les Images du Site de Paris 2024 s'exerce pendant toute la durée du Contrat, telle que définie à l'Article 4 - .Tous les droits d'exploitation des produits et services relatifs aux Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques, ainsi qu'aux événements ou activités liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site, et la jouissance des droits et garanties précités dans le présent Article 17.5, s'exercent pour toute la durée de la protection de la propriété littéraire et artistique (et/ou industrielle selon le cas).

Les garanties de la Région et de la Société données à Paris 2024 s'étendent aux cessionnaires autorisés par Paris 2024 à exploiter lesdits droits, y compris les droits de propriété intellectuelle, cédés ou concédés par la Région et la Société, et notamment le CIO, ses entités affiliées, l'IPC et ses entités affiliées et le Comité National Olympique et Sportif Français, sans que cette liste ne soit limitative.

#### **17.6. Contrats conclus par la Région et la Société avec des tiers**

La Région et la Société garantissent à Paris 2024 ne pas avoir cédé, concédé de licence(s) ou transféré d'une quelconque manière que ce soit à un tiers un droit d'occupation, d'utilisation ou d'exploitation des Parties de Site et du Site susceptible de porter préjudice aux droits exclusifs et non exclusifs dont bénéficie Paris 2024 en vertu du Contrat et, plus généralement, de compromettre la bonne exécution, par la Région et la Société, des obligations qui leur incombent en vertu du Contrat.

Dans le cas où de tels droits auraient été accordés par la Région et/ou la Société à un tiers, préalablement à la signature du Contrat, la Région et/ou la Société s'engage à négocier leur suspension, à ses frais.

Notamment, la Région et la Société garantissent à Paris 2024 que seront suspendus tous les contrats conclus ou renouvelés, avant ou pendant l'exécution du Contrat avec des co-contractants, sous-traitants, fournisseurs, prestataires et partenaires, susceptibles de compromettre à la bonne exécution des stipulations de l'Article 18 - , ainsi que celles des Chapitres III, IV et V.

#### **Article 18 - DROITS ET EXCLUSIVITES DES PARTENAIRES DE MARKETING**

La Région et la Société sont informée et acceptent de respecter les engagements contractuels pris par le CIO, l'IPC et Paris 2024 vis-à-vis des Partenaires de marketing.

En conséquence, la Région et la Société s'engagent :

- (i) Pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à n'entreprendre, en leur qualité d'Exploitant et de Propriétaire d'un site accueillant des Epreuves Olympiques/Paralympiques, aucune action, activité ou communication susceptible de porter préjudice aux intérêts des Partenaires de marketing ;
- (ii) Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les périodes d'utilisation non-exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, à ne pas faire usage ni assurer la promotion de marques ou signes distinctifs quels qu'ils soient, détenus ou exploités par des entités concurrentes des Partenaires de Marketing ou toute entité dont les activités pourraient être en conflit avec les droits consentis aux Partenaires de Marketing ; étant rappelé que la Région et la Société s'engagent à imposer aux entités occupant le Site en dehors des Parties de Site pendant les Périodes d'utilisation non exclusive, ainsi que leurs prestataires, fournisseurs ou partenaires qu'elles n'associent en aucune façon leurs marques déposées ou non, leurs logos, sigles, emblèmes ou tout autre signe distinctif leur appartenant ou toutes leurs activités/services/produits à une quelconque édition des Jeux Olympiques et Paralympiques, au Mouvement Olympique et au Mouvement paralympique, au CIO, à l'IPC ou à Paris 2024 ;
- (iii) Pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à respecter, en leur qualité d'Exploitant et Propriétaire d'un site accueillant des Epreuves Olympiques/Paralympiques, les exclusivités ou exclusivités partagées,

les droits de fourniture de produits/services accordés aux Partenaires de marketing au sein de leurs catégories respectives de produits ou services, de sorte qu'aucun droit marketing, de licence, d'exploitation, de franchise ou tout autre droit d'association ne puisse être accordé à des entités autres que Paris 2024 ou les Partenaires de Marketing au sens de l'Article 1 - du Contrat ;

- (iv) Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, à conférer et garantir à Paris 2024 le droit de mettre en œuvre les droits des Partenaires de marketing, en termes notamment de droits de fourniture accordés aux Partenaires de marketing au sein de leurs catégories respectives de produits ou services ou de mise en œuvre d'activations promotionnelles dans le Site et dans les Parties de Site ;
- (v) Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, à conférer et garantir à Paris 2024 le droit de rendre visibles les marques des Partenaires de marketing, de quelque façon que ce soit, c'est-à-dire notamment, et ce sans que cette liste ne soit exhaustive, par tout moyen publicitaire, le déploiement des produits des Partenaires de marketing sur les Parties de Site et le Site ou encore les activations promotionnelles précitées ;
- (vi) Pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, à conférer et garantir à Paris 2024 le droit de recourir de manière exclusive sur le Site et sur les Parties de Site, sous réserve de la réglementation applicable sur le territoire français, aux produits et services des Partenaires de marketing et, au besoin, de renommer, de remplacer ou de supprimer les produits et services existants sur les Parties de Site et sur le Site, dans la mesure nécessaire au respect des droits et exclusivités accordés aux Partenaires de marketing, notamment pour les produits et services suivants, sans que cette liste ne soit limitative :
  - Systèmes de paiement, ce qui comprend notamment les systèmes de paiement par cartes de crédit, les distributeurs automatiques de billets, les systèmes de paiement par téléphone) pour toutes les ventes réalisées sur le Site et les Parties de Site, et liées aux Jeux ;
  - La distribution et/ou la commercialisation de toutes denrées alimentaires et de toutes boissons alcoolisées et de boissons non alcoolisées ;
  - Équipement audiovisuel comprenant à titre non exhaustif les écrans vidéo et enceintes acoustiques ;
  - Équipement de chronométrage, de comptabilisation des points et résultats sur le Site et les Parties de Site, en ce compris, sans que cette liste ne soit limitative, les tableaux et panneaux d'affichage.

La liste indicative et actuelle des Partenaires de marketing figure en Annexe 2 et peut être mise à jour par Paris 2024 pendant toute la durée d'exécution du Contrat. Elle s'impose à la Région et la Société. Il en va de même de ses modifications éventuelles.

La Région et la Société s'engagent ,à informer préalablement Paris 2024 de tout projet commercial ou marketing (même caritatif) et a fortiori publicitaire (incluant l'apparition ou la promotion de marques ou signes distinctifs quels qu'ils soient, détenus ou exploités par des tiers ainsi que tout droit marketing, de licence, d'exploitation, de franchise ou tout autre droit d'association) qui serait susceptible de méconnaître les droits et exclusivités détenus par les Partenaires de Marketing de Paris 2024 en application du présent Article 18 avant toutes négociations et signatures.

La Région et la Société s'engagent également à tenir compte des éventuelles observations émises par Paris 2024.

## CHAPITRE IV – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Comité International Olympique (« CIO ») et le Comité International Paralympique (« IPC ») détiennent respectivement tous les droits relatifs aux Propriétés Olympiques, Propriétés Paralympiques et Marques Paris 2024.

La Région et la Société sont informées et acceptent que les droits et le bénéfice du présent chapitre seront cédés par Paris 2024 au CIO et/ou, le cas échéant, à l'IPC, étant précisé que cette cession sera effective au plus tard le jour de la dissolution volontaire de Paris 2024.

### **Article 19 - NON REFERENCEMENT AUX MARQUES ET SIGNES DISTINCTIFS DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES**

La Région et la Société reconnaissent expressément que constituent des marques, les Propriétés Olympiques, les Propriétés Paralympiques et les Marques Paris 2024, et qu'en vertu des articles RPP 01 et suivants des conditions opérationnelles du Contrat Ville Hôte, Paris 2024 assure la protection des Propriétés Olympiques et Paralympiques sur le territoire français. Il en va de même des Marques Paris 2024.

A ce titre, Paris 2024 veille notamment à ce qu'aucune entité tierce non partenaire ne s'associe aux Jeux.

La Région et la Société reconnaissent que le symbole Olympique (les Anneaux Olympiques), le drapeau, la devise, l'hymne, les identifications (y compris, mais sans s'y restreindre, « OLYMPIQUE(S) », « OLYMPIADE(S) » et « JO »), les désignations, les emblèmes, la flamme et les torches olympiques, ainsi que toute oeuvre musicale ou audiovisuelle, création ou objet commandés en relation avec les Jeux Olympiques par le CIO, les CNO et/ou les COJO, ainsi que Paris 2024 (ci-après, les « Propriétés Olympiques ») désignant ou se rapportant à l'événement sportif mondialement connu, propriété exclusive du CIO - les Jeux Olympiques - ainsi que les produits et services afférents à leur organisation, sont protégés en France par le droit de la propriété littéraire et artistique et/ou en tant que marques d'usage notoire.

Conformément à la lettre adressée le 2 juillet 2018 par le Président de Paris 2024 à la Présidente de la Région Ile-de-France, la Région, et seulement la Région, pourra toutefois, uniquement dans le cadre de sa communication institutionnelle, faire bénéficier à la base de Vaires-Torcy de l'appellation « Olympique ».

De même, la Région et la Société sont informée que le symbole Paralympique (les Agitos), le drapeau, la devise, l'hymne, les identifications (y compris, mais sans s'y restreindre, « PARALYMPIQUE(S) », « PARALYMPIADE(S) » et « JP »), les désignations, les emblèmes, la flamme et les torches paralympiques, ainsi que toute oeuvre musicale ou audiovisuelle, création ou objet commandés en relation avec les Jeux Paralympiques par l'IPC, les CNP et/ou les COJO, ainsi que Paris 2024 (ci-après, les « Propriétés Paralympiques ») désignant ou se rapportant à l'événement sportif mondialement connu, propriété exclusive de l'IPC - les Jeux Paralympiques - ainsi que les produits et services afférents à leur organisation, sont protégés en France par le droit de la propriété littéraire et artistique et/ou en tant que marques d'usage notoire.

En outre, le législateur français a entendu renforcer la protection des Propriétés Olympiques et des Propriétés Paralympiques sur le territoire français par l'adoption respective des articles L.141-5 et L141-7 du Code du sport. En conséquence, la Région et la Société s'interdisent toute utilisation directe ou indirecte des Propriétés Olympiques, des Propriétés Paralympiques et des Marques Paris 2024, sans l'autorisation préalable et expresse de Paris 2024, quel qu'en soit le support.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, sauf autorisation préalablement et expressément accordée par Paris 2024, la Région et la Société s'engagent à :

- ne jamais s'associer ou associer ses produits et services d'une quelconque manière à une quelconque édition des Jeux Olympiques et/ou des Jeux Paralympiques avec les Jeux Olympiques, les Jeux Paralympiques, le Mouvement Olympique et Paralympique, le CIO, l'IPC ou Paris 2024 ;
- ne jamais faciliter l'association de tiers ou l'association de marques, déposées ou non, appartenant à des tiers, leurs logos, sigles, emblèmes ou tout autre signe distinctif leur appartenant ou toutes leurs

activités/services/produits à une quelconque édition des Jeux Olympiques et/ou des Jeux Paralympiques, aux Jeux Olympiques et Paralympiques, au Mouvement Olympique et au Mouvement Paralympique, au CIO, à l'IPC ou à Paris 2024.

- ne jamais s'associer, ou associer les marques, déposées ou non, lui appartenant, ses logos, sigles, emblèmes ou tout autre signe distinctif lui appartenant aux Jeux Olympiques et aux Jeux Paralympiques, au Mouvement Olympique et Paralympique, au CIO, à l'IPC ou à Paris 2024 ;
- ne jamais utiliser ni créer une association directe ou indirecte illégale ou non autorisée avec les marques déposées ou non, les logos et tout autre signe distinctif de Paris 2024 du CIO, de l'IPC, du Mouvement Olympique et Paralympique, des Jeux Olympiques et/ou des Jeux Paralympiques ;
- ne jamais faciliter l'utilisation par des tiers :
  - (a) des marques et signes distinctifs du CIO, de l'IPC, du Mouvement Olympique, du Mouvement Paralympique, des Jeux Olympiques et Paralympique et/ou de Paris 2024 ;
  - (b) des Propriétés Olympiques et/ou les Propriétés Paralympiques et/ou des Marques Paris 2024 ;
  - (c) de toute autre marque déposée ou qui sera déposée par Paris 2024, logo, sigle, emblème ou tout autre signe distinctif en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques, le Mouvement Olympique et le Mouvement Paralympique, le CIO, l'IPC ou Paris 2024 ;
- ne jamais se prévaloir de la qualité de prestataire ou de partenaire « officiel », « sélectionné », « approuvé », « garanti », ou « privilégié », par le CIO, l'IPC, Paris 2024, le Mouvement Olympique et Paralympique, ou par les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, ni de quelconque autre qualité similaire ;
- ne jamais publier ou effectuer une quelconque communication factuelle, éditoriale ou autre concernant sa qualité de prestataire de biens ou services au profit de Paris 2024, du CIO, de l'IPC ou de toute autre organisation en lien avec les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques ou le Mouvement Olympique et Paralympique ;
- ne jamais utiliser une marque, un nom commercial, un logo ou tout autre support de communication de nature à créer une confusion avec Paris 2024, le CIO, l'IPC le Mouvement Olympique et Paralympique ou les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques, ou entreprendre toute forme de d'agissements parasitaires, et/ou de nature à créer une confusion « Marketing d'Embascade », et/ou lui permettant de tirer profit de la notoriété des Jeux sans bourse délier ;
- ne jamais entreprendre aucune action ou communication susceptibles de porter préjudice aux Partenaires, fournisseurs, licenciés ou toute entité avec laquelle le CIO, l'IPC, et/ou Paris 2024 a contracté ou pourraient contracter à l'avenir.

La Région et la Société s'engagent en conséquence à ce qu'aucune publicité quel qu'en soit le support en lien avec les marques et signes distinctifs du CIO, de l'IPC, du Mouvement Olympique et Paralympique, des Jeux Olympiques, des Jeux Paralympiques et de Paris 2024 ne soit présente ou utilisée à l'occasion de l'exécution du Contrat. Il est entendu que le présent paragraphe est sans préjudice des droits de Paris 2024 d'autoriser des publicités de tiers (notamment les Partenaires de marketing conformément aux dispositions du Chapitre III) dans le Site en lien avec les marques et/ou signes distinctifs du CIO, de l'IPC, du Mouvement Olympique et Paralympique, des Jeux Olympiques et Paralympiques et/ou de Paris 2024.

La Région et la Société s'interdisent tout dépôt de marques, dessins, modèles, textes, symboles, slogans, ou tout autre titre de propriété intellectuelle etc. liés à l'objet du Contrat ou en rapport direct ou indirect avec le Mouvement Olympique et Paralympique, les Jeux Olympiques, les Jeux Paralympiques ou Paris 2024. La Région s'interdit également de faciliter tout dépôt par des tiers de marques, dessins, modèles, textes, symboles, slogans, ou tout autre titre de propriété intellectuelle liés à l'objet du présent article ou en rapport direct ou indirect avec le Mouvement Olympique et Paralympique, les Jeux Olympiques et Paralympiques ou Paris 2024.

La Région et la Société s'engagent à faire respecter les stipulations et engagements du présent Article à tous les cocontractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et autres tiers auxquels elles auraient recours dans le

cadre de l'exécution du Contrat et se portent fort du respect des stipulations et engagements du présent article par ces tiers.

La Région et la Société s'engagent à (i) informer Paris 2024 de toute violation de ces obligations par les tiers susvisés dont elles auraient connaissance, (ii) lui prêter assistance en vue de faire cesser les violations susvisées et (iii) mettre en place une personne référente en charge de la lutte contre le Marketing d'Embuscade.

La Région et la Société s'engagent à faire ses meilleurs efforts dans la surveillance sur les Parties de Site et sur le Site et à coopérer à première demande le cas échéant en cas d'atteinte potentielle à la réputation de Paris 2024, du CIO et de ses entités affiliées, de l'IPC, du CNOSF ou de la Ville de Paris.

En conséquence, la Région et la Société garantissent Paris 2024, le CIO, l'IPC, de toutes les conséquences financières ou autres liées à une violation des engagements listés ci-avant que la violation soit de son fait ou du fait d'un tiers auquel elle aura eu recours.

Ces obligations et garanties perdureront après la fin du Contrat quelle qu'en soit la cause.

## **Article 20 - CONDITIONS D'UTILISATION PAR LA REGION DES MARQUES PARIS 2024**

La Région dispose, en sa qualité de collectivité hôte, de droits spécifiques encadrés par la présente Clause et dont le contenu est précisé dans le Guide d'usage figurant en annexe 20 et ses versions futures.

Nonobstant les stipulations de l'article 19, les Parties acceptent que soit accordé sous licence jusqu'au 31 décembre 2024, à titre non exclusif et à des fins non commerciales, un droit d'utilisation sur le territoire français des Emblèmes de Paris 2024 à la Région dans le cadre de ses activités, pour autant que cette utilisation contribue à la promotion des Jeux et au développement des valeurs de l'olympisme et qu'elle n'entre pas en contradiction avec les droits attribués aux Partenaires de marketing et/ou à l'opérateur global hospitalités de Paris 2024.

La Région s'engage à respecter les règles d'utilisation des Emblèmes de Paris 2024 qui sont exposées dans le guide d'usage qui figure en Annexe 20 et dans ses versions futures.

De la même manière, la Région s'interdit d'utiliser les droits qui lui sont consentis dans d'autres conditions et sur d'autres territoires que les limites énumérées ci-dessus et dans le guide d'usage qui figure en Annexe 20 et de ses versions futures.

En conséquence, la Région s'interdit d'utiliser tout autre droit que ceux concédés en application de la présente clause et du guide d'usage figurant en Annexe 20 et de ses versions futures.

Notamment, la Région reconnaît et accepte expressément qu'il lui est interdit d'associer des entreprises commerciales ou des marques institutionnelles aux Emblèmes de Paris 2024 et, par conséquent, qu'elle ne peut en aucun cas consentir à des tiers des droits de quelque nature que ce soit, en lien avec l'utilisation ou en référence avec les Emblèmes de Paris 2024 qui sont la propriété de Paris 2024.

La Région s'engage également à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de Paris 2024, avant lancement de toute fabrication et/ou diffusion, les supports reproduisant les Emblèmes de Paris 2024 auxquels elle envisage de recourir ainsi que les prototypes et maquettes, le cas échéant. À défaut d'approbation préalable et écrite de Paris 2024, les supports ne pourront pas être conçus ou mis en fabrication ni a fortiori être diffusés par la Région. Le silence de Paris 2024 ne vaut pas acceptation.

La Région n'est pas autorisée à produire des objets promotionnels incorporant les Emblèmes de Paris 2024 (les « Objets Promotionnels »), mais aura la possibilité de commander des objets promotionnels préalablement approuvés par Paris 2024, sur une ou plusieurs plateformes de commande d'Objets Promotionnels désignée(s) par Paris 2024. Les Objets Promotionnels sont exclusivement destinés à être distribués gratuitement. Dans ces conditions, la Région reconnaît et accepte expressément qu'il lui est interdit de procéder à ou d'autoriser la commercialisation à titre onéreux des Objets Promotionnels, ceci incluant notamment la fourniture des Objets Promotionnels à titre de prime en contrepartie de la vente d'un produit ou de la fourniture d'une prestation de services.



Aucun droit de propriété intellectuelle ou autre n'est cédé à la Région sur les Emblèmes de Paris 2024, qui demeurent la propriété pleine et entière de Paris 2024.

La Région est d'ores et déjà informée que le guide d'usage pourra être modifié par Paris 2024 et s'engage à respecter toutes futures versions transmises par Paris 2024.

## **Article 21 - MARKETING D'EMBUSCADE**

La Région et la Société s'engagent à :

- i) pendant toute la durée du Contrat, ne se livrer à aucun Marketing d'Embuscade, acte de parasitisme, de concurrence déloyale ou de contrefaçon ;
- ii) pendant toute la durée du Contrat, ne jamais porter activement et/ou sciemment concours en vue de faciliter le Marketing d'Embuscade, les actes de parasitisme, de concurrence déloyale ou de contrefaçon par un tiers ;
- iii) pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant les Périodes d'utilisation non exclusive en ce qui concerne les Parties de Site, faire ses meilleurs efforts pour aider Paris 2024, le CIO et l'IPC à protéger le Site, ses abords en ce qui concerne les emprises sous leur contrôle et les Parties de Site selon les périodes d'utilisation concernées et visées précédemment, à l'encontre de tout Marketing d'Embuscade qui serait présent sur le Site, ses abords et les Parties de Site et contre toute vente ou distribution de Produits de Contrefaçon ainsi qu'à transmettre dans les meilleurs délais toute information ou document dont la Région et la Société disposeront à Paris 2024 afin de lutter contre ce Marketing d'Embuscade ou cette vente ou distribution de Produit de Contrefaçon.

## **Article 22 - DROIT SUR LES IMAGES**

### **22.1. Images de l'Exploitant du Site**

La Société s'engage à mettre à disposition de Paris 2024, à titre gracieux les photographies et vidéos définies en Annexe 20 du Contrat afin que Paris 2024 et des tiers autorisés par elle (notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs) puissent les reproduire, représenter, adapter, diffuser, utiliser et exploiter librement en vertu de l'autorisation consentie ci-après. Dans le cas où la Société ne détiendrait pas tous les droits sur les Images de l'Exploitant du Site, elle fera son affaire personnelle d'obtenir les autorisations qui seraient nécessaires à Paris 2024 (et aux tiers autorisés par elle).

Paris 2024 pourra également solliciter par écrit auprès de la Société des images et/ou vidéos complémentaires qui seront encadrées par un avenant au présent Contrat.

Sur demande expresse de Paris 2024, les droits d'adaptation des Images de l'Exploitant identifiées par Paris 2024 pourront être sollicités en complément.

La Société consent à Paris 2024 et à tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs, l'autorisation de reproduire, représenter, adapter, diffuser et utiliser les Images de l'Exploitant du Site pour les besoins de leur communication interne ou externe, ou toutes autres destinations notamment artistique, pédagogique, scientifique ou d'information, à des fins commerciales ou non, promotionnelles ou non, publicitaires ou non, sur tout support média actuel et/ou à venir direct ou indirect avec les Jeux, par tous moyens, procédés, supports connus ou inconnus à ce jour. Dans le cas où la Société ne détiendrait pas tous les droits sur les Images de l'Exploitant du Site, elle fera son affaire personnelle d'obtenir les autorisations qui seraient nécessaires à Paris 2024 et aux tiers autorisés par elle.

En conséquence, Paris 2024 et tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs) pourront, librement et sans contrainte, utiliser et exploiter les Images de l'Exploitant du Site pour les besoins de leur communication, pour toutes destinations et au minimum pour tous les droits tels qu'énumérés à l'Article 17.5, ci-avant. Cette autorisation est soumise au droit d'auteur français (étant entendu que la Société fournira à Paris 2024 toutes les informations nécessaires au respect des droits d'auteur éventuels) et est consentie pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits patrimoniaux d'auteur portant sur les Images de l'Exploitant du Site s'appliquera à toutes les images fournies par la Société.

La Société s'engage à confirmer, le cas échéant, les droits de Paris 2024 et des tiers autorisés par elle pouvant résulter du présent article, et déclare et garantit qu'elle coopérera activement à la première demande de Paris 2024, pour la défense des droits de Paris 2024 et desdits tiers autorisés par Paris 2024, notamment en fournissant à première demande toute pièce, contrat ou justificatif qui lui serait demandé par Paris 2024 pour l'exploitation paisible desdits droits.

La Société garantit qu'elle est habilitée et autorisée, en leur qualité de titulaire ou cessionnaire des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle portant sur les Images de l'Exploitant du Site, ainsi que les Sites représentés sur ces images à conférer les autorisations précitées à Paris 2024 ainsi qu'aux tiers autorisés par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs). La Société est responsable de fournir à Paris 2024 les crédits nécessaires au respect du droit de paternité afférent aux Images de l'Exploitant du Site. Paris 2024 sera seule responsable de fournir lesdits crédits aux tiers autorisés par elle.

Il appartiendra ainsi à Paris 2024 de respecter le droit à la paternité de l'auteur de l'œuvre qu'est le Site et les Parties de Site, le cas échéant, dès lors qu'elle aura été informée des crédits par la Société. Chaque partie se charge de respecter et de faire respecter les droits des tiers qu'implique l'exécution du Contrat.

Le droit d'utilisation et d'exploitation des Images de l'Exploitant du Site ainsi conféré à Paris 2024 et aux tiers autorisés par elle s'exerce dans le respect des éventuels droits d'auteur des architectes du Site, éventuellement confiés à des organismes de gestion collective tels que l'ADAGP, et dont la Société fera son affaire personnelle.

La Société garantit en conséquence à Paris 2024 et, par son intermédiaire, aux tiers qui auront été autorisés par elle en application du présent article (en ce compris notamment le CIO, OBS, l'IPC, les Partenaires de marketing et les RHBs), l'exploitation et la jouissance paisibles des Images de l'Exploitant du Site. La Société garantit Paris 2024 ou tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC, les Partenaires de marketing et les RHBs) de toute réclamation ou action qui pourrait être formée ou intentée à son/leur encontre, à quelque titre que ce soit par quelque personne que ce soit du fait de l'exploitation des Images de l'Exploitant du Site en ce compris toute personne ayant participé à la réalisation des Images de l'Exploitant du Site et/ou apparaissant sur des Images de l'Exploitant du Site.

## **22.2. Images du Propriétaire du Site**

La Région s'engage à mettre à disposition de Paris 2024, à titre gracieux et à première demande de Paris 2024, les Images du Propriétaire du Site nécessaires à Paris 2024 afin que Paris 2024 et les tiers autorisés par elle (notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs) puissent les reproduire, représenter, adapter, diffuser, utiliser et exploiter librement en vertu de l'autorisation consentie ci-après. Dans le cas où la Région ne détiendrait pas tous les droits sur les Images du Propriétaire du Site, elle s'engage à mettre Paris 2024 en relation avec le titulaire des droits, Paris 2024 prenant alors à sa charge les coûts nécessaires pour obtenir les autorisations nécessaires aux usages projetés.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la Région ne mettra pas à disposition les images pour lesquelles elle ne dispose pas ou plus des informations quant au titulaire des droits de propriété intellectuelle.

La Région consent à Paris 2024 et à tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs, à titre gracieux, l'autorisation de reproduire, représenter, adapter, modéliser, diffuser et utiliser les Images du Propriétaire du Site, sous toutes formes d'images fixes et animées (y compris sous formes d'adaptations et d'interprétations graphiques et/ou stylisées) et sous toutes formes d'images numériques (virtuelles, augmentées, 3D ou de synthèse) pour les besoins de leur communication interne ou externe, ou

toutes autres destinations notamment artistique, pédagogique, scientifique ou d'information, promotionnelles ou non, publicitaires ou non, sur tout support média actuel et/ou à venir direct ou indirect avec les Jeux, par tous moyens, procédés, supports connus ou inconnus à ce jour. Dans le cas où la Région ne détiendrait pas tous les droits sur les Images du Propriétaire du Site, elle s'engage à mettre Paris 2024 en relation avec le titulaire desdits droits, Paris 2024 prenant alors à sa charge les coûts nécessaires pour obtenir les autorisations nécessaires aux usages projetés.

En conséquence, Paris 2024 et tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs) pourront, utiliser et exploiter les Images du Propriétaire du Site pour les besoins de leur communication, pour toutes destinations et au minimum pour tous les droits tels qu'énumérés à l'Article 17.5, ci-avant. Cette autorisation est soumise au droit d'auteur français (étant entendu que la Région fournira à Paris 2024 toutes les informations nécessaires au respect des droits d'auteur éventuels) et est consentie pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits patrimoniaux d'auteur portant sur les Images du Propriétaire du Site et s'appliquera à toutes les images fournies par la Région.

La Région s'engage à confirmer, le cas échéant, les droits de Paris 2024 et des tiers autorisés par elle pouvant résulter du présent article, et déclarent et garantissent qu'elle coopérera activement à la première demande de Paris 2024, pour la défense des droits de Paris 2024 et desdits tiers autorisés par Paris 2024, notamment en fournissant à première demande toute pièce, contrat ou justificatif qui lui serait demandé par Paris 2024 pour l'exploitation paisible desdits droits.

La Région garantit qu'elle est habilitée et autorisée, en sa qualité de titulaire ou cessionnaire des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle portant sur les Images du Propriétaire du Site communiquées à Paris 2024, ainsi que les Sites représentés sur ces images à conférer les autorisations précitées à Paris 2024 ainsi qu'aux tiers autorisés par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC et les Partenaires de marketing, et les RHBs). Dans le cas où la Région ne détiendra pas tous les droits nécessaires à Paris 2024, elle informera Paris 2024 des limites d'utilisations des images considérées, et s'engage le cas échéant à mettre Paris 2024 en relation avec le titulaire des droits.

La Région est responsable de fournir à Paris 2024 les crédits nécessaires au respect du droit de paternité afférent aux Images du Propriétaire du Site. Paris 2024 sera seule responsable de fournir lesdits crédits aux tiers autorisés par elle.

Il appartiendra ainsi à Paris 2024 de respecter le droit à la paternité de l'auteur de l'œuvre qu'est le Site et les Parties de Site, le cas échéant, dès lors qu'elle aura été informée des crédits par la Région. Chaque partie se charge de respecter et de faire respecter les droits des tiers qu'implique l'exécution du Contrat.

Le droit d'utilisation et d'exploitation des Images du Propriétaire du Site ainsi conféré à Paris 2024 et aux tiers autorisés par elle s'exerce dans le respect des éventuels droits d'auteur des architectes du Site, éventuellement confiés à des organismes de gestion collective tels que l'ADAGP, et dont la Région fera leur affaire personnelle.

La Région garantit en conséquence à Paris 2024 et, par son intermédiaire, aux tiers qui auront été autorisés par elle en application du présent article (en ce compris notamment le CIO, OBS, l'IPC, les Partenaires de marketing et les RHBs), l'exploitation et la jouissance paisibles des Images du Propriétaire du Site. La Région garantit en conséquence à Paris 2024 et, par son intermédiaire, aux tiers qui auront été autorisés par elle en application du présent article (en ce compris notamment le CIO, OBS, l'IPC, les Partenaires de marketing et les RHBs), l'exploitation et la jouissance paisibles des Images du Propriétaire du Site. La Région garantit Paris 2024 ou tout tiers autorisé par elle (et notamment le CIO, OBS, l'IPC, les Partenaires de marketing et les RHBs) de toute réclamation ou action qui pourrait être formée ou intentée à son/leur encontre, à quelque titre que ce soit par quelque personne que ce soit du fait de l'exploitation des Images du Propriétaire du Site en ce compris toute personne ayant participé à la réalisation des Images du Propriétaire du Site et/ou apparaissant sur des Images du Propriétaire du Site. Ces garanties ne valent qu'à la condition que les Images aient été utilisées conformément aux droits dont la Région disposait et dont elle a fait état à Paris 2024 lors de leur mise à disposition.

### 22.3. Images du Site de Paris 2024

La Région et la Société garantissent qu'elles sont habilitées et autorisées, en leur qualité de titulaire ou cessionnaire des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle portant sur les Parties de Site et le Site, à conférer à Paris 2024 et à tout tiers désigné par elle (en ce compris notamment le CIO, OBS, l'IPC, les RHBs et les Partenaires de marketing), le droit de réaliser, fixer, capter, enregistrer des Images du Site de Paris 2024. La Région et la Société feront seules leur affaire des éventuels droits d'auteur des architectes du Site et, le cas échéant, des titulaires de droits d'auteur sur les œuvres présente sur le Site, éventuellement confiés à des organismes de gestion collective tels que l'ADAGP. La Région et la Société garantissent Paris 2024 et, par son intermédiaire, tout tiers désigné par elle en application du présent article (en ce compris notamment le CIO, OBS, l'IPC, les RHBs et les Partenaires de marketing), de toute réclamation ou action de quelque nature que ce soit qui pourrait être formée ou intentée à son encontre, à quelque titre que ce soit par quelque personne que ce soit du fait (i) de la réalisation, fixation, captation ou de l'enregistrement des Parties de Site et du Site, et/ou (ii) de l'utilisation conforme au Contrat des Images du Site de Paris 2024, par Paris 2024 ou tout tiers désigné par elle.

La Région et la Société s'engagent, durant toute la durée du Contrat, sous réserve des contraintes en matière de sécurité qui s'imposeront à Paris 2024 et aux Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, à permettre à Paris 2024 et à tout tiers autorisé ou mandaté par ces derniers d'accéder à l'intégralité du Site et à ses alentours, sans restrictions, en ce compris l'espace aérien au-dessus du Site et ses alentours, ainsi que l'espace en sous-sol du site (si existant) pour permettre de réaliser et fixer des images (telles que, sans que cette liste soit exhaustive, photographies, prises de vues, dessins, films, vidéos) du Site aux fins d'exploitation commerciale ou non desdites images.

Si La Région et la Société ne disposent pas des droits permettant cet accès, elles fourniront à Paris 2024 toutes les informations lui permettant d'obtenir les autorisations nécessaires (autorité compétente, formalités à accomplir, etc.).

La Région et la Société s'engagent à faire respecter les conditions du présent article à leurs co-contractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et autres tiers auxquels elles ont recours, en les répercutant dans les contrats conclus avec ces derniers.

La Région et la Société ne disposent d'aucun droit intégral ou partiel, de quelque nature que ce soit, sur les Images du Site de Paris 2024 et les droits de propriété intellectuelle, corporels et incorporels (tant pour les éléments protégeables que non protégeables) y afférant.

Les images réalisées en vertu du présent article et qui constituent les Images du Site de Paris 2024 ou de tous événements liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site seront la propriété exclusive de Paris 2024 qu'il s'agisse des supports desdites images et des droits de propriété intellectuelle, corporels et incorporels (tant pour les éléments protégeables que non protégeables) y afférant. Paris 2024, le CIO, l'IPC et tout tiers autorisés par eux pourront donc librement utiliser et exploiter les Images du Site de Paris 2024 sous toutes formes, pour toutes destinations et à toutes fins, y compris mais sans s'y limiter, à titre éditorial, commercial et non commercial, promotionnel ou non, publicitaire ou non, incluant au minimum tous les droits d'exploitation et destinations tels que décrits Article 17.5 ci-avant.

Le droit exclusif de réaliser, fixer, capter, enregistrer les Images du Site de Paris 2024 s'exerce pendant toute la durée du Contrat, telle que définie à l'Article 4 - (mais sans préjudice du droit d'utiliser et d'exploiter les Images du Site de Paris 2024 qui continue de s'appliquer conformément au paragraphe ci-dessous).

Tous les droits d'exploitation des produits et services en résultant, et la jouissance des droits et garanties accordés à Paris 2024 en vertu des présentes, s'exercent pour toute la durée de la protection de la propriété littéraire et artistique (et/ou industrielle selon le cas).

Les Images du Site de Paris 2024 (y compris de tous événements liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site) seront en conséquence librement utilisées et exploitées par Paris 2024 et/ou tout tiers expressément autorisé par elle.

Pour le cas où l'un des éléments précités pourrait faire l'objet d'une réservation en tant que marque, dessins et modèle, copyright, brevet ou tout autre protection, Paris 2024, le CIO, l'IPC sont seuls habilités à effectuer le(s) dépôt(s) éventuel(s) à leurs nom et à leurs frais.

La Région et la Société s'engagent à confirmer, le cas échéant, la propriété de Paris 2024 (et, le cas échéant, du CIO ou de l'IPC) des droits de propriété intellectuelle, corporels et incorporels, résultant des Images du Site de Paris 2024 (y compris de tout évènements liés aux Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site).

Il est entendu que l'autorisation d'accès au Site et à ses alentours par la Région et la Société, n'emporte aucun droit à son bénéfice sur les Images du Site de Paris 2024.

Si la Région et la Société souhaitent faire usage de quelque manière que ce soit desdits visuels, elles devront solliciter l'autorisation expresse de Paris 2024.

## **CHAPITRE V – SITE EXEMPT DE PUBLICITE (CLEAN VENUE)**

### **Article 23 - PRINCIPES GENERAUX**

Conformément à l'engagement pris aux termes de la Lettre de garantie, la Société, en ce compris ses préposés, sous-traitants, fournisseurs et prestataires, s'engage, pendant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site et pendant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, à respecter les règles et principes du site exempt de publicité, dit Clean Venue, et de propriété intellectuelle définies au présent chapitre.

Pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive, la Société en ce compris ses préposés, sous-traitants, fournisseurs et prestataires, s'engage à respecter dans les Parties de Site les règles et principes du site exempt de publicité, dit Clean Venue, et de propriété intellectuelle définies au présent Chapitre.

Il est précisé à cet égard que la Société fera ses meilleurs efforts pour respecter cette obligation de Clean Venue dans les meilleurs délais et que cette obligation devra en tout état de cause respectée à la date de mise à disposition de chacune des Parties de Site puis, à la Date de Mise à disposition du Site.

De manière générale, la Société assure à Paris 2024 ne pas avoir garanti et s'engage à ne pas garantir à l'avenir de quelconques droits, à l'égard de tiers, susceptibles de contrevenir aux règles définies au présent chapitre ou d'en limiter les effets.

Dans le cas où de tels droits auraient été garantis par la Société à un tiers, préalablement à la signature du Contrat, elle s'engage à se rapprocher de ce dernier pour en obtenir leur suspension et ce, à leurs frais éventuels. Avec l'assistance éventuelle de Paris 2024, la Société fait son affaire, et à ses frais, du règlement de tout différend qui les opposerait à un tiers pour faire respecter les dispositions du présent Chapitre.

### **Article 24 - MISE A DISPOSITION DU SITE EXEMPT DE PUBLICITE – CLEAN VENUE**

La Société met à la disposition de Paris 2024 les Parties de Site (aux dates de mise à disposition des Parties de Site) puis le Site à la Date de Mise à disposition exclusive du Site exempts de tout affichage publicitaire, de toute publicité, à caractère commercial ou non, de message d'entreprise, de logo, d'identification commerciale, de toute mention de marque déposée et de tout signe distinctif d'une marque ou d'une entité tierce, et notamment (i) ceux des constructeurs des Equipements inclus dans la mise à disposition du Site et (ii) ceux d'un club ou équipe sportif utilisant le Site pour des compétitions.

La Société s'engage à fournir les prestations prévues sans laisser apparaître de nom, marque et logo, quels qu'ils soient, à l'exception et dans la limite de ceux expressément requis par la loi. Cette obligation concerne notamment le matériel, les uniformes et les véhicules de la Société. La Société s'engage à répercuter cette obligation auprès de leurs co-contractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et autres tiers auxquels elle a recours, Paris 2024 pourra exiger à tout moment que ces noms, marques et logos soient couverts la Région et la Société, aux frais de ces dernières.

Dans l'hypothèse où la Société aurait manqué même partiellement aux obligations mises à sa charge au titre de la mise à disposition des Parties de Site et du Site, elle s'engage à suivre les instructions de Paris 2024 afin de résoudre tout manquement et notamment en retirant tout affichage publicitaire ou promotionnel.

L'obligation de mise à disposition des Parties de Site et du Site exempte de toute publicité concerne les Parties de Site et le Site dans leur ensemble, soit l'ensemble des biens immobiliers, espaces fonciers, biens mobiliers et des Equipements qui les composent et sont définis à l'Article 5 -

La Société s'engage ainsi à masquer ou enlever, préalablement à la date de début de la Période d'utilisation exclusive du Site pour le Site et aux dates de mise à disposition des Parties de Site, l'ensemble de ces éléments, tels que décrits au présent Article.

Si la Société manque, pour tout ou partie, à son obligation d'enlever, préalablement à la date de début de la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, et préalablement aux dates de mise à disposition prévues à l'Annexe 6 pour ce qui concerne les Parties de Site, l'ensemble des éléments, elle s'engage à respecter, toutes instructions susceptibles de lui être communiquées par Paris 2024 ou, le cas échéant, par une Partie Prenante de la Livraison des Jeux en vue de remédier à ce manquement (par exemple, procéder à l'enlèvement de tel ou tel élément publicitaire ou de signalétique qui n'aurait pas été enlevé). A défaut, Paris 2024 pourra faire application des stipulations de l'Article 15 - et des pénalités prévues à l'Article 33 - .

Conformément aux stipulations de l'Article 17.6, dans la mesure où la Société serait partie à des contrats existants et entrés en vigueur en ce qui concerne des franchises, concessions ou activités de publicité ou d'affichage sur les Parties de Site et le Site susceptibles d'entrer en conflit avec les obligations relatives au présent article la Société doit suspendre toute franchise, concession et droit publicitaire et retirer, remplacer ou couvrir toute publicité ou tout signe s'y rattachant en vue de le(s) rendre invisible(s) durant la Période d'utilisation exclusive du Site pour ce qui concerne le Site, et durant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, en s'assurant par ailleurs que ce retrait ou remplacement est réalisé à un niveau de standard raisonnablement élevé.

De même, conformément aux stipulations de l'Article 17.6, dès lors que la Société renouvelle tout contrat de franchise, de concession ou de droit publicitaire relatif au Site et aux Parties de Site, elle doit tenir compte des obligations et droits garantis à Paris 2024 dans le cadre du Contrat.

#### **Article 25 - IDENTITE VISUELLE (SIGNALISATION, LOOK OF THE GAMES) ET PUBLICITE**

Durant la Période d'utilisation exclusive du Site et pendant les Périodes d'utilisation non-exclusive du Site pour ce qui concerne les Parties de Site, Paris 2024 jouira d'un droit exclusif de contrôle de l'identité visuelle du Site et des Parties de Site.

Ce droit s'entend notamment comme le droit d'ériger et d'installer tout affichage, présentoir, signalétique intérieure et extérieure du Site et des Parties de Site, panneau d'information, publicité - à caractère commercial ou non -, décoration, sur quelque support que ce soit et ce, dans le périmètre des Parties de Site et du Site, qu'il résulte de Paris 2024 ou de ses Partenaires de marketing.

Ce droit exclusif confère en outre à Paris 2024, sans que cela ne soit limitatif, le droit de dissimuler, recouvrir, enlever, déplacer ou modifier tout affichage, présentoir, signalisation, panneau d'information, décoration, stand, boutique, concession existant sur les Parties de Site et le Site sur quelque support que ce soit.

A l'issue de la Période d'utilisation exclusive du Site et de la Période d'utilisation non-exclusive pour les Parties de Site, Paris 2024 remet en l'état tous les supports qu'il a dissimulés, recouverts, déplacés, modifiés ou désinstallés et répare tout dommage matériel qu'il aurait causé à ce titre.

#### **Article 26 - DESIGNATION ET APPELLATION DU SITE**

Sauf accord écrit et préalable de Paris 2024, la Région et la Société s'engagent à ne pas créer, déposer, utiliser toute appellation et/ou dénomination (« naming ») du Site en lien avec la dénomination « OLYMPIQUE(S) », « PARALYMPIQUE(S) » et/ou des Propriétés Olympiques et/ou des Propriétés Paralympiques et/ou des Marques Paris 2024 et leurs signes distinctifs, ni en lien direct ou indirect avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques en général et/ou les Jeux.

La Région et la Société s'engagent à suspendre toute appellation commerciale du Site pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et durant les Périodes d'utilisation non exclusive pour ce qui concerne les Parties de Site, à Paris 2024 et autorise cette dernière à désigner librement le Site du Stade nautique relatif à la base de l'Île de Loisirs de Vaires-Torcy à compter de la signature du Contrat.

## CHAPITRE VI – MOYENS / PERSONNEL

### Article 27 - MOYENS / PERSONNEL

La Société autorise Paris 2024, lors des Périodes d'utilisation non-exclusive des Parties de Site et de la Période d'utilisation exclusive du Site à avoir recours ou à faire appel à tout personnel, préposé, sous-traitant, prestataire, rémunéré ou non, employé directement par Paris 2024 ou par un tiers que Paris 2024 aurait désigné et notamment aux bénévoles du programme des Volontaires Olympiques et Paralympiques que cette dernière aura mis en œuvre.

En conséquence, la Société confère un droit d'accès au Site et aux Parties de Site à ce personnel pendant la Période d'utilisation exclusive du Site et les Périodes d'utilisation non exclusive du Site dans les conditions prévues au Contrat.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, la Société s'engage à affecter les moyens et le personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations et obligations prévues au Contrat ainsi qu'au suivi et au pilotage de l'exécution du Contrat. Afin de permettre en tant que de besoin à Paris 2024 d'apprécier l'adéquation des moyens mis en œuvre par la Société pour la réalisation des prestations objet du Contrat, le nombre et le profil des personnels de la Société affectés à l'exécution des prestations prévues au Contrat figurent en Annexe 10 du Contrat. Le nombre et le profil des personnels dédiés au suivi et au pilotage du Contrat figurent à l'Article 44 - .

La Société s'engage à fournir l'ensemble des informations relatives à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du Contrat pour se conformer aux obligations légales et/ou réglementaires applicables à Paris 2024 – et répercutées par Paris 2024 à la Société– et relatives notamment aux contrôles préalables réalisés par les autorités concernant l'accès aux sites Olympiques et Paralympiques (dont les Parties de Site et le Site). Ces informations seront utilisées par Paris 2024 uniquement pour l'exercice de ses obligations.

Par ailleurs, et toujours dans le cadre des obligations légales et/ou réglementaires auxquelles sera tenue Paris 2024, la Société s'engage, dans le respect de la réglementation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel, à transmettre toute demande relative aux visiteurs (en ce compris notamment les éventuels fournisseurs, prestataires et sous-traitants de la Société amenés à accéder aux Parties de Site et Site nécessaire à Paris 2024) aux fins des contrôles préalables, et à s'assurer de leur réponse, qu'il centralisera.

La Société et la Région s'engagent à se conformer aux résultats des éventuels contrôles préalables en s'assurant que son personnel, tout visiteur, y compris le personnel de ses éventuels fournisseurs, prestataires et sous-traitants n'accèdent pas aux Parties de Site et au Site si un avis défavorable est donné à l'issue de ces contrôles. La Région et la Société feront leurs meilleurs efforts afin qu'un éventuel avis défavorable n'ait pas d'impact sur leur activité pour Paris 2024 et, feront leurs meilleurs efforts pour remplacer le personnel ayant reçu un avis défavorable par une personne de compétence équivalente si son activité ne peut être effectuée que depuis les Parties de Site et le Site.

Dans l'hypothèse où un tel remplacement est objectivement impossible (justification à l'appui) et/ou si la solution de remplacement a des conséquences financières importantes pour la Société ou la Région, les Parties concernées (la Société ou la Région et Paris 2024) se rencontrent dans les meilleurs délais afin de trouver une solution compatible avec la bonne tenue et la bonne organisation des JOP (étant précisé qu'une des solutions possibles pourrait être de ne pas remplacer la personne). La solution décidée d'un commun accord entre les Parties sera acté par échange de courriers et/ou courriers ou au sein du compte-rendu de l'un des comités visé à l'Article 44 - .

La Société renonce d'ores et déjà à toute réclamation ou recours à l'encontre de Paris 2024 à ce titre.

La Société dispose de l'indépendance de sa gestion, exclusive de tout lien de subordination ou de représentation sous quelque forme que ce soit avec Paris 2024. Il en sera ainsi durant toute la durée d'exécution du Contrat.

Il en va de même pour tout personnel salarié qui interviendrait auprès de la Société sous le contrôle de cette dernière.



Le personnel recruté et employé par la Société reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de la Société, ainsi que sous son contrôle et sa responsabilité. Le personnel recruté et employé par la Société demeure donc exclusivement sous le lien de subordination de la Société. A ce titre, la Société assure la discipline et la sécurité de leur personnel. Elle est seule habilitée à leur adresser des directives et instructions. Dans ce cadre, la Société s'assure que son personnel et ses prestataires respectent les exigences afférentes à la bonne exécution des prestations, telles qu'elles sont précisées en Annexe 10 au Contrat.

La Société assure, en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable, sociale de son personnel intervenant dans l'exécution des prestations visées au Contrat.

La Société déclare employer l'ensemble de son personnel conformément à la législation applicable. Elles s'engagent à respecter en toutes circonstances à l'égard de ces personnels l'ensemble des dispositions du code du travail qui leur sont applicables.

Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel de la Société intervenant dans le cadre de l'exécution du Contrat devra faire l'objet d'une information préalable à Paris 2024 et d'un remplacement par un membre du personnel de la Région ayant des qualifications équivalentes permettant d'offrir à Paris 2024 le même niveau de prestations.

La Société mettent à la disposition de leur personnel affecté à la prestation, le matériel et les outils de travail requis et plus généralement l'ensemble des moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations visées au Contrat.

#### **Article 28 - VERIFICATIONS SOCIALES**

Conformément aux articles L.8222-1 et suivants du code du travail, à l'article R. 8222-1 du code du travail et à l'article D.8222-5 du code du travail, Société remet à Paris 2024, lors de la signature du Contrat et tous les six (6) mois jusqu'à l'expiration du Contrat, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six (6) mois et comprenant les informations mentionnées à l'article D.243-15 dudit code en cas d'emploi de salariés par la Société;
- Si l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)
  - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- En cas de recours à de la main d'œuvre étrangère pour l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au Contrat, la liste nominative des salariés étrangers employés par la Région et la Société en application de l'article D.8254-2 du code du travail et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail ; cette liste doit préciser pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## CHAPITRE VII - CLAUSES FINANCIERES

### Article 29 - INDEMNITE

#### 29.1. Indemnité de mise à disposition

La Région et la Société mettent le Site et les Parties de Site à disposition de Paris 2024 en contrepartie du versement à la Société d'une Indemnité global, forfaitaire et non révisable d'un million sept cent cinquante mille euros hors taxes (1 750 000 €HT).

Cette Indemnité est réputée intégrer notamment :

- Le coût de la mise à disposition du Site et des Parties de Site, dans les conditions du présent Contrat, pour les besoins mentionnés à l' Article 8 - du Contrat selon le périmètre défini en Annexe 3 et selon le Calendrier de mise à disposition prévu à l'Article 10.1 et à l'Annexe 6 du Contrat ;
- Le coût des moyens, incluant les frais de personnels (figurant en Annexe 16),, dédiés à la réalisation des prestations prévues au Contrat ainsi qu'au suivi et au pilotage de l'exécution du Contrat ;
- Toutes les taxes et frais connus à la date d'entrée en vigueur du Contrat, ce qui inclut, sans que cette liste ne soit exhaustive tous les impôts, taxes, et redevances liés à l'exploitation du Site et des Parties de Site conformément à l'Article 31 - ;
- Le coût des aménagements de mise en configuration du Site visés à l'Article 11.1;
- Le coût de l'ensemble des prestations incombant à la Région et à la Société, aux termes du Contrat, notamment celles visées aux articles 16.1 et 14.1 du Contrat, et de ses Annexes ;
- Le(s) coût(s) de toutes autorisations, cessions, concessions, de droits au profit de Paris 2024 (et/ou tiers désignés par Paris 2024) et de l'exploitation de tous droits de propriété intellectuelle, corporels et incorporels (tant pour les éléments protégeables que non protégeables) tels que définis par les Chapitres III et IV du Contrat. La Région et la Société déclarent et garantissent faire leur affaire des éventuelles rémunérations ou réclamations de tiers concernés sans qu'aucune dépense supplémentaire, ni forfaitaire ni proportionnelle ni autre ne puisse être réclamée par quiconque à Paris 2024 à ce titre ;
- Le(s) coût(s) induit(s) par un éventuel déplacement, relogement, fermeture de toute entité, personne ou espaces situés dans les Parties de Site et/ou le Site en raison de l'exécution du présent Contrat ;
- Le(s) coût(s) liés à la suspension des contrats conclus par la Région et/ou la Société tels que visés à l'Article 17.6.

La Région et la Société ne peuvent prétendre à aucune rémunération supplémentaire ou supplément d'Indemnité en contrepartie de la mise à disposition du Site et des Parties de Site à Paris 2024 dans les conditions fixées au Contrat.

Par ailleurs, Paris 2024 reste tenue au remboursement des dépenses en énergie et fluides, liées à l'exploitation du Site pendant la Période d'utilisation exclusive et des Parties de Site pendant la Période d'utilisation non exclusive, dans les conditions définies aux Articles 16.3 et 16.4.

L'indemnité sera versée par Paris 2024 à la Société selon l'échéancier de paiement détaillé en Annexe 13.

#### 29.2. Rémunération des prestations complémentaires

Les prestations complémentaires non incluses dans la mise à disposition dans les conditions du présent Contrat et de ses Annexes seront facturées par la Société à Paris 2024 sur la base des conditions tarifaires prévues par cette Annexe 11.

## **Article 30 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **30.1. Modalités de facturation et de paiement de l'Indemnité**

Dès la signature du Contrat, Paris 2024 adressera à la Société un bon de commande indiquant les différentes échéances de paiement de l'Indemnité.

Sur la base de ce bon de commande, la Société adressera à Paris 2024 une facture pour chaque échéance de paiement de l'Indemnité, comme prévu par l'échéancier fixé à l'Annexe 13 ci-dessous en indiquant le numéro du bon de commande adressé par Paris 2024.

### **30.2. Modalités de facturation et de paiement des prestations complémentaires**

Le coût des prestations opérationnelles complémentaires réalisés par la Société est pris en charge par Paris 2024 dans les conditions de l'Annexe 11, suivis de bons de commande transmis par Paris 2024.

Les factures seront adressées mensuellement par la Société à Paris 2024, après service fait, et comporteront les mentions légales et indications suivantes :

- Le nom, n° SIRET et l'adresse de la Région et la Société
- Le n° et la date de la facture,
- Les références du Contrat,
- Le n° du bon de commande fourni par Paris 2024 lors de sa demande d'intervention, son objet et la date,
- Les factures émises par leurs prestataires ;
- Le n° de compte bancaire ou postal de la Région et la Société,
- La dénomination précise et le détail des prestations effectuées,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- Toute autre information utile au paiement, permettant à Paris 2024 de comprendre et vérifier les modalités de facturation.

Les prix sont payés après réception de la facture de la Société, après service fait, sur la base d'un compte rendu détaillé des prestations réalisées.

Les dépenses en énergie et fluides feront l'objet d'une facturation mensuelle par la Société accompagnées des justificatifs nécessaires permettant à Paris 2024 de comprendre et vérifier les modalités de facturation.

### **30.3. Présentation et règlement des appels de fonds et factures par Paris 2024**

Avant envoi de toute facture/ tout appel de fonds définitif, la Société proposera à P2024 un projet de facture/appel de fonds. Cette facture/appel de fond sera adressé(e) à l'adresse suivante [comptabilite@paris2024.org](mailto:comptabilite@paris2024.org) et aux personnes en charge du Contrat, à savoir :

Nom : Julien GASPARD

Mail : [jgaspard@paris2024.org](mailto:jgaspard@paris2024.org)

En cas de modification de contact, Paris 2024 s'engage à en informer la Société dans les plus brefs délais.

Paris 2024 pourra accepter ou refuser ce projet dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception de cette facture / appel de fonds, et devra alors motiver son refus de manière à permettre à la Société, après vérification, de modifier le projet d'appel de fonds ou de facture concerné(e) et/ou d'apporter toutes explications complémentaires aux justificatifs déjà fournis.

En cas de silence gardé par Paris 2024 durant ces quinze (15) jours calendaires, le projet d'appel de fonds/de facture est considéré comme validé par Paris 2024.

Une fois les factures/appels de fonds validé(e)s par Paris 2024, la Société les envoie à cette dernière par voie dématérialisée à l'adresse suivante : [comptabilite@paris2024.org](mailto:comptabilite@paris2024.org).

Le délai global de paiement par Paris 2024 est de trente (30) jours. Ce délai débute à la fin du mois de la réception d'une facture ou d'un appel de fonds complet(e). Le paiement est effectué sur le compte bancaire indiqué en Annexe 14.

En cas d'exécution de prestations ou de travaux aux frais et risques de la Région ou de la Société (Article 15 - *Right to cure*), le surcoût supporté par Paris 2024 est déduit des sommes dues à la Région et la Société.

Le cas échéant, le montant des factures et appels de fonds à régler par Paris 2024 est diminué du montant des pénalités de retard appliquées à la Région et la Société en application de l'Article 33 - .

### **Article 31 - IMPOTS ET TAXES**

Les impôts, taxes et frais de toute nature relatifs à l'exploitation des Parties de Site et du Site connus à la date d'entrée en vigueur du Contrat sont compris dans les frais de mise à disposition définis à l'Article 29.1 du Contrat.

Paris 2024 s'engage à s'acquitter des taxes et contributions de toutes natures inhérentes à ses activités et/ou celles des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et/ou celles de ses Partenaires de marketing et tiers autorisés sur les Sites et les Parties de Sites.

La Société s'engage en outre à ne faire application ou à ne solliciter le paiement d'aucune taxe, redevance, frais de stationnement ou autre prélèvement à Paris 2024 et à ses Partenaires de marketing, notamment sur les revenus perçus par Paris 2024 sur les activités suivantes :

- Vente de billets sur les Parties de Site et le Site, de prestations d'accueil et des programmes hospitalités ;
- Licences, utilisation ou octroi de droits à toute personne, en vue de faire la publicité, de vendre ou de promouvoir un produit, un bien ou un service sur les Parties de Site et sur le Site ;
- Vente de toute denrée alimentaire, boisson, objets souvenir ou de toute autre marchandise ou produit sur les Parties de Site et le Site ;
- Tout autre vente, événement ou activité réalisé sur les Parties de Site et sur le Site par Paris 2024 ou ses préposés, sous-traitants, Partenaires de marketing et fournisseurs ou tout tiers autorisé par Paris 2024.

## **CHAPITRE VIII – RESPONSABILITES ET SANCTIONS**

### **Article 32 - PRINCIPES GENERAUX DE RESPONSABILITE**

Chaque Partie, lorsqu'elle constate que l'autre Partie manque à l'une ou plusieurs des obligations qui lui incombent au titre du Contrat, peut la mettre en demeure, par tout moyen donnant date certaine de réception, de s'y conformer dans un délai adapté et proportionné à la nature et à la gravité du manquement.

Le plafond global de responsabilité de chacune des Parties, applicable sur la durée du Contrat et tous manquements confondus, est fixé pour chacune des Parties à un million sept cent cinquante mille euros (1 750 000 €).

A cet égard, il est entendu que :

- les pénalités appliquées à la Société, à la Région et à Paris 2024 en exécution du Contrat n'entrent pas dans le calcul de chaque plafond global respectif et précité ;
- les plafonds de responsabilité de la Région et de la Société ne s'appliquent pas aux éventuels manquements de la Société et/ou de la Région aux obligations prévues par le Contrat et relatives à la propriété intellectuelle (Chapitre IV), aux données personnelles et à la confidentialité (Article 49 - ) ;
- le plafond de responsabilité ne s'applique pas dans les cas où la responsabilité d'une des Parties pourrait être engagée en cas de faute lourde ou dolosive de sa part, et/ou au titre de tout dommage corporel, de toute nature, subi par toute personne physique et qui aurait pour cause la violation d'une quelconque stipulation du présent Contrat.

### **Article 33 - PENALITES**

Faute pour l'une des Parties de satisfaire à ses obligations contractuelles, les pénalités visées à l'Annexe 13 peuvent lui être appliquées par l'autre Partie, sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat et, s'il y a lieu, de la réparation des dommages envers les tiers.

Sauf mention contraire dans l'Annexe 12, les pénalités courent, sans mise en demeure, à compter de la constatation du fait générateur.

Le montant cumulé des pénalités appliquées en exécution du Contrat ne pourra excéder respectivement pour chaque Partie une somme équivalente à dix (10) % du montant du Contrat tel qu'il est fixé à l'Article 29.1. Ce montant constitue le Plafond au sens du présent Article.

Il est expressément convenu entre les Parties que celles-ci entendent déroger au caractère libératoire des Pénalités (au sens du premier alinéa de l'article 1231-5 du code civil), dans les conditions et limites prévues ci-après y compris en cas de dépassement du Plafond fixé à l'alinéa précédent. A ce titre, l'application par Paris 2024 des Pénalités prévues au Contrat n'exonère ni la Région ni la Société de l'obligation d'exécuter le Contrat et de leur obligation de réparation intégrale des préjudices résultant pour Paris 2024 des manquements sanctionnés par lesdites Pénalités.

Par conséquent, dans le cas où, en cas de manquement de la Région et de la Société à leurs obligations contractuelles, il serait démontré que les préjudices en résultant pour Paris 2024 seraient supérieurs au montant des Pénalités appliquées au titre dudit manquement y compris en cas de dépassement du Plafond fixé ci-dessus, Paris 2024 pourra prétendre et solliciter de la Région et la Société, nonobstant l'application desdites Pénalités, l'indemnisation de ces préjudices sous forme de dommages et intérêts, à hauteur de la part non couverte par le paiement de ces mêmes Pénalités dans la limite du plafond de responsabilité prévu à l'article 32.

Les pénalités feront l'objet d'une facturation selon les modalités de l'article 29.3 ou d'un titre de recettes.

#### **Article 34 - FORCE MAJEURE**

Les Parties n'encourent aucune responsabilité pour ne pas avoir exécuté ou pour avoir exécuté avec retard une de leurs obligations, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte directement d'événements présentant les caractéristiques de la force majeure au sens de l'alinéa premier de l'article 1218 du Code Civil, de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, tels que, par exemple et pour autant qu'ils empêchent la bonne exécution du Contrat, les événements épidémiques ou pandémiques dont l'existence ou l'ampleur ne peuvent être anticipée, ou encore les phénomènes climatiques d'ampleur exceptionnelle, les guerres, etc.

De convention expresse, l'annulation des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques de 2024 constitue un cas de force majeure au sens du présent Article si l'annulation résulte d'une décision extérieure à Paris 2024 ou au CIO et s'imposant à elle, ou si cette annulation, bien que décidée par Paris 2024 ou par le CIO, résulte d'un fait présentant lui-même les caractéristiques d'un événement de force majeure

Lorsqu'une Partie fait face à la survenance d'un cas de force majeure, elle le notifie sans délai à l'autre Partie. La notification précise la nature de l'événement de force majeure, la date de sa survenance, ses conséquences notamment financières sur l'exécution du Contrat et les mesures prises ou à prendre pour en atténuer les effets.

Lorsqu'une Partie invoque la survenance d'un cas de force majeure, elle doit également recueillir les observations de l'autre Partie quant aux conséquences de cet événement sur l'exécution du Contrat et aux mesures à prendre pour en atténuer les effets.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chaque Partie a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou cette omission n'avait pas eu lieu.

En dehors de la survenance d'un événement de force majeure, aucune Partie n'est déliée de ses obligations au titre du Contrat à raison d'une impossibilité d'exécution ou de la survenance d'événements qui échappent à son contrôle.

Lorsque le cas de force majeure prend fin, la Partie concernée en informe l'autre sans délais, et reprend l'exécution de ses obligations telles que fixées par le Contrat.

Si un cas de force majeure rend définitivement impossible l'organisation et/ou la tenue des Epreuves et/ou des activités en lien avec les Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site, conformément à l'Article 8 - dans les conditions prévues au Contrat, les Parties ou l'une des Parties sont/est en droit de procéder à la résiliation du Contrat dans les conditions définies à l'Article 38 -

## CHAPITRE IX – CLAUSES DE MODIFICATION ET DE FIN DU CONTRAT

### Article 35 - MODIFICATION DU CONTRAT – MODIFICATION DU CALENDRIER DES JOP

#### 35.1. Modification du Contrat

Sous réserve des stipulations de l'Article 10 - le Contrat ne peut être modifié que par voie d'avenant écrit et signé des Parties, étant entendu que toute modification sera soumise à l'approbation préalable du CIO.

A cet égard, les Parties s'engagent à apporter au Contrat toute modification demandée par Paris 2024 et rendue nécessaire par une circonstance nouvelle en lien avec l'organisation des JOP et des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques et des activités en lien avec les Jeux se déroulant sur les Parties de Site et le Site conformément à l'Article 8 - du Contrat et s'imposant à ce titre à Paris 2024.

Dès qu'elle en a connaissance, Paris 2024 informe la Région et la Société de cette circonstance nouvelle, et de la (ou des) modification(s) en résultant sur les conditions d'accès et d'utilisation des Parties de Site et du Site ainsi que, le cas échéant, sur les obligations s'imposant à ce titre à la Région et la Société.

La Région et/ou la Société peuvent refuser tout ou partie des modifications demandées lorsque ce refus est justifié de manière étayée par un motif précis, légitime, clair et ciblé.

Dans ce cas, la Région et/ou la Société s'engagent à proposer à Paris 2024 une solution alternative (répondant aux besoins et exigences de Paris 2024) le plus rapidement possible et dans délais compatibles avec la bonne organisation et la bonne tenue des JOP.

Sauf à ce que Paris 2024 justifie de manière étayée que cette solution n'est pas compatible avec la bonne organisation des JOP et/ou la bonne tenue des JOP et/ou ne répond pas à ses besoins ou exigences (auquel cas les Parties s'engagent à se rencontrer immédiatement pour trouver une solution compatible avec la bonne organisation et la bonne tenue des JOP), la solution proposée par la Région et/ou la Société est mise en œuvre.

En cas de désaccord entre les Parties sur les conséquences contractuelles et financières de cette (ou ces) modification(s), celle(s)-ci sera (seront) malgré tout réputée(s) exécutoire(s) à la date fixée par Paris 2024, chacune des Parties étant ainsi tenue de s'y conformer.

Le différend persistant entre les Parties sur les conséquences contractuelles et financières de cette (ou ces) modification(s) est, le cas échéant, réglé dans les conditions définies à l'Article 56 - .

Il est précisé que les Parties n'entendent pas renoncer au bénéfice de l'imprévision.

#### 35.2. Report, ajournement des JOP ou des Epreuves olympiques et/ou paralympiques

Sous réserve des stipulations de l'Article 10.1 dans l'hypothèse où le calendrier des JOP ou des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques se trouverait modifié, pour quelque cause que ce soit, y compris cas de force majeure au sens de l'Article 34 - , le Calendrier de mise à disposition prévu à l'article 10.1 et à l'Annexe 6 serait lui-même modifié en conséquence, dans les conditions de l'Article 35.1.

Cette modification de calendrier est alors sans conséquence sur les autres stipulations du Contrat, et notamment sur les engagements et les obligations pris par la Région et la Société quant aux modalités de mise à disposition des Parties de Site et du Site.

A ce titre notamment, la Région et la Société ne pourront prétendre à aucun supplément de rémunération ni aucune indemnisation à ce titre, à l'exception des éventuels surcoûts, dûment justifiés, résultant directement de cette modification de Calendrier.

En particulier, la Région et la Société ont alors droit au remboursement par Paris 2024 des indemnités dûment justifiées qu'elles seraient elles-mêmes tenues de verser du fait de l'annulation ou du report des événements et

des manifestations pour lesquels elles s'étaient engagées à mettre les Parties de Site et le Site à disposition, et pour autant que cette annulation ou ce report soit directement rendu nécessaire par la modification de Calendrier. A cet effet, la Région et la Société produisent à Paris 2024 toutes pièces justificatives venant démontrer, à la fois, le bien-fondé desdites indemnités et la réalité de leur paiement, étant précisé que la Région et la Société font ses meilleurs efforts afin, dans le cadre de ses discussions avec leurs clients ou usagers, d'en limiter le montant.

### **35.3. Modification de la législation en vigueur**

Toute Partie ayant connaissance de l'imminence ou de la réalisation d'une évolution de la législation ou de la réglementation ayant un impact sur l'exploitation de tout ou partie du Site doit en avertir l'autre Partie dès que possible en leur indiquant la nature et la description de cette évolution, et en particulier le caractère général ou spécifique du changement considéré.

Dans l'hypothèse où une évolution législative exigerait la mise aux normes de tout ou partie du Site, les Parties s'engagent à se rencontrer sans délai pour convenir, d'une part, de la nécessité de réaliser les travaux et investissement exigés par la loi et, d'autre part, des modalités opérationnelles et financières de cette mise aux normes.

A ce titre :

- Paris 2024 prendra à sa charge toute mise aux normes qui serait exigée en vue de l'organisation des JOP et qui ne s'imposerait pas à la Région et/ou à la Société si le Site n'accueillait pas les JOP.
- Toute mise aux normes du Site et/ou des Parties de Site qui s'imposerait à la Région et/ou à la Société si le Site n'accueillait pas les JOP sera à la charge de la Région et/ou de la Société.

## **Article 36 - CAUSES DE FIN DE CONTRAT**

Le Contrat prend fin dans les cas suivants :

- à l'expiration de son terme normal ;
- en cas de résiliation juridictionnelle du Contrat, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle ;
- en cas de résiliation pour faute conformément aux dispositions de l'Article 37 - du Contrat ;
- en cas d'incapacité juridique de l'une des Parties ;
- en cas de force majeure rendant impossible la poursuite de son exécution, notamment dans l'hypothèse d'une annulation des Jeux résultant d'une décision extérieure à Paris 2024 ou au CIO et s'imposant à elles ou résultant d'un fait présentant lui-même les caractéristiques d'un événement de force majeure ;
- en cas de résiliation unilatérale par Paris 2024, dans les conditions de l'Article 40 - du Contrat ;
- en cas de résiliation d'un commun accord des Parties.

## **Article 37 - RESILIATION POUR FAUTE**

### **37.1. Conditions**

En cas de faute d'une particulière gravité, ou de manquements graves et répétés d'une Partie à ses obligations contractuelles, l'autre Partie peut prononcer, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, la résiliation du Contrat pour faute.

Lorsque l'une des Parties considère que les motifs justifiant une résiliation pour faute de l'autre Partie sont réunis, elle lui adresse une mise en demeure de remédier au(x) manquement(s) dans un délai proportionné à la nature et à la gravité du manquement invoqué.



Si, à l'expiration de ce délai de mise en demeure, la Partie fautive ne s'est pas conformée à ses obligations, l'autre Partie peut prononcer la résiliation du Contrat.

### **37.2. Indemnisation**

En cas de résiliation du Contrat pour faute de l'une des Parties, l'autre Partie sera indemnisée de l'intégralité du préjudice qu'elle aura subi, en ce compris, le cas échéant, l'ensemble des surcoûts à la charge de Paris 2024 et liés à la nécessité de trouver et d'aménager un nouveau site dans la limite du plafond global de responsabilité fixé à l'article 32.

### **Article 38 - RESILIATION POUR FORCE MAJEURE**

Si en raison d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure au sens de l'Article 34 - , l'organisation des Epreuves Olympiques et Paralympiques, l'organisation des activités en lien avec les Jeux se déroulant sur le Site conformément à l'Article 8 - du Contrat, dans le respect des conditions prévues au Contrat, est rendue impossible, la résiliation du Contrat est prononcée à l'initiative de la Partie invoquant cette situation de force majeure dans un délai de 15 jours après en avoir informé l'autre Partie.

A cet égard, l'annulation des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques de 2024 constitue un cas de force majeure au sens du présent article si l'annulation résulte d'une décision extérieure à Paris 2024 ou au CIO et s'imposant à elle, ou si cette annulation, bien que décidée par Paris 2024 ou par le CIO, résulte d'un fait présentant lui-même les caractéristiques d'un événement de force majeure.

En cas de résiliation du Contrat pour force majeure prolongée, , la Région et/ou la Société auront uniquement droit au remboursement, par Paris 2024, des dépenses qu'elles ont utilement exposés pour l'exécution du Contrat, dès lors qu'elles sont dument justifiées sous réserve de la satisfaction des conditions cumulatives suivantes :

- Ces dépenses n'ont pas été couvertes par des sommes déjà versées par Paris 2024 ou ne peuvent pas l'être ultérieurement par la Région et/ou la Société, dans le cadre d'autres travaux et/ou de prestations à réaliser pour Paris 2024 ou pour des tiers ;
- Ces dépenses sont externes, raisonnables et strictement nécessaires à l'exécution du Contrat ;
- la Région et/ou la Société apportent la preuve de ces dépenses et acceptent de se soumettre et faciliter les inspections ou audits, librement décidés par Paris 2024 réalisés par cette dernière ou tout organisme désigné par elle (sous réserve d'informer préalablement la Région et la Société), destinés à vérifier la documentation fournie par la Région et/ou la Société ;
- Afin de limiter les frais d'annulation auxquels la Région et/ou la Société pourraient être exposées auprès des prestataires, fournisseurs et sous-traitants auxquels elles auraient fait appel pour les seuls besoins de l'exécution du Contrat, la Région et/ou la Société feront leurs meilleurs efforts, pour faire accepter auxdits prestataires, fournisseurs et sous-traitants les conditions d'annulations prévues par la présente clause, et ce sous réserve que les termes définis dans ces conditions d'annulation leur soient opposables. A la demande de Paris 2024, la Région et/ou la Société justifieront avoir engagé cette démarche auprès des tiers précités, par tous moyens appropriés.

### **Article 39 - RESILIATION PAR LA REGION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

La Région pourra résilier le Contrat à tout moment, pour un motif d'intérêt général dument justifié, et sous réserve d'un préavis de dix (10) mois notifié à Paris 2024.

Dans ce cas, Paris 2024 aura droit à une indemnité équivalente à la réparation de l'entier préjudice direct résultant pour elle de cette résiliation, en ce compris notamment l'ensemble des surcoûts liés à la nécessité de trouver, d'aménager et d'exploiter un nouveau site.

La Société ne pourra prétendre à aucune somme au titre de l'Indemnité de mise à disposition visée à l'Article 29 - et remboursera à Paris 2024 l'intégralité des acomptes éventuellement versés au titre de l'Indemnité de mise à disposition qu'elle aurait pu également percevoir en application de l'Article 29.1

## **Article 40 - RESILIATION UNILATERALE PAR PARIS 2024**

### **40.1. Conditions**

En cas d'annulation par Paris 2024 ou par le CIO, pour quelque motif que ce soit et hors cas de force majeure tel que visé à l'Article 38 - , des JOP ou des Epreuves Olympiques et Paralympiques, ou de certaines d'entre elles, ou des activités en lien avec les Jeux se déroulant sur les Parties de Site et sur le Site conformément à l'Article 8 - du Contrat, le Contrat pourra être résilié, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, par Paris 2024 à compter de la notification de cette décision d'annulation par Paris 2024 à la Région et la Société.

Plus généralement, Paris 2024 pourra également prononcer unilatéralement la résiliation du Contrat pour tout motif lié à l'organisation des JOP et des Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques ou des activités en lien avec les Jeux se déroulant sur les Parties de Site et sur le Site conformément à l'Article 8 - du Contrat , et notamment dans l'hypothèse où il était décidé d'organiser les Epreuves Olympiques et/ou Paralympiques les activités en lien avec les Jeux se déroulant sur le Site conformément à l'Article 8 - du Contrat dans un autre Site.

### **40.2. Indemnisation**

#### **i. Indemnisation de la Région**

En cas de résiliation unilatérale par Paris 2024, la Région ne pourra prétendre à aucune indemnisation à ce titre à l'exception des dépenses qu'elles ont utilement exposés pour l'exécution du Contrat, dès lors qu'elles sont dument justifiées sous réserve de la satisfaction des conditions cumulatives suivantes :

- Ces dépenses n'ont pas été couvertes par des sommes déjà versées par Paris 2024 ou ne peuvent pas l'être ultérieurement par la Région, dans le cadre d'autres travaux et/ou de prestations à réaliser pour Paris 2024 ou pour des tiers ;
- Ces dépenses sont externes, raisonnables et strictement nécessaires à l'exécution du Contrat ;
- la Région apportent la preuve de ces dépenses et accepte de se soumettre et faciliter les inspections ou audits, librement décidés par Paris 2024 réalisés par cette dernière ou tout organisme désigné par elle (sous réserve d'informer préalablement la Région ), destinés à vérifier la documentation fournie par la Région et la Société ;
- Afin de limiter les frais d'annulation auxquels la Région pourrait être exposée auprès des prestataires, fournisseurs et sous-traitants auxquels elle aurait fait appel pour les seuls besoins de l'exécution du Contrat, la Région fera ses meilleurs efforts, pour faire accepter auxdits prestataires, fournisseurs et sous-traitants les conditions d'annulations prévues par la présente clause, et ce sous réserve que les termes définis dans ces conditions d'annulation leur soient opposables. A la demande de Paris 2024, la Région justifiera avoir engagé cette démarche auprès des tiers précités, par tous moyens appropriés.

#### **ii. Indemnisation de la Société**

En cas de résiliation unilatérale notifiée par Paris 2024 en application du présent article, la Société pourra prétendre uniquement au versement d'une indemnité de résiliation composée :

- i. du remboursement par Paris 2024 des dépenses utiles, dument justifiées, engagées par la Société au titre des prestations et travaux mis à sa charge par le Contrat (et visés à l'Article 11.3 et 16.2) non couvertes par les sommes déjà versées par Paris 2024, dans les conditions suivantes :

- Ces dépenses n'ont pas été couvertes par des sommes déjà versées par Paris 2024 ou ne peuvent pas l'être ultérieurement par la Société, dans le cadre d'autres travaux et de prestations à réaliser pour Paris 2024 ou pour des tiers ;
- Ces dépenses sont externes, raisonnables et strictement nécessaires à l'exécution du Contrat ;
- La Société apporte la preuve de ces dépenses et accepte de se soumettre et faciliter les inspections ou audits, librement décidés par Paris 2024 réalisés par cette dernière ou tout organisme désigné par elle (sous réserve d'informer préalablement la Société), destinés à vérifier la documentation fournie par la Société ;
- Afin de limiter les frais d'annulation auxquels la Société pourrait être exposée auprès des prestataires, fournisseurs et sous-traitants auxquels elle aurait fait appel pour les seuls besoins de l'exécution du Contrat, la Société fera ses meilleurs efforts, pour faire accepter auxdits prestataires, fournisseurs et sous-traitants les conditions d'annulations prévues par la présente clause, et ce sous réserve que les termes définis dans ces conditions d'annulation leur soient opposables. A la demande de Paris 2024, la Société justifiera avoir engagé cette démarche auprès des tiers précités, par tous moyens appropriés.

ii. d'une somme dont le montant sera égal à :

- Si la résiliation est prononcée avant le 31 octobre 2023, 5 % de la somme qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1 ;
- Si la résiliation est prononcée entre le 1<sup>er</sup> novembre 2023 et le 31 décembre 2023, 15 % de la somme qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1 ;
- Si la résiliation est prononcée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 15 février 2024, 30 % de la somme qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1 ;
- Si la résiliation est prononcée entre le 16 février 2024 et le 31 avril 2024, 60 % de la somme qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1 ;
- Si la résiliation est prononcée après le 1<sup>er</sup> mai 2024, 100 % de la somme qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1.

En tout état de cause, cette indemnité de résiliation sera plafonnée de telle sorte que la somme (i) de l'indemnité de résiliation et (ii) des éventuelles sommes facturées par la Société à des tiers au titre de la mise à disposition de tout ou partie du Site pendant la Période d'utilisation exclusive n'excède pas 100 % du montant qui aurait dû lui être versée par Paris 2024 en application de l'Article 29.1.

#### **Article 41 - EFFETS DE L'EXPIRATION NORMALE OU ANTICIPEE DU CONTRAT**

La résiliation du Contrat ne remet en aucun cas en cause les droits acquis par les Parties et les obligations de celles-ci à la date de résiliation.

Tout droits ou obligations supplémentaires doivent néanmoins cesser immédiatement à la date de résiliation, à l'exception des clauses dont la survie reste nécessaire à l'interprétation ou à l'application du Contrat.

Dans l'hypothèse d'une résiliation du Contrat pour l'une des causes ci-dessus détaillées, la Région et la Société s'engagent à garantir :

- d'une part, qu'une telle résiliation ne donne lieu, de leur part, à aucune obligation pour Paris 2024 de procéder au versement, en sa faveur, d'une quelconque compensation pour manque à gagner sauf stipulations contraires ;
- d'autre part, qu'une telle résiliation n'entraînera de leur part, aucune réclamation ou autre type d'action en vue de recouvrer des indemnités, dommages ou compensations pour perte de revenus à l'encontre de Paris 2024 ou de tout autre organisme lié à l'organisation des Jeux.

## **Article 42 - RESTITUTION DU SITE AU TERME DU CONTRAT**

### **42.1. Principes généraux**

Paris 2024 devra restituer le Site et les Parties de Site à la Date de Restitution du Site et aux dates de restitutions prévues, fixée à l'Annexe 6.

En cas de résiliation du Contrat, la date de restitution des Parties de Site et du Site correspond à la date de prise d'effet de ladite résiliation.

Sous réserve des stipulations spécifiques du présent Article, les Parties de Site et Le Site seront restitués en bon état d'entretien, libres de toute occupation et de tout Infrastructures et Aménagements Temporaires ou équipement temporaire installés par Paris 2024 et/ou les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, de manière à remettre à la Région et à la Société les Parties de Site et le Site dans un état équivalent à celui dans lequel il se trouvait lors de la prise de possession, tel que constaté dans le cadre des Etats des lieux d'entrée, dont la procédure est détaillée à l'Article 12 - , à l'exception : des Infrastructures et Aménagements Temporaires, des Aménagements constructifs et Equipements dont la Région et la Société auront préalablement demandé la conservation.

Les Infrastructures et Aménagements Temporaires et/ou Equipements ainsi que les Aménagements constructifs qui sont la propriété de Paris 2024 dont la Région et la Société auront sollicité la conservation feront l'objet d'une indemnité de reprise versée à Paris 2024, à leur valeur vénale fixée, à défaut d'accord entre les Parties, à dire d'expert. Les Infrastructures et Aménagements Temporaires et Equipements ainsi que les Aménagements constructifs qui sont la propriété des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux et dont la Région et la Société souhaiteraient la conservation pourront faire l'objet d'un rachat par ces dernières selon des conditions à déterminer entre la Région et la Société et la Partie Prenante de la Livraison des Jeux concernée, sous réserve d'en informer Paris 2024 dans les meilleurs délais et que ce rachat soit réalisé dans le respect des stipulations du Contrat et qu'il n'ait pas de conséquences négatives pour Paris 2024 – et notamment que ce rachat n'implique pas de coûts additionnels pour Paris 2024.

Dès que possible et avant la date de restitution de l'ensemble des Parties de Site et du Site, Paris 2024 et les Parties Prenantes de la Livraison des Jeux devront procéder aux éventuels travaux de remise en état du Site et des Parties du Site.

### **42.2. Pré-état(s) des lieux**

A la demande de Paris 2024, un ou plusieurs pré-état(s) des lieux de sortie portant sur tout ou partie des Parties de Site et du Site pourront être réalisé(s) avant la Date de Restitution du Site et avant les dates de restitution des Parties de Site à une date fixée par Paris 2024.

Ces pré-états des lieux seront réalisés contradictoirement entre les Parties, le cas échéant avec l'assistance de tout sachant et en présence des représentants des compagnies d'assurance des Parties.

Les frais d'établissement de ce ou ces pré-état(s) de lieux de sortie seront pris en charge à parts égales par les Parties.

L'objectif de ces pré-états des lieux est de déterminer les éventuels travaux de remise en état sur tout ou partie des Parties de Site et du Site, et de fixer le délai raisonnable imparti à Paris 2024 pour procéder à leur reprise,

afin que les Parties de Site et le Site soient restitués à la Région et à la Société au 8 octobre 2024, dans le même état que celui constaté lors des états d'entrée des lieux visé à l'Article 12.2 du Contrat.

En conséquence, à l'occasion des pré-états des lieux de sortie, les Parties arrêteront d'un commun accord les éventuels travaux nécessaires à cette remise en état.

#### **42.3. Etat des lieux de sortie**

Des états des lieux de sortie des Parties de Site et du Site, dont les frais d'établissement seront pris en charge à parts égales par les Parties, seront établis contradictoirement, au besoin avec l'assistance de tout sachant et en présence des représentants des compagnies d'assurance des Parties, successivement selon le Calendrier de mise à disposition fixé en Annexe 6 du Contrat, et au plus tard à la Date de Restitution de l'ensemble des Parties de Site, soit le 8 octobre 2024.

Ces états des lieux pourront être établis par voie d'huissier à la demande d'une des Parties laquelle supportera alors les frais afférents.

Les états des lieux de sortie seront accompagnés de tous documents ou photographies utiles à la description des Parties de Site et du Site et à la consignation de leur état et de leurs éventuelles dégradations résiduelles, en dépit des pré-états des lieux et des travaux de remise en état anticipés.

Ces états des lieux de sortie arrêtent la liste des éventuelles réserves aux travaux de remise en état, et fixent un délai raisonnable imparti à Paris 2024 pour procéder à leur reprise. Ils peuvent également fixer les éventuelles dates d'intervention nécessaires à l'engazonnement du Site ou à toute autre opération de remise en état à effectuer ultérieurement par Paris 2024 ou toutes Parties Prenantes à la Livraison des Jeux, dès lors que certaines interventions ne pourront avoir lieu avant la Date de Restitution de l'ensemble du Site et des Parties de Site, soit le 8 octobre 2024.

Si les réserves ne peuvent être levées à l'expiration de ce délai :

- Paris 2024 est susceptible d'encourir la pénalité prévue à l'Annexe 12 ;
- la Région et la Société peuvent faire procéder à l'exécution de ces travaux de reprise par l'entrepreneur de leur choix à condition d'avoir préalablement adressé un devis en ce sens à Paris 2024 et que Paris 2024 ait expressément accepté ce devis (étant précisé que l'absence de réponse de Paris 2024 pendant un délai de sept (7) jours sur le devis adressé par la Société et/ou la Région valant décision implicite d'acceptation). Paris 2024 ne supporte aucune responsabilité au titre des conditions de réalisation des travaux de remise en état par l'entrepreneur choisi par la Région et la Société. L'intervention de la Région et/ou de la Société en lieu et place de Paris 2024 n'exclut pas l'application éventuelle de la pénalité prévue à l'Annexe 12 du Contrat jusqu'à la décision prise de la Région et/ou de la Société de faire application de la possibilité prévue à l'alinéa ci-dessus. A l'issue des travaux de remise en état du Site par l'entrepreneur choisi par la Région et la Société, la Région et la Société adressent à Paris 2024 un certificat de bonne fin, attestant de la réalisation desdits travaux et accompagné de tout justificatif sur leurs coûts réels et sur les frais afférents, effectivement supportés par la Région et/ou la Société. Ces coûts réels et ces frais afférents sont remboursés par Paris 2024 dans un délai de trente (30) jours à compter de la transmission, par la Région et la Société, du certificat de bonne fin et des justificatifs précités.

En cas de désaccord entre les Parties quant à l'état des emprises et/ou à la levée ou non d'une réserve émise, elles auront recours à un tiers expert, désigné d'un commun accord lequel se prononcera dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa désignation par les Parties ou par la Partie la plus diligente. Sa décision s'imposera de manière définitive aux Parties, sans recours. Les frais d'expertise seront, selon le cas, partagés à parts égales entre les Parties ou intégralement supportés par la Partie désavouée dans l'ensemble de ses prétentions. La décision de recourir à un Expert fait obstacle à l'application de pénalité à compter de son édicton.

## CHAPITRE X - CLAUSES DIVERSES

### Article 43 - APPROBATION PREALABLE DU CIO

Il est rappelé que préalablement à sa signature, le Contrat est soumis à l'approbation du CIO.

Toute modification du Contrat doit également être soumise à l'approbation préalable du CIO. Paris 2024 en informera la Région et la Société par tout moyen écrit approprié dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant ladite approbation.

### Article 44 - SUIVI ET PILOTAGE DU CONTRAT

#### 44.1. Interlocuteurs – référents contractuels/opérationnels

Afin d'assurer le suivi et le pilotage du Contrat, les Parties désignent respectivement les interlocuteurs suivants (« référents contractuels ») :

- Pour Paris 2024 :
  - Interlocuteur 1 : Julien GASPARD – Event General Manager
  - Interlocuteur 2 : Jérémie LE BRIQUER – Event Coordinateur
- Pour la Société :
  - Interlocuteur 1 : Pascal Collado – Président
  - Interlocuteur 2 : Marine Laporte, Directrice générale
- Pour la Région :
  - Interlocuteur 1 : Martine Fernex, Directrice de projets Pôle S4
  - Interlocuteur 2 : Xavier Mandry, Directeur juridique

Par ailleurs, pour le suivi opérationnel de certains aspects spécifiques du Contrat avec la Région et la Société, Paris 2024 pourra également désigner, le cas échéant parmi des Parties Prenantes de la Livraison des Jeux, un (ou des) interlocuteur(s) opérationnel(s) (« référents opérationnels »).

Toute décision ou information prévue par le Contrat, ou relative à la mise en œuvre des droits et obligations prévus par ce dernier, n'est opposable à l'autre Partie que si elle est notifiée à son référent contractuel ou à son représentant légal.

Les référents contractuels précités participent aux réunions des comités ci-dessous afin d'évoquer le suivi et l'exécution du Contrat et de constater les éventuelles difficultés rencontrées afin d'y remédier.

Les Parties pourront convier à ces réunions les référents opérationnels concernés, ainsi que les tiers intéressés à l'exécution du Contrat (collectivités publiques, représentants des forces de l'ordre et de sécurité, équipes opérationnelles tels que responsable du Site, responsable d'exploitation).

#### 44.2. Comité de suivi

Le Comité de suivi a pour objet de s'assurer de l'avancement du calendrier des travaux (études, suivi et réception) et de la bonne exécution des prestations, ainsi que des éventuels arbitrages dans ce cadre à mener entre les Parties. Dès la Date de prise d'effet du Contrat, il sera constitué un comité de suivi (ci-après le « Comité de Suivi »), composé d'un ou plusieurs représentants :

- de Paris 2024 et des Parties Prenantes de la Livraison des JOP,
- de la Région et la Société, accompagné de son maître d'ouvrage délégué le cas échéant,
- des maîtres d'œuvre et toutes personnes en charge du suivi du chantier des travaux dont la présence serait nécessaire.

Chacune des Parties désignera un référent au sein de ce Comité de suivi qui sera chargé de coordonner les actions à mener par la Partie qui l'a désigné.

Le Comité de suivi aura notamment pour objet de faire le point sur :

- l'avancement du calendrier des travaux ;
- le planning à venir (le reste à faire);
- l'avancement des travaux de la station de pompage du bassin d'eau vive ;
- l'avancement des travaux relatifs à l'étanchéité des bâtiments du Site ;
- l'avancement des travaux relatifs à la roselière et autres végétaux ;
- le bon fonctionnement de la station de pompage du bassin d'eau vive lorsque les travaux y afférant auront été réalisés ;
- le bon fonctionnement de l'entretien de la berge Nord et du balisage du plan d'eau ;
- Les éventuelles évolutions de la date prévisionnelle de réalisation des travaux par les Parties et/ou les Parties Prenantes à la Livraison des Jeux ;
- les difficultés techniques ou fonctionnelles rencontrées ;
- les nouveaux besoins ;
- Les études relatives aux modifications / travaux supplémentaires que Paris 2024, et/ou les Parties Prenantes à la Livraison des Jeux et/ou la Région et/ou la Société souhaiterait respectivement faire réaliser dans le cadre des stipulations ci-avant convenues à cet égard ;
- le cas échéant, la saisine de l'Homme de l'Art ;
- La mise en œuvre et l'avancement des prestations ;
- La conduite opérationnelle de la relation entre Paris 2024 et la Région et/ou la Société,
- Le commencement des travaux d'aménagements constructifs et l'éventuelle prise en charge des coûts par la Région et/ou la Société,
- La validation d'un aménagement constructif non inscrit en Annexe 9. Cette validation du comité de suivi, matérialisée par l'édiction et la validation du compte-rendu, vaudra actualisation par les Parties de cette Annexe,
- La réalisation de travaux préparatoires et d'aménagement du Site, en vue notamment de l'installation des Infrastructures et Aménagements Temporaires et de l'exploitation du Site, non prévus l'Annexe 7
- Tous points que l'une ou l'autre des Parties souhaiterait porter à sa connaissance.

Le Comité de Suivi a un caractère opérationnel et se réunira :

- tous les mois à compter de la prise d'effet du Contrat ;
- plus fréquemment, si besoin avéré, à la demande de la Région et/ou la Société ou Paris 2024 à compter du démarrage des travaux ou de la date de mise à disposition non exclusive du Site, le cas échéant, notamment afin de suivre les travaux relatifs à la station de pompage du bassin d'eau vive et à son bon fonctionnement.

Durant chaque Comité de suivi, un point d'avancement sera réalisé sur les sujets en cours à l'aide d'un document synthétique de suivi de projet, comprenant notamment un point sur la station de pompage et les travaux d'étanchéité.

Paris 2024 fera établir et diffuser à tous les participants des procès-verbaux desdites réunions dans les meilleurs délais et au plus tard la veille du Comité de Suivi suivant. A défaut de réserve(s) sur ledit compte-rendu, celui-ci sera réputé approuvé dans les huit (8) jours de sa diffusion.

#### **44.3. Comité de pilotage**

Le Comité de pilotage a pour rôle d'assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des obligations des Parties au Contrat.

Dès la Date de prise d'effet du Contrat, il sera constitué un comité de pilotage (ci-après le « Comité de Pilotage ») composé des personnes suivantes :

- L'un ou l'autre des Interlocuteurs Privilégiés désignés ci-dessus de la Région et de la Société, ou toute personne qu'il choisira pour le représenter, et qui est en mesure de prendre toute décision ;

- La ou les personnes en charge chez Paris 2024 qui assure le suivi du projet et qui est en mesure de prendre toute décision ;
- D'autres personnes pourront également être invitées, de manière ponctuelle, aux Comités de Pilotage en fonction des besoins et des sujets traités à l'ordre du jour (à titre d'exemple : la Région et la Société, collectivités publiques, représentants des forces de l'ordre et de sécurité, équipes opérationnelles tels que responsable du Site, responsable d'exploitation, ...).

Les objectifs/les missions du Comité de Pilotage sont les suivantes :

- Suivre l'avancement des travaux relatifs à la station de pompage du bassin d'eau vive et d'étanchéité du Site, sur la base notamment des comptes-rendus du Comité de pilotage ;
- Faire le point sur les difficultés rencontrées et trouver les solutions adaptées ;
- Prendre les décisions sur d'éventuels points de blocage et en risque pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, notamment concernant la station de pompage et les travaux d'étanchéité de bâtiments ;
- Vérifier la bonne application de toutes les stipulations contractuelles ;
- Mettre à jour les annexes d'un commun accord.

Le Comité de Pilotage a compétence pour mettre à jour les Annexes du présent contrat (sans avenant) sous réserve que ces modifications n'aient aucun impact financier.

Le Comité de Pilotage se réunit tous les trimestres à compter de la signature du Contrat sur convocation de Paris 2024 et plus fréquemment, si besoin avéré, à la demande de la Région et/ou la Société ou Paris 2024.

Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage peuvent être en outre organisées par Paris 2024 et la Région et/ou la Société, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite d'une des Parties.

Le Comité de pilotage sera systématiquement informé de l'avancement des travaux et des prestations, des problèmes rencontrés et des solutions mises en œuvre. Sauf urgence, Paris 2024 ou la Région et/ou la Société adresse l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage au moins quinze (15) jours avant la réunion.

En cas de désaccord au sein des membres du Comité de Pilotage, les Parties auront recours à un Homme de l'Art.

Le Comité de Pilotage donne lieu à un compte-rendu et un plan d'action rédigés par Paris 2024. Lorsque cela est nécessaire eu égard aux besoins de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, Paris 2024 peut indiquer dans ce compte-rendu que l'usage du droit d'intervention prévu à l'Article 15 - est envisagé pour la réalisation d'une ou plusieurs obligations de la Région et/ou de la Société.

Le compte-rendu consigne, le cas échéant, les décisions prises et les instructions à répercuter aux différentes directions internes de chaque Partie.

La planification de l'ensemble des réunions se fera conjointement au démarrage du projet. Tous les participants au Comité de Pilotage recevront systématiquement un exemplaire du compte-rendu. En début de chaque Comité de Pilotage, la validation du compte-rendu du Comité précédent est entérinée.

#### **Article 45 - CALENDRIER DE RESERVATION DU SITE POUR LES ENTRAINEMENTS**

La Société s'engage à bloquer des créneaux d'entraînement aux Fédérations nationales en vue de leurs préparations aux Jeux Olympiques et Paralympiques, sur la base du calendrier joint en Annexe 16, susceptibles d'être activés sur simple demande de Paris 2024 adressée à la Société et dans les conditions de ladite Annexe.

#### **Article 46 - ASSURANCES**

##### **46.1. Assurances dommages aux biens**

Les Parties sont tenues de souscrire et de maintenir en vigueur, auprès de compagnies notoirement connues, agréées pour pratiquer les opérations d'assurance en France et ayant des critères de solvabilité satisfaisants un



contrat d'assurance de dommages aux biens, notamment contre les risques principaux suivants : incendie, explosion, vol, foudre, dommage électrique, dégât des eaux, bris de glace, grève, émeute, attentat, acte de vandalisme, acte de terrorisme et/ou de sabotage, chute d'aéronefs et d'objets aériens, tempête, catastrophe naturelle, y compris les pertes d'exploitation résultant de tels dommages.

Paris 2024 s'engage à assurer les biens qui lui sont confiés par la Région et la Société dans le cadre de la mise à disposition, et ce à concurrence de 20 000 000€.

Exception faite des actes de malveillance des Parties, chaque Partie renonce à tout recours à l'encontre de l'autre Partie et ses assureurs, pour les dommages atteignant ses biens, ainsi que pour les pertes d'exploitations et/ou frais supplémentaires résultant de tels dommages au-delà de 20 000 000 d'euros.

La Société renonce par ailleurs à tout recours à l'encontre du CIO, de l'IPC, de leurs filiales et de leurs assureurs, pour les dommages atteignant le Site, ainsi que pour les pertes d'exploitations et/ou frais supplémentaires consécutifs à des dommages atteignant le Site.

Chaque Partie s'engage à obtenir de ses assureurs, un engagement identique de renonciation à recours à l'encontre de l'autre Partie et ses assureurs, et, pour ce qui concerne la Société, à l'encontre du CIO, de l'IPC et de leurs filiales.

Ce contrat est souscrit :

- Par la Région et la Société au plus tard soixante (60) jours avant le début de la Période d'utilisation non exclusive correspondant à la Période 1 au sens de l'Article 10.1 et couvre l'ensemble immobilier constituant le Site y compris les Parties de Site ainsi que tous les aménagements et les matériels, dont les équipements, réseaux et données informatiques et de télécommunications, appartenant tant à la Région et la Société en leur qualité respective de Propriétaire et d'Exploitant de celui-ci, ou dont la Région et la Société ont la garde habituelle ;
- Par Paris 2024, au plus tard soixante (60) jours avant la date prévue d'entrée dans les lieux et couvre l'ensemble de ses biens, équipements et aménagements mis à disposition et dont la garde lui est transférée.

#### **46.2. Assurance responsabilité civile**

La Région et la Société et Paris 2024 sont tenues de souscrire et de maintenir en vigueur, auprès de compagnies notoirement connues, agréées pour pratiquer les opérations d'assurances en France et ayant des critères de solvabilité satisfaisants un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incomber en raison des Dommages Corporels, Dommages Matériels et Dommages Immatériels causés aux tiers, y compris à l'autre Partie, du fait de leur activité (notamment celles qui font l'objet du présent contrat) et/ou du Site y compris les Parties de Site et/ou des aménagements et des matériels dont chaque Partie est propriétaire et/ou des activités de son personnel et ce, pour quelque cause que ce soit, et pour les montants minimum par sinistre suivants :

- Tous dommages confondus (Dommages Corporels, Dommages Matériels et Dommages Immatériels) : quinze (15) millions d'euros par sinistre et par année d'assurance
  - o dont Dommages Immatériels non consécutifs : trois (3) millions d'euros par sinistre et par année d'assurance ;
  - o dont responsabilités liées à l'environnement (dont frais de prévention et de dépollution) : un (1) million d'euros par sinistre et par année d'assurance.

Ce contrat est souscrit :

- par la Région et la Société au plus tard soixante (60) jours avant le début de toutes prestations et notamment tous travaux préalables à l'entrée dans les lieux par Paris 2024,

- par Paris 2024, au plus tard soixante (60) jours avant la date prévue d'entrée dans les lieux.

#### **46.3. Attestations**

Sur simple demande de Paris 2024 et au plus tard aux dates limites susmentionnées, chaque Partie devra justifier de la souscription des garanties susmentionnées par la production d'une attestation émanant de son (ses) assureur(s) mentionnant notamment le détail des risques couverts et des garanties accordées.

Faute pour une Partie de satisfaire à son obligation contractuelle de justifier de la souscription de l'assurance susvisée, ladite Partie encourt alors les pénalités de retard prévues à l'article Article 33 - et visées à l'Annexe 12 du Contrat.

#### **Article 47 - DONNEES PERSONNELLES**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données à caractère personnel, et en particulier à celles prévues par : (i) le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD »), (ii) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et (iii) tout décret, ordonnance, recommandation (y compris toute exigence ou tout avis d'une autorité de contrôle), lignes directrices, guides de bonnes pratiques, décisions des tribunaux ou des autorités compétentes relatifs à la protection des données à caractère personnel comprenant notamment les recommandations et délibérations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et du Comité Européen de la Protection des Données (ci-après dénommées ensemble la « Réglementation Data »), la Région et la Société et Paris 2024 s'engagent à respecter les obligations qui leur incombent en leurs qualités respectives de « responsables du traitement » indépendants ( tel que ce terme est défini à l'article 4 du RGPD).

Chaque Partie mettra en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées conformes à la Réglementation Data pour protéger les données à caractère personnel qu'elle est amenée à traiter dans le cadre de l'exécution du Contrat contre la destruction accidentelle ou illicite ou la perte accidentelle, l'altération, la divulgation, l'accès ou le traitement non autorisé(e) et imposera des obligations contractuelles appropriées aux membres de son personnel, à ses mandataires ou sous-traitants qu'elle autorise à accéder auxdites données à caractère personnel, y compris des obligations en matière de confidentialité, de protection des données et de sécurité des données.

Pour l'exécution du Contrat, la Région et/ou la Société seront amenées à communiquer à Paris 2024 des informations relatives à son personnel ou du personnel de ses sous-traitants pour les besoins de l'exécution du Contrat et, en particulier, pour permettre l'accréditation des personnes devant accéder au Site et/ou aux Parties de Site, pour l'exécution du présent Contrat. Ces données communiquées à Paris 2024 pourront faire l'objet d'un traitement, informatisé ou non, par Paris 2024 aux fins notamment de gestion, de suivi et d'exécution du Contrat.

Dans ce cadre, la Région et la Société garantissent :

- que les données à caractère personnel transmises à Paris 2024 ont été traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée, dans le respect de la Réglementation Data et en particulier que les personnes concernées ont été informées du transfert de leurs données à Paris 2024 ;
- qu'il fait son affaire de fournir, au nom de Paris 2024, aux personnes concernées toute information relative au(x) traitement(s) mis en œuvre par Paris 2024 et, le cas échéant, les mentions d'informations fournies par Paris 2024 relative aux traitements effectués. A cette fin, la Région et la Société sont informées que les personnes concernées par de tels traitements peuvent exercer leurs droits sur leurs données prévus dans la Réglementation Data à l'adresse de contact fournie ci-dessous.

Dans l'éventualité où la Région et la Société seraient amenées, dans le cadre de leurs relations avec Paris 2024 ou de l'exécution du Contrat, à traiter, pour le compte ou conjointement avec Paris 2024 des données à caractère personnel, les Parties s'engagent expressément à conclure un avenant au Contrat qui régira leurs relations et obligations réciproques en lien avec un tel traitement, dans le respect de la Réglementation Data.

Le contact au sein de chaque Partie pour les besoins de la présente clause sera :

- Pour Paris 2024 : [DPO@paris2024.org](mailto:DPO@paris2024.org);
- Pour la Société :
- Pour la Région : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

#### **Article 48 - ANTI-CORRUPTION**

Les Parties confirment qu'elles sont activement engagées dans la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Chaque partie garantit qu'elle a mis en place des politiques et des procédures appropriées conformément aux lois et règlements anti-corruption qui lui sont applicables, ainsi qu'à ses employés et toutes les sociétés de son groupe.

#### **Article 49 - CONFIDENTIALITE**

Sauf stipulation contraire du présent article, chacune des Parties devra conserver confidentiels et ne pas divulguer, sans le consentement préalable de l'autre Partie, les termes et conditions du Contrat, de ses Annexes, et des documents visés au Contrat, ainsi que l'ensemble des informations qui leurs sont communiquées dans le cadre et pour les besoins de l'exécution du Contrat ou (ci-après les « Informations confidentielles »).

Ainsi, durant l'exécution du Contrat et après son expiration, à son terme normal ou anticipé, les Parties ne pourront utiliser les Informations confidentielles dont elles auront eu connaissance à des fins autres que l'exécution de leurs obligations telles que prévues par le Contrat.

Elles accomplissent toutes les diligences nécessaires pour empêcher l'utilisation ou la divulgation des Informations confidentielles.

Chacune des Parties ne pourra divulguer des Informations confidentielles que dans la mesure où l'autre Partie aura donné son accord préalable et écrit à la divulgation ou si elle est tenue de les divulguer (i) en application de la loi, (ii) pour les besoins d'une procédure devant les tribunaux, (iii) à toute autorité ou organisme de marché, gouvernemental ou de contrôle, (iv) ou dans la mesure de ce qui est raisonnablement nécessaire aux actionnaires, auditeurs, établissements bancaires, avocats et conseils fiscaux de cette Partie, (v) ou encore dans la mesure strictement nécessaire à la bonne exécution des droits et des obligations prévus par le Contrat. Au titre du (v.) qui précède, Paris 2024 est notamment autorisée à divulguer les Informations confidentielles aux Parties Prenantes, dès lors que cette divulgation serait nécessaire à la préparation et à la livraison des Epreuves Olympiques et Paralympiques ; l'Exploitant est notamment autorisé, de son côté, à divulguer les Informations confidentielles auprès de ses cocontractants et sous-traitants, dans la mesure où cette divulgation est nécessaire à l'accomplissement des obligations mises à sa charge au titre du Contrat..

Dans ces hypothèses, l'autre Partie devra être immédiatement informée d'une telle divulgation et la Partie divulguant ces informations devra s'assurer que l'ensemble des informations restent confidentielles et sont traitées comme telles.

La Région et la Société s'engagent à ne pas publier ou envoyer de communiqué de presse ou d'annonce publique ayant un quelconque rapport avec les obligations prévues dans le cadre du Contrat sans avoir préalablement obtenu l'accord écrit de Paris 2024 (celui-ci devant faire l'objet d'un délai raisonnable pour exprimer son accord).

Les stipulations de cette clause ne sont ni opposables ni applicables à la communication éventuelle des Informations confidentielles par Paris 2024 au CIO et à ses entités affiliées, étant précisé que le CIO et Paris 2024

sont tenus de garder confidentiels tous les documents, données et informations qu'ils s'échangent en application du Contrat Ville Hôte.

#### **Article 50 - TOLERANCE**

Toute tolérance de la part d'une des Parties relative à l'inexécution ou à la mauvaise exécution par l'autre Partie de l'une des dispositions du Contrat ne pourra en aucun cas, et ce quelle qu'en soit la durée ou sa fréquence, être génératrice d'un droit quelconque pour l'une des Parties, ni modifier de quelque manière que ce soit la nature, l'étendue ou les conditions d'exécution de ses obligations par l'autre Partie.

#### **Article 51 - NULLITE**

Si une ou plusieurs stipulations du Contrat sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire définitive, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

#### **Article 52 - PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS**

La Région et la Société déclarent avoir pris connaissance de la Charte d'éthique adopté par Paris 2024 (ladite charte étant consultable à l'adresse suivante : <https://www.paris2024.org/app/uploads/2019/12/Paris2024-191217-Charte-ethique-DIGITAL-FR.pdf>).

En conséquence, la Région et la Société s'engagent, dans le cadre de l'exécution du Contrat :

- à se conformer à ladite Charte Ethique ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des membres, salariés et bénévoles de Paris 2024 qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ladite Charte Ethique ;
- et à prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses propres salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à son contrôle ou à son influence déterminante amenés à entretenir des liens avec PARIS 2024 pour l'exécution du Contrat, se conforment aux dispositions de ladite Charte et s'abstiennent de toute incitation à l'égard des membres, salariés et bénévoles de Paris 2024 qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles qu'elle prévoit.

#### **Article 53 - ELECTION DE DOMICILE ET REPRESENTATION DES PARTIES**

Pour l'exécution du Contrat et de ses suites, les Parties font élection de domicile :

- Pour la Société : Route de Lagny, 77 200 Torcy
- Pour la Région : 2 Rue Simone Veil, 93 400 SAINT-OUEN
- Pour Paris 2024 : Immeuble Pulse, 46 rue Proudhon, 93210 Saint-Denis

En cas de modification de domiciliation, la Partie concernée informe l'autre par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. A défaut, toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été à l'adresse susvisée.

#### **Article 54 - SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Par accord entre les Parties et conformément à l'article 1367 du Code civil, le Contrat est signé de manière électronique, par l'intermédiaire du prestataire DocuSign, procédé qui assure la sécurité et l'intégrité des copies numériques du Contrat dans les conditions prévues notamment par les articles 1366 et 1367 du Code Civil, le décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017 et le Règlement UE n°910/2014 du 23 juillet 2014.

Les Parties déclarent se satisfaire de ce procédé de signature et de la preuve qu'il apporte quant à l'identité des signataires et à l'intégrité du Contrat. Elles renoncent donc définitivement et irrévocablement à contester la validité et le contenu du Contrat pour tout motif lié à l'utilisation de ce procédé. Elles reconnaissant également que leurs conseils respectifs n'assument aucune responsabilité quant à l'efficacité de ce procédé de signature.

#### **Article 55 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE**

Le Contrat est régi par le droit français.

Si le Contrat est traduit en anglais pour les besoins de son approbation par le CIO et en cas de contradiction entre les deux versions, la version française prévaut.

#### **Article 56 - REGLEMENT DES LITIGES**

En cas d'apparition d'un litige relatif à l'application du Contrat, les Parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs différends relatifs à l'interprétation et l'exécution du Contrat.

En l'absence de règlement amiable de leurs différends, la juridiction territorialement compétente pourra être saisie à l'initiative de la Partie la plus diligente.

En aucun cas, les contestations qui pourraient survenir entre les Parties ne pourront être évoquées par ces dernières comme motif d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de l'exécution du Contrat.

#### **Article 57 - ANNEXES**

Il est expressément rappelé que les Annexes font intégralement corps avec le Contrat.

Sont annexées au Contrat :

1. Lettre de garantie de la Région,
2. Liste des Partenaires de marketing,
3. Périmètre de mise à disposition, liste des ouvrages, zonages et espaces mis à disposition,
4. Inventaire des Equipements,
5. Liste des documents à communiquer à Paris 2024,
6. Calendrier de mise à disposition,
7. Infrastructures et Aménagements Temporaires,
8. Programme de mise en configuration du Site par la Société,
9. Programme de travaux des Aménagements constructifs par Paris 2024,
10. Services inclus dans la mise à disposition,
11. Prestations opérationnelles non incluses dans la mise à disposition,
12. Pénalités,
13. Echancier de paiement,
14. RIB de la société,
15. Contrat de délégation de service public,
16. Calendrier et conditions de de réservation du Site pour les entrainements,
17. Deep cleaning,
18. Organisation des déménagements,
19. Guide d'usage ;
20. Banque d'images mise à la disposition de Paris 2024 par la Société

Fait en trois exemplaires originaux,

A Paris, le [●].

Pour Paris 2024  
Tony Estanguet

Pour la Région  
Valérie Pécresse

Pour la Société

Projet - Confidential

**Annexe 2 - Avenant n°3 à la convention d'objectifs Région,  
Solideo, Paris 2024**



**Avenant n°3 à la  
Convention d'objectifs  
régissant les rapports  
entre la Région Ile-de-France et la  
SOLIDEO et Paris 2024  
relative au Stade Nautique Olympique  
d'Ile-de-France et à l'île de Loisirs de  
Vaires-Torcy**

**CODE DE REFERENCE : CDO\_VSM\_BNV\_RI**



## Table des matières

Article 1. Objet de l'avenant.....	4
Article 2. Modifications.....	4
2.1 Modification de l'article 4 de la convention d'objectifs « Programme de l'opération » .....	5
2.2 Modification de l'article 5 de la convention d'objectifs « Calendrier » .....	6
2.3. Modification de l'article 6 de la convention d'objectifs « Budget et plan de financement de l'opération » .....	8
2.4. Modification de l'article 9 de la convention d'objectifs « Pilotage, suivi et instances décisionnelles » .....	9
2.6. Modification de l'article 17 de la Convention d'Objectifs « Calcul de la subvention » .....	11
2.7. Modification de l'article 18 de la Convention d'Objectifs « Modalité d'actualisation » .....	11
2.8. Modification de l'article 19 de la Convention d'Objectifs « Modalité d'attribution et de versement » .....	12
Article 3. Modifications des annexes à la Convention d'objectifs .....	13
3.1 Ajout de l'Annexe 1 de la Convention d'objectifs .....	13
3.2 Ajout de l'Annexe 3B à l'annexe 3 de la Convention d'objectifs.....	13
3.3 Ajout à jour de l'Annexe 4 de la Convention d'objectifs .....	13
Annexes .....	14

Entre

La **Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO)**, établissement public industriel et commercial créé par la loi n° 2017-257 du 28 février 2017, et ses statuts établis suivant le décret n° 2017-1764 en date du 27 décembre 2017, dont le siège social est à PARIS (75009), 18 rue de Londres immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 834 553 729 représentée par son Directeur général exécutif, Nicolas FERRAND, dûment habilité aux fins des présentes suivant délibération du conseil d'administration n°2023-57 en date du 25 octobre 2023.

Ci-après désignée par « la SOLIDEO »

D'une part,

Et,

L'association PARIS 2024, **Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO)**, Association Loi 1901, inscrite au répertoire SIREN sous le numéro 834 983 439, ayant son siège social au 46 rue Proudhon – 93210 Saint-Denis

Représenté par son Président, Monsieur Tony ESTANGUET, domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné « Paris 2024 »,

De deuxième part,

Et,

La **Région Ile-de-France** dont le siège est situé 2, rue Simone Veil, Saint-Ouen-sur-Seine,

Représentée par Madame Valérie Pécresse en sa qualité de présidente dûment habilitée à cet effet suivant la délibération n° XXX

Ci-après désigné par « le Maître d'ouvrage »

De troisième part,

Ci-après collectivement désignés « les Parties ».

## Article 1. Objet de l'avenant

**Le périmètre de la convention d'objectifs s'élargit pour prendre en compte le nouvel ouvrage olympique « Ile de Loisirs de Vaires-Torcy ». L'intitulé de la présente convention d'objectif et ses éventuels avenants ultérieurs sera désormais « Stade Nautique Olympique d'Île-de-France et île de loisirs de Vaires-Torcy ».**

Le présent Avenant n°3 (ci-après « l'Avenant » ou « les Présentes ») a pour objet de mettre à jour les engagements des Parties suite à l'intégration à la convention d'objectifs de travaux supplémentaires « Paris 2024 » relatifs à l'Aménagement du Stade Nautique Olympique d'Ile de France et à l'île de loisirs de Vaires-Torcy par la Région Ile-de-France. Les travaux suivants seront donc intégrés au programme travaux :

- Stabilisation parking Entrée du site ;
- Plateforme logistique ;
- Création d'un axe roulant depuis le Parking vers le Stade d'Eaux-Vives ;
- Amélioration du ponton pour accueil athlètes en situation de handicap ;
- Création d'une marina ;
- Amélioration de la tribune permanente Parcours Eaux-Vives ;
- Structures Timing Hut VN1 (espaces pour temps intermédiaires) ;
- Stabilisation de la voie principale VN2 Plateformes événementielles ;
- Barrière anti-vagues ;
- Passage des réseaux enterrés (fibre+PDL2) zone parking ;
- Etanchéité chambres et openset ;
- Torcy hébergement camping-car ;
- Rampe Kayak Cross ;
- Aménagement lignes d'eau compétition et entraînement, mires... ;
- Restauration Route des entraineurs.

Ces travaux supplémentaires ajoutent des éléments nouveaux notamment concernant :

- (i) Le programme travaux ;
- (ii) Le calendrier prévisionnel des travaux ;
- (iii) Le coût d'objectif de l'ouvrage à terminaison ;
- (iv) L'échéancier prévisionnel de dépense ;
- (v) L'organisation de la MOA ;
- (vi) Les ambitions ;
- (vii) Le schéma de modalité de suivi opérationnel ;

La bonne exécution des Présentes permettra de garantir une livraison des ouvrages respectant à la fois la programmation voulue pour les jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et pour l'Héritage, le calendrier permettant le bon déroulement de l'événement.

**Les présentes modifications s'entendent comme « majeures » au sens de l'article 11 de la convention d'objectifs CDO\_VSM\_BNV\_RI.**

## Article 2. Modifications

Les dispositions de la Convention non modifiées par l'Avenant 3, demeurent applicables entre les Parties.

Pour une lecture facilitée, les modifications et compléments apportés à la Convention apparaissent en gras dans le texte.

Les Parties conviennent de modifier la convention ainsi qu'il suit :

## **2.1 Modification de l'article 4 de la convention d'objectifs « Programme de l'opération »**

Les Parties décident d'ajouter des travaux supplémentaires au programme de l'opération et donc de modifier ainsi qu'il suit l'article 4.2 de la Convention :

### **« 4.2. Programme : études et réalisation des travaux**

*Le Programme de l'Ouvrage dans sa configuration JOP 2024 / Héritage est détaillé en annexe n°1 de la présente Convention.*

*L'opération comprend la rénovation et l'extension des bâtiments existants qui constituent l'actuel Open-Set, futur pôle de loisirs secs, ainsi que la construction d'un stade d'eaux vives pour la pratique du canoë-kayak et la construction de bâtiments liés aux activités du plan d'eau et de l'eau vive : hébergement de stagiaires et de sportifs de haut niveau, locaux de formation et de restauration, stockage et entretien de bateaux et infrastructures permettant l'organisation de compétitions de tous niveaux.*

*Il comprend également la reconfiguration des aménagements extérieurs, des dessertes et circulations internes au site, des stationnements et des espaces verts avec la création d'espaces végétalisés ou minéraux mutables lors des grandes compétitions, d'espaces de détente pour le grand public ainsi que la création d'une nouvelle entrée au Nord-est de la base.*

*Les surfaces de bâti à construire sont égales à 16.582 m<sup>2</sup> SDO en phase PRO et les aménagements extérieurs représentent environ 16 hectares.*

*L'opération comprend également la mise aux normes internationales du bassin d'aviron et de course en ligne. Il s'agit de l'installation des pontons, du balisage et de la signalétique nécessaires à l'organisation des compétitions internationales de canoë-kayak et d'aviron.*

*L'opération intègre les travaux de relocalisation des roselières situées sur 2km de longueur entre les lignes de départ et d'arrivée en rive nord du bassin du Stade Nautique Olympique d'Ile-de-France situé à Vaires-sur-Marne, décrits dans l'annexe n°1 de l'avenant 2 à la convention.*

***L'opération intègre les travaux supplémentaires « Paris 2024 », décrits dans l'annexe n°1 du présent avenant à la convention d'objectifs, notamment les travaux suivants :***

- Stabilisation parking Entrée du site ;***
- Plateforme logistique ;***
- Création d'un axe roulant depuis le Parking vers le Stade d'Eaux-Vives ;***

- **Amélioration du ponton pour accueil athlètes en situation de handicap ;**
- **Création d'une marina ;**
- **Amélioration de la tribune permanente Parcours Eaux-Vives ;**
- **Structures Timing Hut VN1 (espaces pour temps intermédiaires) ;**
- **Stabilisation de la voie principale VN2 Plateformes événementielles ;**
- **Barrière anti-vagues ;**
- **Passage des réseaux enterrés (fibre+PDL2) zone parking ;**
- **Étanchéité chambres et openset ;**
- **Torcy hébergement camping-car ;**
- **Rampe Kayak Cross ;**
- **Aménagement lignes d'eau compétition et entraînement, mires... ;**
- **Restauration Route des entraîneurs.**

De par la signature des Présentes, Paris 2024 reconnaît avoir pris connaissance du programme dans sa configuration JOP 2024 / Héritage et en avoir validé les termes.

De par la signature des Présentes, le Maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre le Programme de l'Ouvrage. »

## **2.2 Modification de l'article 5 de la convention d'objectifs « Calendrier »**

Les Parties décident d'ajouter ainsi qu'il suit à l'article 5.1 et l'article 5.2 de la Convention :

### **5.1 Etat d'avancement du projet**

A la date de la signature des Présentes, le Projet « travaux de relocalisation des roselières et **travaux supplémentaires « Paris 2024 »** » est au stade d'avancement suivant :

#### **o Travaux de relocalisation des roselières :**

- Rendu du DCE le 26 août
- Publication du marché le 12 septembre 2022
- Réception et analyse des offres du 13 septembre au 26 octobre 2022
- Notification des marchés fin décembre 2022
- **Travaux Rive Sud Phase 1 démarrage préparation le 05 septembre 2022**

**Les travaux supplémentaires de « Restauration de la Route des entraîneurs » sont réalisés dans le cadre du marché existant « travaux de relocalisation des roselières ».**

**Le planning prévisionnel de fin des travaux est fixé au 1er trimestre 2024.**

**Les travaux supplémentaires « d'Aménagement des lignes d'eau pour la compétition et l'entraînement, mires... » sont terminés. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre de l'accord-cadre.**

○ **Travaux supplémentaires « Paris 2024 » :**

**Les travaux de VRD seront réalisés soit par délégation de maîtrise d'ouvrage :**

- **soit par le délégataire de la Région Ile de France qui a pour vocation de porter les investissements du site avec une consultation des entreprises sur le deuxième semestre 2023 et une réalisation premier semestre 2024**
- **soit par délégation de la MOA à Paris 2024 dans le cadre du marché « entreprise générale » en cours de finalisation pour une réalisation premier trimestre 2024.**

**Les aménagements temporaires seront réalisés par Paris 2024 dans le cadre de divers marchés attribués ou en cours d'attribution pour une mise en œuvre deuxième trimestre 2024.**

## **5.2. Respect du calendrier**

**Le Maître d'ouvrage respectera strictement le calendrier concernant les travaux de relocalisation des roselières et les nouveaux travaux supplémentaires « Paris 2024 » figurant en annexe n°3 de la présente Convention.**

**Les échéances suivantes constituent les jalons principaux pour les Parties :**

**Les travaux supplémentaires de « Restauration de la Route des entraîneurs » sont réalisés dans le cadre du marché existant « travaux de relocalisation des roselières ».**

**Le planning prévisionnel de fin des travaux est fixé au 1er semestre trimestre 2024. Les travaux supplémentaires « d'Aménagement des lignes d'eau pour la compétition et l'entraînement, mires... » sont terminés. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre de l'accord-cadre.**

**- La Réception en configuration JOP 2024 devra intervenir au plus tard le 26 JUIN 2024 ;**

**- Une Remise de l'Ouvrage au plus tard le 26 juin 2024, étant précisé que la Remise de l'ouvrage débutera progressivement par zone à partir d'avril 2024. Le Maître d'ouvrage devra signer avec Paris 2024 une convention d'utilisation du site (Venue Use Agreement) qui prendra fin le 8 octobre 2024, après remise en état de l'Ouvrage olympique par Paris 2024 ;**

- Une Réception des travaux de remise en état de l'Ouvrage au plus tard le 8 octobre 2024.

### **2.3. Modification de l'article 6 de la convention d'objectifs « Budget et plan de financement de l'opération »**

Les Parties décident d'ajouter ainsi qu'il suit à l'article 6.1, 6.2 et 6.3 de la Convention :

#### **6.1 Coût d'objectif global du projet des travaux de relocalisation des roselières et des travaux supplémentaires « Paris 2024 »**

##### **o Travaux de relocalisation des roselières**

**Le coût d'objectif global prévisionnel des travaux de relocalisation des roselières porté par la Région est modifié à un montant correspondant à 3,071 M€ HT valeur octobre 2016 (indice de juillet 2016 publié en octobre 2016), soit 4,523 M€ TTC valeur mai 2023 (publié en juillet 2023), calculés sur la base de l'indice TP03a (Index Travaux Publics - TP03a - Grands terrassements - Base 2010).**

**Le montant des études s'établit à un montant de 231,6 K€ HT valeur octobre 2016, soit 346,5 K€ TTC valeur à terminaison.**

**Conformément à la maquette financière validée par le conseil d'administration de la SOLIDEO du 16 décembre 2022, le financement public de l'ouvrage est de 1,526 M€ HT (valeur octobre 2016), soit 1,902 M€ HT prévisionnels à terminaison.**

**Il est précisé que ce montant intègre des surcoûts liés à la prise en compte :**

- **d'aléas et d'imprévus (PAI) à 0%.**

**Ce coût intègre également les frais liés aux études.**

**Ce coût n'intègre pas les éventuelles acquisitions foncières de l'Ouvrage excepté pour les opérations d'aménagement.**

##### **o Travaux supplémentaires « Paris 2024 »**

**Le coût d'objectif global maximum des travaux supplémentaires « Paris 2024 » est de 5,171 M€ HT valeur à terminaison, soit 4,113 M€ HT valeur octobre 2016, valeur calculée sur la base de l'indice BT01 et l'indice TP01.**

**Il est précisé que ce montant intègre également les frais liés aux études et les provisions pour aléas et imprévus.**

**La décomposition du coût d'objectif global présentant les différents postes de l'Opération est fournie en annexe n°4.**

**Le Maître d'ouvrage s'engage fermement vis-à-vis de la SOLIDEO sur le respect de ce coût.**

**Le montant de la subvention SOLIDEO pour la réalisation des travaux supplémentaires « Paris 2024 » validé par le conseil d'administration de la SOLIDEO du 25 octobre 2023 est de 3,629 M€ HT valeur à terminaison, soit 2,888 M€ HT valeur octobre 2016.**

## **6.2 Article Plan de financement**

### **○ Travaux de relocalisation des roselières**

**Le coût à la charge du Maître d'ouvrage est de 1,545 M€ HT maximum (valeur octobre 2016). Le coût à la charge de la SOLIDEO s'élève à 1,526 M€ HT maximum (valeur octobre 2016), soit 1,902 M€ valeur prévisionnelle à terminaison.**

### **○ Travaux supplémentaires « Paris 2024 »**

**Le plan de financement des travaux supplémentaires « Paris 2024 » est organisé comme suit :**

**Par application des clés de répartition,**

**- le coût à la charge du Maître d'ouvrage est de 0,771 M€ HT (valeur à terminaison), soit 0,614 M€ valeur octobre 2016.**

**- le coût à la charge de la SOLIDEO s'élève à 3,629 M€ HT (valeur à terminaison) maximum, soit 2,888 M€ valeur octobre 2016.**

**- le coût à la charge de Paris 2024 est de 0,770 M€ HT (valeur à terminaison), soit 0,611 M€ valeur octobre 2016.**

**Le Maître d'ouvrage prendra les mesures nécessaires pour que lui soient effectivement versées les subventions par les autres financeurs affectées à la réalisation de l'Ouvrage Olympique (notamment ANS).**

## **6.3. Article Échéancier prévisionnel des dépenses**

**L'annexe n°5 précise l'échéancier prévisionnel des dépenses du Maître d'ouvrage.**

## **2.4. Modification de l'article 9 de la convention d'objectifs « Pilotage, suivi et instances décisionnelles »**

Les Parties décident de modifier ainsi qu'il suit l'article 9.1 et 9.5 de la Convention :

### **« 9.1. Modalités de suivi des étapes opérationnelles**



Afin de permettre à la SOLIDEO, Paris 2024 et ses AMO de suivre au plus près le Projet et de mesurer les évolutions de programmation, de calendrier, de coûts et d'Ambitions, le Maître d'ouvrage transmettra l'ensemble des éléments nécessaires à son suivi, notamment l'avis du maître d'ouvrage associé aux documents remis.

Le Maître d'ouvrage transmettra l'ensemble des documents présentés dans l'annexe n°15.

Sur la base de l'avis du Maître d'ouvrage et de Paris 2024 tel que mentionné dans l'annexe n° 14 le Directeur général exécutif donne un avis au regard des engagements pris dans la présente convention sur les jalons clés de la conduite du projet :

- la Dévolution des marchés de travaux/OS démarrage des travaux (travaux de relocalisation des roselières)
- la Réception de l'Ouvrage (travaux de relocalisation des roselières **et travaux supplémentaires « Paris 2024 »**)
- la Remise de l'Ouvrage (travaux de relocalisation des roselières **et des travaux supplémentaires « Paris 2024 »**)

En dehors de ces phases, le Directeur général exécutif donne un avis sur les modifications de programme, coûts, calendrier et ambitions.

#### **9.5 Le conseil d'administration de la SOLIDEO**

Le conseil d'administration se réunit quatre fois par an.

Dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, le conseil d'administration approuvera la réalisation des jalons suivants, lesquels conditionnent les appels de fonds du Maître d'ouvrage :

- la Dévolution des marchés de travaux/OS démarrage des travaux (travaux de relocalisation des roselières)
- La Réception finale (travaux de relocalisation des roselières **et des travaux supplémentaires « Paris 2024 »**).

En cas de modification majeure portée à la connaissance du Comité des Programmes à minima un mois avant le conseil d'administration, le conseil d'administration approuve :

- Concernant le programme : le nouveau programme de l'opération.

En cas de refus de la modification majeure par le conseil d'administration, le Maître d'ouvrage doit renoncer à sa demande de modification.

Etant précisé qu'une modification majeure de coût portée par le maître d'ouvrage n'impactant pas le programme JOP et le calendrier ne pourra faire l'objet d'un refus de la part du Conseil d'administration.

## **2.6. Modification de l'article 17 de la Convention d'Objectifs « Calcul de la subvention »**

Les Parties décident de modifier ainsi qu'il suit l'article 17 de la Convention :

### **17. Calcul de la subvention**

*« La subvention pouvant être attribuée au titre de la présente Convention porte sur les dépenses d'études et de travaux engagées par la Région à compter du 13 septembre 2017. La subvention initiale a été plafonnée au montant de 3,5 M€ HT Valeur oct.2016, soit 3,769 M€ HT prévisionnels à terminaison.*

*Une subvention supplémentaire au titre de l'avenant 2 a été accordée et plafonnée au montant de 1,526 M€ HT Valeur oct.2016, soit 1,902 M€ valeur prévisionnelle à terminaison, relative aux travaux d'aménagement des rives nord et sud du bassin.*

*Une subvention supplémentaire au titre du présent avenant est accordée et plafonné au montant de 2,888 M€ HT Valeur oct.2016, soit 3,629 M€ valeur à terminaison, relative aux travaux supplémentaires « Paris 2024 ».*

*Ainsi, le total de la subvention SOLIDEO s'élève à 7,914 M€ HT Valeur oct.2016, soit 9,300 M€ valeur prévisionnelle à terminaison.*

*Les dépenses éligibles portent sur l'ensemble des dépenses d'études et de travaux correspondant au programme annexé à la présente Convention. »*

## **2.7. Modification de l'article 18 de la Convention d'Objectifs « Modalité d'actualisation »**

Les Parties décident de modifier ainsi qu'il suit l'article 18 de la Convention :

*Le coût d'objectif prévisionnel des travaux de relocalisation des roselières a été estimé à un montant de 3,803 M€ HT Valeur à Terminaison, selon la maquette financière validée par le conseil d'administration de la SOLIDEO du 16 décembre 2022.*

*Ce montant est actualisé dans le présent avenant à 3,769 M€ HT à terminaison (cf. annexe n°4). L'indice de référence pour cette actualisation est le TP03a.*

*Le coût d'objectif prévisionnel des travaux supplémentaires « Paris 2024 » a été estimé à un montant de 5,171 M€ HT Valeur à Terminaison, selon la maquette financière validée par le conseil d'administration de la SOLIDEO du 25 octobre 2023. Les indices de référence pour cette actualisation sont les indices TP01 et BT01.*

## 2.8. Modification de l'article 19 de la Convention d'Objectifs « Modalité d'attribution et de versement »

Les Parties décident de modifier ainsi qu'il suit le paragraphe 19.2 de la Convention :

### « 19.2 Attribution de la subvention

*La subvention est attribuée par la SOLIDEO par décision d'attribution de son directeur général exécutif, prise en application de la présente Convention, au fur et à mesure des principaux jalons d'avancement de l'Opération, telles que déclinés ci-dessous, et après validation du conseil d'administration ou du comité des programmes dans les conditions définies à l'article 9.5.*

*Un modèle de décision d'attribution est fourni en annexe n°20.*

**Les jalons d'attribution de la subvention « des travaux de relocalisation des roselières » sont mis à jour de façon suivante :**

Etape	Jalon	Périmètre des fonds attribués	Date cible	Montants € à terminaison
1	Signature du présent avenant	90%	12/2023	1 711 436€
2	Réception	10% restant	2024	190 160€
TOTAL SUBVENTION				1 901 596 €

**Le versement des acomptes se fera en € à terminaison et interviendra selon le calendrier suivant :**

	€ à terminaison
Acompte 1 : signature du présent avenant	674 194 €
Acompte 2 : décembre 2023	1 037 242 €
Solde : réception (10%)	190 160 €
TOTAL SUBVENTION	1 901 596 €

**Les jalons d'attribution de la subvention « travaux supplémentaires PARIS 2024 » sont définis de façon suivante :**

Etape	Jalon	Périmètre des fonds attribués	Date cible	Montants € à terminaison
1	Signature du présent avenant	90%	12/2023	3 266 550€
2	Réception	10% restant	2024	362 950€
<b>TOTAL SUBVENTION</b>				<b>3 629 500 €</b>

**Le versement des acomptes se fera en € à terminaison et interviendra selon le calendrier suivant :**

	€ à terminaison
Acompte 1 : avril 2024 (30%)	1 088 850 €
Acompte 2 : juillet 2024 (60%)	2 177 700 €
Solde : réception (10%)	362 950 €
<b>TOTAL SUBVENTION</b>	<b>3 629 500 €</b>

## **Article 3. Modifications des annexes à la Convention d'objectifs**

### **3.1 Ajout de l'Annexe 1 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n°1 – Programme Fonctionnel et Technique du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°1A – Fonctionnel et l'annexe n°1B – Programme Technique de la Convention d'objectifs.

### **3.2 Ajout de l'Annexe 3B à l'annexe 3 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n°3 – Planning du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°5 – Planning de la Convention d'objectifs.

### **3.3 Ajout à jour de l'Annexe 4 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n° 4 – Décomposition du coût d'objectif global du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n° 4 – Décomposition du coût d'objectif global de la Convention.

### **3.4 Ajout de l'Annexe 5 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n° 5 – Echancier prévisionnel annuel des dépenses du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n° 5 – Echancier prévisionnel annuel des dépenses de la Convention.

### **3.5 Ajout de l'Annexe 6 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n°6 – Organisation du MOA du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°6 – Organisation du MOA de la Convention d'objectifs.

### **3.6 Mise à jour de l'Annexe 8 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n°8 – Engagements de Principe de Paris 2024 du présent Avenant annule et remplace l'annexe n°8 – Engagements de Principe de Paris 2024 de la Convention d'objectifs.

### **3.7 Ajout de l'Annexe 9 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe 9 – Ambitions du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°9 – Ambitions de la Convention d'objectifs.

### **3.8 Ajout de l'Annexe 9B de la Convention d'objectifs**

L'Annexe 9B – Charte Chantier du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°9B – Charte Chantier de la Convention d'objectifs.

### **3.9 Ajout de l'Annexe 11 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe 11 – Charte en faveur de l'emploi et du développement territorial du présent Avenant s'ajoute à l'annexe 11 – Charte en faveur de l'emploi et du développement territorial de la Convention d'objectifs.

### **3.1 Ajout de l'Annexe 22 de la Convention d'objectifs**

L'Annexe n°22 – Délibérations du présent Avenant s'ajoute à l'annexe n°22 – Délibérations de la Convention d'objectifs.

## **Annexes**

Annexe n° 1 – Programme Fonctionnel et Technique  
Annexe n° 3 – Planning  
Annexe n° 4 – Décomposition du coût d'objectif global  
Annexe n° 5 – Echancier prévisionnel annuel des dépenses  
Annexe n° 6 – Organisation du MOA  
Annexe n° 8 – Engagements de Principe de Paris 2024  
Annexe n° 9 – Ambitions  
Annexe n° 9B – Charte Chantier  
Annexe n° 11 – Charte en faveur de l'emploi et du développement territorial  
Annexe n° 22 – Délibérations

Le :

Pour la SOLIDEO,	Pour la Région Ile-de-France,
M. Nicolas FERRAND, Directeur Général Exécutif	Mme Valérie PECRESSE, Présidente
Pour Paris 2024,	
M. Tony ESTANGUET, Président	